

La voie est ouverte pour l'entrée des forces du Pathet-Lao à Vientiane

LIRE PAGE 2 l'article de notre envoyé spécial BRUNO DETHOMAS

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Liban, 1 L.L. ; Israël, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 21 c. ; Espagne, 2,75 fr. ; Portugal, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 14 s. ; Italie, 10 gr. ; France, 45 fr. ; Japon, 250 y. ; Inde, 120 p. ; Australie, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,25 fl. ; Grèce, 2 dr. ; Suède, 0,50 kr. ; O.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din. Tarif des abonnements page 28

BRUSQUE REBONDISSEMENT DE LA CRISE AU LIBAN

Les forces de l'ordre et les Palestiniens sont aux prises à Beyrouth

Le dilemme de M. Frangie

La situation s'aggrave à Beyrouth. Malgré la conclusion de plusieurs accords de cessez-le-feu — huit au cours des dernières quarante-huit heures — les affrontements armés entre les unités du parti d'extrême droite Kataeb (les Phalanges) et les fedayin palestiniens augmentent en nombre et en intensité. Les forces de l'ordre ont dû intervenir dans la nuit de jeudi à vendredi.

Les rapports entre l'O.L.P. et le régime libanais, qui passaient pour excellents, risquent d'en être sérieusement affectés. Le président Frangie ne peut accepter longtemps que les fedayin, qui disposent d'un impressionnant arsenal, font des piéces d'artillerie lourde, tiennent les positions « adverses » dans les quartiers chrétiens de la capitale occupés par les milices phalangiennes. Il peut difficilement, d'autre part, sévir contre un parti chrétien dont l'influence dans la population grandit au fur et à mesure que le conflit prend une tournure confessionnelle. Les musulmans, qui constituent plus de la moitié de la population, sont, certes, divisés, mais dans leur majorité ils soutiennent la résistance palestinienne, à laquelle le Front des partis progressistes, dirigé par Kamal Joumblatt, donne son plein appui. Le chef de l'Etat ne peut donc pas prendre de mesures drastiques contre les fedayin.

Le choix qui se pose à M. Frangie est dramatique. M. Frangie, leader des Phalanges, régit au Liban par les résistants palestiniens soit liquidés sans pitié ; les commerçants de la capitale libanaise lui ont fait écho en s'élevant, mercredi et jeudi, une rumeur générale en signe de protestation contre l'insécurité et l'instabilité. Sur un appel qui a été progressif, les travailleurs ont également défilé jeudi à Beyrouth. Beyrouth présentait l'aspect d'une ville en état de guerre.

Bien que l'O.L.P. n'ait pas initié à ce que la situation s'envenime, les organisations de fedayin ont toutes annoncé, à l'issue d'une réunion extraordinaire tenue vendredi, qu'elles n'avaient pas l'intention de « rester les bras croisés » face au « complet » ourdissage de la résistance palestinienne au Liban. Les dirigeants du mouvement n'ont pas hésité à faire un parallèle entre le conflit actuel et celui qui, en septembre 1970, avait conduit l'armée israélienne à massacrer des milliers de Palestiniens.

Il est douteux qu'il entre dans les intentions du président Frangie d'avoir recours à l'armée, qui a divisé entre chrétiens et musulmans. Mais il n'est pas exclu qu'il s'y trouve entraîné si l'analyse devait s'étendre. Le chef de l'Etat libanais pourrait évidemment faire appel à Rachid Karameh pour former un nouveau gouvernement. Mais celui-ci ne sera soutenu que par le Front des partis progressistes, quel que soit le nombre de conditions, notamment la réforme des structures de l'armée et une profonde démocratisation de l'Etat. Les musulmans en seraient les principaux bénéficiaires. Si un tel scénario devait être constitué, il est à craindre que les formations chrétiennes ne réagissent violemment. A n'en pas douter, le Liban est en proie à une crise redoutable.

Les conséquences du conflit du « Parisien libéré »

NOUVELLE GRÈVE DES OUVRIERS DU LIVRE LE 27 MAI

(Lire nos informations page 17.)

Reprochant aux socialistes de grossir un « incident »

Les militaires portugais affirment qu'ils « n'accepteront jamais de dictature »

L'épreuve de force engagée par le parti socialiste portugais depuis qu'il a été dissout, le 19 mai, du contrôle de son quotidien, « República », se poursuit à Lisbonne. Répondant à la décision du P.S. de valider ses membres du conseil de gouvernement aussi longtemps qu'il n'aura pas obtenu satisfaction, le Conseil de la révolution s'est réuni dans la nuit de jeudi 22 au vendredi 23 mai. Assurant qu'il « n'accepterait jamais l'instauration d'une dictature », il a reproché aux socialistes, sans toutefois les nommer, de donner à l'affaire « des développements sans aucun rapport avec l'importance réelle de l'incident ». Quelques heures auparavant, le P.S. avait organisé une grande manifestation dans les rues de Lisbonne.

De son côté, le P.C. portugais lance, vendredi matin, une très violente attaque contre le parti socialiste, qui, dit-il, « agit comme un parti d'opposition en polarisant autour de lui les forces réactionnaires et contre-révolutionnaires, y compris les groupes gauchistes pseudo-révolutionnaires ». Il l'accuse de mettre au service le système de pouvoir existant et affirme que la destruction de la coalition enlèverait toute raison d'être à l'existence de la Constituante.

Le Conseil de la révolution a, d'autre part, décidé d'abaisser à soixante ans l'âge du passage dans le cadre de réserve pour les militaires. Cette mesure semble viser le général De Costa Gomes, président de la République, généralement tenu pour modéré.

Sur le plan international, le premier ministre portugais aura à Bruxelles, à l'occasion du « sommet » de l'O.T.A.N., un entretien avec le président Ford le 29 ou le 30 mai. L'International Herald Tribune « croit savoir que le commandant Melo Antunes, ministre portugais des affaires étrangères, se rendra aux Etats-Unis en août ou en septembre. Le quotidien fait également état d'un propos de M. Kissinger, qui aurait dit au privé qu'« il y a peu d'espoir que le Portugal reste dans l'O.T.A.N. ».

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Neus ne voulons pas évaluer une crise politique grave. Mais nous ne voulons pas non plus assumer au gouvernement un rôle uniquement symbolique. Nous sommes le plus grand parti du Portugal. Le Conseil de la révolution doit donc dire s'il veut gouverner, appuyé par la majorité que nous représentons ou gouverner contre cette majorité. D'un balcon, les rumeurs s'adressent depuis trois heures déjà à la toute assemblée, le jeudi 22 mai, à l'appel du parti socialiste, portugais, pour une manifestation en faveur de la liberté d'information.

Perte à 19 heures de la place du Rossio, au cœur même de la ville, la longue colonne sur laquelle flottent des centaines de drapeaux rouges à l'emblème du P.S.P., est parvenue une heure plus tard sur les hauteurs de Lisbonne, devant le siège du parti socialiste.

M. Mario Soares, secrétaire général du parti, vient de poser la ques-

tion du jour : celle du maintien de la participation au gouvernement des ministres socialistes. Des cris s'élevaient dans la foule : « De quel côté est le mouvement des forces armées ? » « Cinq cents mètres plus loin, un véhicule blindé barre le pas pour empêcher quiconque ait une intention d'approcher un vieil immeuble délabré qui abrite le siège du Journal República, fermé le 20 mai par les autorités militaires, à l'issue d'un conflit entre sa direction et sa rédaction socialistes et une commission de travailleurs déterminés à faire changer la ligne politique du quotidien.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

GARANTIES

Du temps de Salazar, les ouvriers portugais n'avaient pas le droit de grève, les socialistes et les communistes n'avaient pas le droit à la liberté et formés n'avaient que le droit de mener une guerre coloniale. Aujourd'hui, les partis politiques ont le droit de s'exprimer, les ouvriers celui de faire la grève, et le M.F.A. garantit ces principes.

Mais la nouvelle démocratie portugaise risquerait de disparaître si elle n'est venue à la liberté d'expression se mettait en grève en même temps que les travailleurs et si le M.F.A. garantissait ce droit au silence.

BERNARD CHAPUIS.

L'AFFAIRE ROSENBERG A LA TÉLÉVISION

Procès à McCarthy

Antenne 2 présente, les samedis 24 et 31 mai, une évocation dramatique d'Alain Decaux et Stelio Lorenzi. « Les Rosenberg ne doivent pas mourir ». Cette émission exceptionnelle — commandée par Pierre Sabbagh au temps de l'O.R.T.F. — sera le prétexte d'un débat aux « Dossiers de l'écran », le mardi 3 juin.

Le 19 juin 1953, les citoyens américains Julius et Ethel Rosenberg ont été exécutés sur la chaise électrique pour « espionnage atomique » au profit de l'Union soviétique. Jusqu'au bout, ils ont proclamé leur innocence, et ils ont payé cette constance de leur vie : le nouveau « affirmé », plus tard, qu'il avait reçu l'ordre de surseoir à l'exécution à tout moment si les Rosenberg s'étaient déclarés « prêts à coopérer » avec le gouvernement.

Leur procès avait provoqué un important mouvement de solidarité à travers le monde : le pape (Pie XII) et le président Aurore avaient intervenu en leur faveur ; la mort allait faire de ces deux

Malgré les interventions des banques centrales

La faiblesse du dollar aggrave la récession mondiale

Les banques centrales, y compris celle des Etats-Unis, sont intervenues, jeudi après-midi 22 mai, pour soutenir le dollar dont les cours vendredi matin étaient légèrement supérieurs à ceux de la veille. A Paris, la devise américaine cotait un peu au-dessus de 1 F (contre 3,99 F).

En Allemagne, le Bundesbank a abaissé son taux d'escompte (voir page 38) mais cette mesure ne paraît pas suffisante pour rétablir un meilleur équilibre sur les marchés. Le cours de l'or, qui était monté jeudi après-midi à Londres à 176 dollars l'once, se trouvait vendredi matin entre 171 et 172 dollars. La faiblesse persistante du dollar et de la livre risque d'accroître encore la récession dans tous les pays industrialisés. En Grande-Bretagne, le chômage s'est brusquement aggravé, atteignant à la mi-mai 3,7 % de la population active.

Vendredi matin, les marchés des changes étaient encore agités, malgré une légère reprise du dollar, qui valait 4,0060 F à Paris, 2,337 DM à Francfort, 2,4845 FF à Zurich. Ce mouvement était dû aux interventions faites la veille par les banques centrales, pour enrayer la chute de la devise américaine dont le cours, jeudi après-midi, était descendu jusqu'à 3,99 à Paris. La Banque de France a sans doute acheté à cette occasion 60 ou 70 millions de dollars, mais l'opération la plus remarquée a été celle de la Federal Reserve Bank de New-York, qui, selon son habitude, est intervenue pour de faibles montants en rachetant les dollars contre francs, deutschemarks ou florins. Depuis plusieurs mois déjà, les autorités monétaires essaient de freiner la baisse du dollar, et le total de leurs interventions atteint des sommes relativement importantes. L'échec ou le succès de ces tentatives fait planer un doute sur l'efficacité du projet que M. Forcade voudrait faire adopter à Bruxelles, et qui prévoit la fixation concertée d'un niveau européen du dollar, avec mission pour les banques centrales participant au « serpent », de le défendre.

C'est la Banque de France qui a racheté le plus de dollars : environ 2 000 millions de dollars depuis le 1^{er} janvier. Viennent ensuite la Banque d'Italie, avec 1 300 millions, et la Banque nationale suisse, avec 1 100 millions. La Bundesbank, pour sa part, est contentée de racheter 200 millions de dollars, mais ces statistiques doivent être manées avec précaution, car il faut tenir compte, simultanément, des pays comme la France et l'Italie ont continué à emprunter sur le marché international des capitaux (euromarchés). PAUL FABRA.

(Lire la suite page 38.)

Très tendue depuis plusieurs jours, la situation à Beyrouth s'est sérieusement aggravée ce vendredi matin 23 mai. Les heurts entre miliciens du parti des Kataeb (phalanges) et fedayin, qui avaient repris dans la nuit de jeudi à vendredi, se sont brusquement transformés en un affrontement armé entre les résistants palestiniens et les forces de l'ordre libanaises.

Un jeune coopérant français, dont l'identité n'a pas été révélée, a trouvé la mort vendredi dans la matinée, victime d'une balle perdue dans le secteur de Dekouaneh à l'est de Beyrouth.

Selon l'agence palestinienne Wafa, les phalangiens ont ouvert le feu, peu après minuit, sur un convoi de plusieurs ambulances du Croissant-Rouge palestinien, qui transportaient des blessés du camp de réfugiés de Tal-Zaatar. L'une des ambulances a été atteinte.

Peu après, des tirs intenses d'armes diverses et de violentes explosions se sont fait entendre dans la zone est de Beyrouth, du secteur névralgique de Dekouaneh-Tal-Zaatar aux quartiers périphériques de Bourj-Hammond, Sin-Eli-Fil, Achrafieh et Fourn-El-Chebbak.

Vers 3 heures, heure locale (1 heure, heure française), l'artillerie des fedayin entra en action, pilonnant les positions adverses dans la banlieue est et sud de la capitale libanaise. Des canons de campagne, des mortiers et des pièces de D.C.A. de 23 et 30 millimètres ont été utilisés.

Les forces de sécurité libanaises ont alors ouvert le feu à leur tour, utilisant les canons de leurs blindés. Elles ripostèrent ainsi — indi-

quant-on de source officielle, à Beyrouth — aux tirs provenant du camp palestinien de Jisr-Al-Facha, situé à peu de distance du camp de Tal-Zaatar. Radio-Liban a diffusé, à 7 h. 05 (5 h. 05, heure française), un communiqué des forces de sécurité intérieure, annonçant que la route de Damas était soumise à des tirs intenses dans le secteur de Fourn-El-Chebbak. Le communiqué invitait la population à éviter de circuler sur cette route, « en attendant que les forces de sécurité intérieure puissent intervenir, avec les moyens dont elles disposent, pour rétablir une situation normale ».

Le bilan provisoire des incidents, depuis la nuit de dimanche à lundi, s'élève à plus de trente tués et cent cinquante blessés, dont une quinzaine de morts dans la seule journée de jeudi.

Notre correspondant à Beyrouth, Edouard Saab, croit savoir que M. Yasser Arafat, président de l'O.L.P., a protesté contre l'intervention de l'armée libanaise, qui aurait pris main-forte aux milices phalangiennes. Le leader palestinien aurait informé les ambassadeurs arabes accrédités à Beyrouth que le nombre et la qualité des obus tirés sur le camp de réfugiés de Tal-Zaatar indiquaient que les phalanges avaient reçu des armements de l'Etat.

Quelle que puisse être l'évolution de la situation sur le terrain, ajoute notre correspondant, les observateurs à Beyrouth sont persuadés que le dénouement de la crise ne peut être que politique. Le président Frangie avait l'intention de prendre d'importantes décisions, ce vendredi.

PROPRIÉTÉ ET ENTREPRISE

Parmi les grandes réformes en vue rappelées par M. Giscard d'Estaing, celle de l'entreprise figure au bon premier plan. Ne peut-on l'élargir à la propriété dans son ensemble ? Tel est le propos

I. — Des choses aux personnes

par ANDRÉ PIETTRE



MINKOWSKI
LE MANDARIN AUX PIEDS NUS
Une certaine idée de la médecine...
"Il y a dans ces entretiens ce qui nous concerne tous : une indignation, une violence, une vigilance de tous les instants des que la justice, la dignité, la fraternité, la liberté sont lésées."
Claude Mauriac - Le Figaro
Coll. "Traversée du siècle" dirigée par J. Lacouture - 256 pages 32 F
TS SEUL

et d'activité, n'a cessé de s'étendre : élévation du niveau de vie, droits accrus des occupants et des exploitants, ont été dans ce même sens. Le droit assiste sur les choses la cède aux droits fondés sur la personne. Evolution profonde et névralgique, mais non révolution. Dans le même temps, la brutale antithèse possédants-propriétaires a donné place à une nouvelle classe moyenne : celle des tertiaires. De part et d'autre, peut-on dire, Proudhon l'a emporté sur Marx.

De cette évolution, la propriété immobilière est un premier exemple.

Pour le logement, le fait est général : la propriété de rapport sous la forme traditionnelle de maisons ou d'appartements à louer ne cesse de diminuer, tandis qu'augmente la propriété personnelle ou familiale. Tel a été l'effet de toute la législation des deux guerres et des deux après-guerres, limitant les loyers et accordant à l'occupant un droit de maintien dans les lieux.

Dès lors, les détenteurs de capitaux ont cessé non seulement de construire, mais même de maintenir : ils ont préféré vendre plutôt que de garder une propriété qui ne leur rapportait plus. Ainsi a-t-on vu les immeubles urbains se fractionner par appartements ; ce qui auparavant était par exemple, un grand immeuble de rapport, se détachant du sol comme du sous-sol, elle a acquis sa « troisième dimension ».

(Lire la suite page 40.)

juifs new-yorkais un symbole, les martyrs de la guerre froide et de la chasse aux sorcières. Parce que les pièces à conviction du procès Rosenberg ne peuvent satisfaire aucun historien épris d'exhaustivité et soucieux de faire porter les faits, Alain Decaux s'est intéressé à ce « creux » de ce manque de preuves, d'éléments matériels pour tenter de mettre au jour le héros absent du procès : l'esprit de justice. Il a écrit une pièce, jouée ces dernières années sur les scènes de la périphérie parisienne : « Les Rosenberg ne doivent pas mourir ».

MARTIN EVEN.

(Lire la suite page 33.)

EUROPE

Portugal

Les militaires affirment qu'ils « n'accepteront jamais de dictature »

(Suite de la première page.) Le thème de la liberté d'information est évidemment brûlant au Portugal, où la majorité des organes de presse, et notamment des quotidiens de Lisbonne, sont dominés par des sympathisants communistes. On l'a bien vu lorsque la manifestation du P.S.P. a défilé, dans l'avenue de la Liberté, devant le Diário de Notícias, le plus grand quotidien du soir de la capitale, passé il y a quelques semaines sous contrôle communiste, à la suite d'une opération semblable à celle qui vient de vivre República. « Valeis ! » et « information, oui, mensonges, non ! », criait le foule devant l'immeuble gardé par des paracroupiers. Dès le matin du 22 mai, M. Mario Soares avait nettement élargi le débat, à l'occasion d'une conférence de presse dans un hôtel dont le propriétaire est un sympathisant socialiste. Le secrétaire avait indiqué qu'il venait de rencontrer le général Costa Gomes, président de la République, pour le prier de transmettre au Conseil de la révolution, qu'il présidait, une sorte d'ultimatum. Les socialistes ont, en effet, décidé de lire tout haut au gouvernement la satisfaction d'un certain nombre d'exigences : celles-là mêmes que le P.S.P. formule avec insistance depuis qu'il est sorti vainqueur des élections du 25 avril. La garantie de la liberté de la presse n'est que l'une d'elles, brûlante certes, mais pas nécessairement la plus importante. Parmi ces exigences figurent le taruc, dans un délai assez rap-

proch, d'élections municipales, l'organisation d'élections syndicales à bulletin secret, la parité d'une égalité d'ancs de tous les Portugais — sous-entendu : y compris les socialistes — aux emplois publics. « Le Mouvement démocratique populaire — proche du parti communiste — est devenu une véritable agence de placement », assure M. Soares.

Enfin, et surtout, les socialistes exigent une redéfinition des compétences du Conseil de la révolution et du gouvernement. Les ministres socialistes se plaignent, en effet, d'être totalement court-circuités par les militaires. « Je suis tout au plus un directeur dans mon ministère, nous confie l'un d'eux. Pour être informé de ce qui se passe dans un domaine, je suis appelé pour donner mon avis sur ce point précis. Puis la discussion se poursuit sans moi. » C'est dire que la décision prise par le secrétaire du P.S. de ne pas participer aux travaux du gouvernement, en attendant la réponse du Conseil de la révolution, est plutôt symbolique. Le parti n'a pas voulu donner le signal d'un ultimatum au Conseil de la révolution. Nul n'ignore néanmoins qu'il laissera passer, la séance inaugurale de l'Assemblée constituante, fixée au 2 juin, sans avoir pris une décision.

Ce n'est certes pas la première fois que le parti socialiste envisage de quitter le gouvernement. Une telle menace avait été sérieusement agitée en janvier dernier lors du débat sur le problème de l'unité syndicale. Mais cette fois, c'est du haut en bas de l'appareil qu'une cure d'opposition est envisagée. Le mouvement des forces armées ne cherchera-t-il pas à profiter de

P.S.P. de vitasse en annonçant la formation d'un gouvernement uniquement militaire ? C'est l'une des hypothèses envisagées à Lisbonne. En tout cas, le Portugal a perdu, ces derniers jours, l'un de ses éléments de stabilité. Il n'est plus désormais possible pour les socialistes de compter publiquement le M.F.A. Certes, les organisateurs de la manifestation du 22 mai ont voulu exprimer une impression déplorable produite par l'excès de la loi de la République militaire, durant la nuit du 19 au 20 mai, sous les fenêtres de República. Ils ont banni ou fait laire les slogans hostiles au Mouvement des forces armées. Mais ce dernier a cessé, à leurs yeux, d'être au-dessus de tout soupçon. « Le P.S. a hâché le pacte qu'il a signé fin mars avec le M.F.A. devant le président de la République. Il faut que le M.F.A. lui aussi, honore ce pacte en respectant le pluralisme », a déclaré M. Mario Soares. Etrange alliance que celle qui unit les socialistes et les militaires aujourd'hui, au nom d'un document qu'ils avaient signé le 22 mai.

JEAN-PIERRE CLERC.

Italie

Les nouveaux textes sur l'ordre public renforcent les pouvoirs de la police

De notre correspondant

Rome. — Le Parlement italien a définitivement adopté, mercredi 21 mai, le projet de loi sur l'ordre public dont la discussion mettait en péril le gouvernement depuis plusieurs mois. Repoussé par les communistes, cette loi « anti-casseurs » a été votée à contre-cœur par les socialistes, malgré une libéralisation du projet initial et une reconnaissance de son caractère « anti-fasciste ». Elle était jugée indispensable pour lutter contre deux phénomènes conjugués : la délinquance de droit commun et la violence politique.

Les nouvelles mesures — qui entrèrent immédiatement en application — peuvent être résumées sous sept têtes de chapitre : « La liberté avant jugement sera ratée aux mineurs, aux auteurs de délits graves et aux récidivistes, accusés de violence physique. »

« La garde à vue n'était autorisée que dans le cas de flagrant délit ou de tentative de fuite d'un inculpé ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Elle sera consentie maintenant en présence d'indices « suffisants » (pas forcément « graves »), pour des délits pouvant aller jusqu'à leurs auteurs six années de prison et pour apologie du fascisme. La police se trouve ainsi investie du même pouvoir que la magistrature pour l'évaluation des preuves et l'opportunité de priver un citoyen de sa liberté. »

« Les perquisitions à domicile sont autorisées de la justice seront possibles en cas « exceptionnel de nécessité et d'urgence » pour s'emparer d'armes ou d'explosifs. »

« L'usage des armes par la police n'était autorisé que pour « repousser une violence ou empêcher une résistance à l'autorité ». Il sera désormais autorisé à la précision des forces de l'ordre pour empêcher toute série de délits, comme l'enlèvement des personnes, l'incendie de la main armée, l'homicide volontaire et même les naufrages, les catastrophes aériennes et ferroviaires. »

« Les manifestations, qui porteront un casque ou recouvriront leur visage totalement ou partiellement, pour ne pas être reconnus, seront passibles de peines allant jusqu'à trois ans de prison. Les partis de gauche craignent que les abus auxquels une mesure aussi sévère pourrait donner lieu. »

« Les agressions contre les agents de l'ordre vaudront à leurs auteurs une arrestation immédiate, avec interdiction de bénéficier de la liberté avant jugement. Ils seront jugés selon une procédure accélérée. »

« La défense des institutions se voit renforcée dans la mesure où les dispositions de la loi antiterroriste de 1965 — surveillance spéciale, interdiction de séjour, etc. — sont étendues à des personnes suspectes de préparer des actes subversifs ou de reconstruire le parti fasciste. »

Il s'agit, en tout état de cause, d'une législation d'exception qui, logiquement, devrait disparaître à la fin de l'année avec l'adoption du nouveau code pénal.

ROBERT SOLE.

Espagne

Après l'interdiction d'une réunion diocésaine aux Canaries

La tension s'accroît à nouveau entre l'Église et l'État

De notre correspondant

Après avoir assisté à une messe à la mémoire des victimes des attentats attribués à l'organisation basque ETA, plusieurs centaines de manifestants d'extrême droite, parmi lesquels des membres du groupe Euzko, nunses et des Guadalupe de Christ ont été arrêtés dans les rues de Madrid. Ils ont exigé la démission immédiate du premier ministre, M. Arias Navarro, qu'ils jugent trop modéré dans sa lutte contre le terrorisme.

reprochant au clergé des Canaries d'être « infiltré par le marxisme » et, grief habituel chaque fois que l'Église convoque une réunion — le fait des conditions de « favoriser le séparatisme ». Or il n'y a pas, actuellement, de séparatisme canarien. Il existe bien un Mouvement pour l'autodétermination et l'indépendance de l'archipel canarien (M.P.A.I.C.), mais son audience aux Canaries est des plus faibles. En revanche, un désir d'autonomie est assez répandu du fait des conditions socio-économiques particulières à l'archipel.

JOSE ANTONIO NOVAIS.

Pays-Bas

Le Surinam (Guyane néerlandaise) deviendra indépendant le 26 novembre 1975

De notre correspondant

Amsterdam. — Le Surinam (Guyane néerlandaise) vivra sa première journée d'indépendance totale le 26 novembre 1975. Mais il ne s'agit pas de la « décolonisation modérée » qu'avait espéré le gouvernement néerlandais. La conférence « au sommet » qui vint de se terminer à Paramaribo, capitale du Surinam, n'a pu déterminer les modalités générales de l'accession à l'indépendance. Le gouvernement surinamien n'a pas satisfait de la somme de 3 milliards de florins (5,5 milliards de francs français) que les Pays-Bas lui proposent comme aide au développement.

cette affaire devrait se régler à La Haye, les 24 et 25 juin prochains.

(Interim.)

Roumanie

VISITE OFFICIELLE DU MARÉCHAL KIM IL SUNG

(De notre correspondant.)

Vienne. — Le maréchal Kim Il Sung, secrétaire général du comité central du Parti du travail (communiste) coréen et président de la République démocratique populaire de Corée, est arrivé inopinément jeudi après-midi 22 mai en Roumanie, où il fait une « visite officielle à l'invitation du comité central du parti communiste roumain, du gouvernement de la République socialiste de Roumanie et de M. Nicolae Ceausescu ». Le chef du parti et de l'État roumain s'était lui-même rendu à Pyongyang en juin 1971. La rareté des déplacements du leader coréen hors de son pays suffirait déjà à faire apparaître l'événement comme exceptionnel : avant de se rendre à Pékin le mois dernier, le maréchal Kim Il Sung n'avait pas quitté la Corée depuis 1961 et son dernier séjour en Europe — en Roumanie également — date d'il y a dix-neuf ans.

Les déclarations qu'avait faites M. Kim Il Sung le 18 avril dernier (le Monde daté 20-21 avril) sur la nécessité d'« adopter des mesures efficaces » destinées à adapter la « future lutte commune » de son pays et de la Chine à une « situation en évolution rapide » incitent à penser que le leader coréen, âgé de soixante-trois ans, et que l'on dit malade, estime le moment venu d'activer le processus de réunification de son pays. Les premières paroles du leader nord-coréen ont été à peine plus pondérées que celles qu'il avait prononcées à Pékin le mois dernier. « Dans l'avenir également, a-t-il dit au banquet qui lui était offert jeudi soir, nous allons soutenir et activement encourager la lutte du peuple sud-coréen contre le fascisme, pour son droit à l'existence, à la démocratisation et à l'unification du pays. »

(Interim.)

Les réactions à l'étranger

La tension entre le mouvement des forces armées, le parti socialiste et le parti communiste portugais a suscité plusieurs prises de position.

« L'ancien chancelier Willy Brandt, président national du parti social-démocrate (S.P.D.), a exprimé, le jeudi 22 mai, au nom de son parti, sa solidarité avec les socialistes portugais et a fait état « de liens particulièrement étroits qui unissent au P.S. et à son secrétaire général, M. Mario Soares ».

Il exprime, d'autre part, l'espoir que le mouvement des forces armées respectera les principes qu'il a lui-même adoptés, ainsi que le pacte conclu avec les partis politiques.

« Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Max Van Der Stoep, a déclaré, jeudi soir à La Haye, que la situation politique au Portugal continuait de comporter, à ses yeux, « des éléments inquiétants ».

« A Bruxelles, la Chambre des représentants a approuvé, jeudi, à l'unanimité — trois députés communistes s'abstenant — une résolution sur le Portugal dans laquelle elle « exprime son inquiétude devant les tentatives faites pour étouffer une démocratie parlementaire nationale, basée sur des élections libres et pour limiter les droits et les libertés démocratiques. La Chambre poursuit le texte, invite le gouvernement à user de tous les moyens diplomatiques pour remédier à cette situation ».

« A Barcelone, un groupe de personnalités socialistes a adressé un message de solidarité au directeur du journal socialiste República. M. Raul Rego exprimant son « indignation » devant la fermeture provisoire du quotidien.

« L'Unité, organe du parti communiste italien, a présenté jeudi comme un « acte d'intolérance politique » la fermeture du quotidien República.

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE FRANÇAISE

L'HUMANITE : à jouer avec le feu

Le quotidien communiste L'Humanité consacre vendredi 23 mai, sous le titre « Situation politique à Lisbonne », un article non signé dans lequel on lit notamment : « Mario Soares démontre volontiers — c'est son leitmotiv — les dangers (réels) d'une « solution à l'abandon ou à la cubaine ». Mais qui prétend imposer de telles solutions à Lisbonne ? Le parti communiste ? Ni dans son comportement quotidien, ni dans ses déclarations, ni dans ses choix il n'a jamais été et il n'est pas question de solutions importées de l'étranger. (...) « Quelle portée, quelle signification conférer à des manifestations dont nul n'ignore qu'elles draineront des milliers de personnes à la liberté. Les initiateurs de ce genre d'opérations sont-ils assurés d'en contrôler le déroulement, d'éviter les débordements ? »

« A jouer avec le feu, on court le risque de se brûler les doigts et de mettre le feu à la maison Portugal. »

L'UNITÉ : en dépit du pacte. « En dépit du pacte signé, tout le monde sait que les officiers du M.F.A. considèrent désormais le parti socialiste non comme un allié, mais comme un adversaire de ce genre d'opérations incidents qui ont abouti à la fermeture du quotidien República restent une incontestable gravité. (...) « Les rares organes portugais — pour ne pas dire le seul — exprimant la pensée du parti socialiste a été mis dans l'impossibilité de parler. C'est notamment une atteinte grave à la démocratie, mais une rupture de

Le quotidien de Paris

« Les déclarations qui pourraient se produire ne profiteraient à personne. Mais le comportement attribué à la réalité du rapport de forces : si ses ultimatums sont des gestes de défiance plutôt que d'hostilité, c'est parce qu'il sait qu'en dépit de l'existence d'un parti d'immense pouvoir accumulé par le M.F.A. le P.S. extrêmement minoritaire, n'a pas réussi à imposer l'originalité et la diversité des hommes qui composent le Mouvement des forces armées, on ne saurait ignorer qu'ils sont des militaires, donc des gens attachés à l'ordre, quel qu'il soit, qu'ils ont établi, et qu'ils seront d'autant plus enclins à le faire respecter qu'ils disposent de ce moyen surprenant que sont les hommes Toulou Faction de M. Soares se situe dans une résistance assez vigoureuse pour sauvegarder les principes démocratiques et assez souple pour éliminer le risque d'une réaction brutale. »

LIBERATION : face à l'ancien régime. « Face à des hommes politiques et à des appareils très européens, les militaires cherchent à inventer une voie qui permette de résoudre le problème de l'indépendance de la révolution. En cela, ils sont la modernité dans le Portugal d'aujourd'hui, face à l'ancien régime, que ce soit celui de la IIIe République ou celui d'un « Mitterrand à la portugaise ».

M. DEFFERRE (P.S.) : nous refusons l'assimilation. Au miroir d'Europe, il jeudi soir 22 mai, M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Les gens de droite, en France, essaient de tirer argument contre nous de ce qui se passe au Portugal et quoi qu'il y passe. Nous, nous essaierons d'en tirer argument — évidemment — à notre bénéfice. Ce que je souhaite c'est que les choses se passent bien, et que, après les incidents, peut-être inévitables, qui ont pu se produire, l'incident républicain, se renoue entre les uns et les autres. Que, demain, ce pays soit un exemple de démocratie auquel nous pourrions nous référer. Mais, je le répète, encore une fois, je refuse l'assimilation que la droite voudrait nous imposer : elle cherche tous les arguments pour essayer de nous faire passer dans le domaine de la politique économique et sociale — d'empêcher la gauche de gagner les prochaines élections. »

« La Chine a décidé de ne pas participer à la réunion des comités de décolonisation de l'ONU, les 12 et 19 juin à Lisbonne. La raison officielle de ce refus est que la Chine n'a pas d'ambassade au Portugal. » (A.F.P.)

tielsa technique internationale de la cuisine Pour choisir il faut avoir le choix 21 cuisines témoins exposées Audaces techniques, astuces pratiques, lignes et coloris étonnants. Nocturne : Vendredi jusqu'à 22 h 30 Ouvert Samedi sans interruption jusqu'à 20 h. inter-design CUISINES 281, rue du Fr-Saint-Antoine 75011 PARIS Tél. 628.46.27 et 345.66.63

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE FRANÇAISE

L'HUMANITE : à jouer avec le feu

Le quotidien communiste L'Humanité consacre vendredi 23 mai, sous le titre « Situation politique à Lisbonne », un article non signé dans lequel on lit notamment : « Mario Soares démontre volontiers — c'est son leitmotiv — les dangers (réels) d'une « solution à l'abandon ou à la cubaine ». Mais qui prétend imposer de telles solutions à Lisbonne ? Le parti communiste ? Ni dans son comportement quotidien, ni dans ses déclarations, ni dans ses choix il n'a jamais été et il n'est pas question de solutions importées de l'étranger. (...) « Quelle portée, quelle signification conférer à des manifestations dont nul n'ignore qu'elles draineront des milliers de personnes à la liberté. Les initiateurs de ce genre d'opérations sont-ils assurés d'en contrôler le déroulement, d'éviter les débordements ? »

« A jouer avec le feu, on court le risque de se brûler les doigts et de mettre le feu à la maison Portugal. »

L'UNITÉ : en dépit du pacte. « En dépit du pacte signé, tout le monde sait que les officiers du M.F.A. considèrent désormais le parti socialiste non comme un allié, mais comme un adversaire de ce genre d'opérations incidents qui ont abouti à la fermeture du quotidien República restent une incontestable gravité. (...) « Les rares organes portugais — pour ne pas dire le seul — exprimant la pensée du parti socialiste a été mis dans l'impossibilité de parler. C'est notamment une atteinte grave à la démocratie, mais une rupture de

Le quotidien de Paris

« Les déclarations qui pourraient se produire ne profiteraient à personne. Mais le comportement attribué à la réalité du rapport de forces : si ses ultimatums sont des gestes de défiance plutôt que d'hostilité, c'est parce qu'il sait qu'en dépit de l'existence d'un parti d'immense pouvoir accumulé par le M.F.A. le P.S. extrêmement minoritaire, n'a pas réussi à imposer l'originalité et la diversité des hommes qui composent le Mouvement des forces armées, on ne saurait ignorer qu'ils sont des militaires, donc des gens attachés à l'ordre, quel qu'il soit, qu'ils ont établi, et qu'ils seront d'autant plus enclins à le faire respecter qu'ils disposent de ce moyen surprenant que sont les hommes Toulou Faction de M. Soares se situe dans une résistance assez vigoureuse pour sauvegarder les principes démocratiques et assez souple pour éliminer le risque d'une réaction brutale. »

LIBERATION : face à l'ancien régime. « Face à des hommes politiques et à des appareils très européens, les militaires cherchent à inventer une voie qui permette de résoudre le problème de l'indépendance de la révolution. En cela, ils sont la modernité dans le Portugal d'aujourd'hui, face à l'ancien régime, que ce soit celui de la IIIe République ou celui d'un « Mitterrand à la portugaise ».

M. DEFFERRE (P.S.) : nous refusons l'assimilation. Au miroir d'Europe, il jeudi soir 22 mai, M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré : « Les gens de droite, en France, essaient de tirer argument contre nous de ce qui se passe au Portugal et quoi qu'il y passe. Nous, nous essaierons d'en tirer argument — évidemment — à notre bénéfice. Ce que je souhaite c'est que les choses se passent bien, et que, après les incidents, peut-être inévitables, qui ont pu se produire, l'incident républicain, se renoue entre les uns et les autres. Que, demain, ce pays soit un exemple de démocratie auquel nous pourrions nous référer. Mais, je le répète, encore une fois, je refuse l'assimilation que la droite voudrait nous imposer : elle cherche tous les arguments pour essayer de nous faire passer dans le domaine de la politique économique et sociale — d'empêcher la gauche de gagner les prochaines élections. »

« La Chine a décidé de ne pas participer à la réunion des comités de décolonisation de l'ONU, les 12 et 19 juin à Lisbonne. La raison officielle de ce refus est que la Chine n'a pas d'ambassade au Portugal. » (A.F.P.)

CELINE
MEN
UN STYLE POUR L'ÉTÉ

Mocassins "Halifax"
doublés éponge
160 F

53, Rue de Rennes - 7, Av. Victor-Hugo (Men)

EUROPE

Aux élections régionales du 15 juin la démocratie chrétienne espère limiter ses pertes

Italie

De notre correspondant

Rome. — La campagne pour les élections régionales s'est officiellement ouverte depuis quelques jours en Italie. Pour la première fois, les citoyens âgés de dix-huit à vingt et

un ans participeront à un vote le 15 juin prochain. Pour être régional, ce scrutin n'en revêt pas moins une grande importance en raison d'une perte possible du vote de la démocratie chrétienne et des menaces qui pèsent sur la coalition de centre-gauche.

Contrairement à l'Allemagne fédérale, où les régions votent en ordre dispersé, l'Italie concentre tous ses scrutins — régionaux, provinciaux et municipaux — la même jour, ce qui donne à la consultation un relief particulier. Des résultats du 15 juin dépendra d'ailleurs l'avenir de la législature, car un transfert substantiel de voix aurait pour conséquence directe des élections générales anticipées.

Le Parlement a décidé que la campagne électorale serait assistée, en raison des difficultés économiques actuelles. On assistera donc pas à cette débauche de propagande sonore et lumineuse qui avait marqué les précédents scrutins et que les caisses des partis — alimentées par le financement public — seraient du censurer à nouveau. Mais la guerre des affiches n'a pas attendu l'ouverture officielle de la campagne : depuis des semaines une démagogie de circonstance a envahi les murs des grandes villes. Le printemps 1975 correspond au trentième anniversaire de la libération, ce sont trente années de pouvoir démocrate-chrétien que les électeurs sont invités à juger. — De bonnes années, quelques-unes moins bonnes, toutes dans la liberté », affirme le parti majoritaire. « L'Italie a changé, la démocratie chrétienne non », déclarent les socialistes, qui ont fini

par oublier leur appartenance à la coalition gouvernementale.

A Noël, tout le monde prédisait un écroulement de la démocratie chrétienne devant l'effondrement traditionnellement stabilisé du corps électoral italien. Le parti dominant ne serait-il pas contraint de s'allier avec les communistes et de réaliser — au niveau régional tout d'abord — ce « compromis historique » qui le tente et l'inquiète à la fois ? Plusieurs événements au cours de la campagne ont conduit les observateurs à plus de circonspection. Le gouvernement de M. Moro (formé de démocrates-chrétiens et de républicains, avec l'appui externe des socialistes et des sociaux-démocrates) a réussi à redresser quelques peu la situation économique. Les événements du Portugal, partiellement exploités par la direction démocrate-chrétienne, joints à la volonté des communistes de ne pas participer au pouvoir en période de crise, ont repoussé à plus tard ce fameux compromis. Enfin, la grande peur du désordre a renforcé les votes en faveur de la démocratie chrétienne, qui a partiellement compris cette inquiétude et passant outre aux accusations de démagogie, s'est posé en champion de la sécurité intérieure.

Un attentat des « Brigades rouges »

Rapports confidentiels de préfectures et sondages d'opinion en arrivent aujourd'hui à la même conclusion : la démocratie chrétienne (38,8 % des voix aux élections législatives de 1972), perdant du terrain, mais moins vite qu'on le craint, et elle pourra récupérer

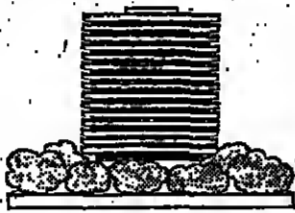
une partie de ses pertes à l'extrême droite. Toutefois, l'évolution de la situation intérieure va être décisive. Si des attentats ou des événements politiques se reproduisaient, les électeurs seraient tentés de confier leurs voix à l'un des deux grands partis, démocrate-chrétien ou communiste, au détriment des autres formations politiques. Les résultats de l'extrême gauche en particulier — un million de voix dispersées en 1972 — dépendront du climat de la campagne. Ses dirigeants les plus modérés en sont trop conscients pour encourager des actes aussi dangereux que l'enlèvement du magistrat, qui vaut, depuis quelques jours, à leurs mouvements des perquisitions humiliantes et discutées.

Toutefois, les trois principales formations d'extrême gauche (Lotta Continua, P.D.U.P.-Manifesto et Avanguardia operaia) n'ont aucune prise sur les Brigades rouges et les Noyaux rouges (NAP). Ces derniers se sont manifestés de nouveau de manière inquiétante : un de leurs membres a téléphoné à 22 mai à l'agence de presse Ansa pour exiger que cinq avocats, choisis par les NAP, défendent les détenus appartenant à l'organisation. En cas de refus, les NAP menacent de créer des incidents, avant les élections dans une ville du nord ou du centre de l'Italie.

Les partis de gauche, qui ont condamné l'agression dont a été victime, le 15 mai dernier, dans son bureau M. Massimo de Carolis, chef du groupe démocrate-chrétien de la municipalité de Milan, blessé à la jambe par un commando des Brigades rouges, sont convaincus que ces groupements sont manipulés par l'extrême droite.

ROBERT SOLÉ

Balcons de Montparnasse



Achetez au prix 1975,* payez en 1976

Pour acquérir un appartement de 3 ou 4 pièces aux Balcons de Montparnasse, il suffit d'en payer 5% en 1975! Dès lors, un appartement situé au cœur de Paris avec un large balcon et un équipement de la plus haute tenue vous est réservé, et ce n'est qu'à la livraison (début 1976) que vous verserez le complément d'apport personnel et commencerez à payer le crédit : 8 mois de tranquillité!

Exemple : 3 pièces 70 m ² + balcons 25 m ² + parking	Versement	Prix moyen 475 000 F
Avril 1975 : réservation	5 %	soit 23 750 F d'apport personnel
Début 1976 : livraison de l'appartement	95 %	apport personnel et 1 ^{re} mensualité crédit

Ces 8 mois de tranquillité, vous en bénéficierez sur tous les plans :

- Si vous êtes locataire, ces conditions vous évitent de supporter en même temps le loyer de votre logement actuel et les charges de votre nouvelle acquisition.
- Si vous êtes propriétaire, vous avez le temps de vendre tranquillement votre appartement, et vous n'aurez pas besoin d'un crédit-relais.
- Si vous avez souscrit un plan d'épargne-logement, ces 8 mois vous rapprochent de l'échéance.
- Si vos fonds personnels sont placés, ils seront rémunérés et vous disposerez de ce délai pour les réaliser.
- Si vous le désirez vous pouvez, dès à présent, régulariser votre acquisition aux conditions actuelles de crédit.

Venez vite visiter l'appartement décoré aux Balcons de Montparnasse, 24, rue Vercingétorix - Paris 14^e, tous les jours de 14 h à 19 h samedi et dimanche de 10 h à 19 h, ou téléphonez à GEFIC - ALM. 98.98. Nous avons encore beaucoup de choses intéressantes à vous dire.

* Prix moyen des 3 et 4 pièces (au m² habitable et balcon pondéré à 50 %) 5.300 F ferme et définitif.



Danemark

Au congrès d'Aalborg

Les sociaux-démocrates ont maintenu leur emprise sur les syndicats

De notre correspondante

Copenhague. — La centrale syndicale danoise L. O. vient de tenir, à Aalborg (Jutland), son congrès quadriennal en présence de mille délégués et d'une quarantaine d'invités étrangers. Le premier ministre, M. Anker Jørgensen, ancien militant syndicaliste, a assisté au début des travaux et expliqué notamment les raisons qui avaient poussé son gouvernement à intervenir d'urgence en faveur des syndicats collectifs. La centrale L. O., qui regroupe tous les syndicats du royaume compte aujourd'hui près d'un million d'adhérents sur les cinq millions de Danois. La vague de chômage de ces derniers mois lui a valu un afflux de nouveaux membres car il est indispensable, en Danemark, d'être inscrit à un syndicat pour bénéficier de l'allocation de chômage. Les sociaux-démocrates, qui tiennent traditionnellement en main tous les leviers de commande du mouvement, ont en la satisfaction de voir, à cette occasion, confirmer leur monopole. M. Thomas Nielsen, président depuis 1971, et qua-

torze des quinze membres de son bureau (tous sociaux-démocrates) ont tous été réélus par acclamation, à l'unanimité, sans qu'aucun concurrent leur soit opposé : le seul membre du bureau, qui se retirait, a été remplacé par un social-démocrate qui a facilement triomphé de ses deux concurrents communiste et socialiste.

Les dirigeants de la L. O. constatent que le plus des-pairaires le jeu de l'échelle mobile réduisait le rôle de la revendication, ont décidé de faire porter pour l'avenir leurs efforts sur la sécurité des lieux de travail et la qualité de la vie.

La seule question qui a suscité de très vives discussions a porté sur le soutien financier traditionnel de la L. O. à la presse social-démocrate. Il n'existe plus que trois journaux du parti, le principal étant « Arbejdernes Dagbladet », et la L. O. a dû, à plusieurs reprises déjà, sacrifier des millions pour tenter d'éponger les déficits.

En dépit de vives résistances, M. Nielsen a obtenu au congrès le vote d'une aide extraordinaire de 9 millions de couronnes à la presse social-démocrate, somme qui s'ajoutera au fonds de roulement annuel (10 millions en 1975). Pour couvrir cette somme extraordinaire, les cotisations des adhérents seront augmentées.

C. O.

Finlande

VOTE DE LA LOI

SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

(De notre correspondant.)

Helsinki. — Après plus de deux ans de tractations et de compromis entre les deux principales formations de gouvernement, coalition, la parti du centre et le parti social-démocrate, les lois sur le développement régional ont été votées par le Parlement. Les discussions sur ces lois qui avaient dernièrement conduit à la crise la plus grave qu'ait connue le gouvernement de M. Soira (social-démocrate) avaient amené le président de la République, M. Urho Kekkonen à prendre l'affaire directement en main et à proposer un texte selon lequel se prononcerait le Parlement (le Monde du 24 avril). Le parti centre devait ratifier à ce texte deux semaines plus tard.

Les nouvelles lois donnent un cadre à l'action de l'Etat pour les années 1975-1979 dans le domaine du développement régional. Le découpage du pays en deux zones de développement, l'une étant plus forte dans la première que dans la seconde. Une commission de planification régionale dont les deux tiers des membres sont des représentants des régions de développement sera mise en place. L'Etat peut prendre en charge de 10 à 20 % de l'investissement de l'entreprise qui s'installe dans une région de développement (5 à 10 % dans la zone 2) et soutenir le démarrage de l'entreprise par des aides aux salaires et des cotisations pour les dépenses sociales. Cinq autres lois qui portent sur des aides spécifiques et sur le fonds de développement régional ont été approuvées dans le même « paquet ».

Le second budget supplémentaire devrait être voté séparément d'ici à la fin du mois de mai. La loi sur l'imposition séparée des couples ne semble pas devoir être examinée avant juin.

GILLES GERMAIN.

Pour les hommes forts qui n'ont pas de temps à perdre...

Le prêt-à-porter, la chemiserie et le sportswear en différentes longueurs de manche, carrures d'épaules, tours de taille et encolures.

39, rue Lafayette - Paris (ouvert le lundi)

AUTEUIL
HOMMES

AU CARRÉ D'AGNEAU

CHEZ ALBERT
122, av. de la République - Paris (13^e)
TÉLÉPHONE 55 55 55
Son dressage impeccable
Son homard pêché vivant
Son célèbre carré d'agneau

En cave, l'une des meilleures de Paris

QUINZAINE DU DIAMANT

15% de remise
et le crédit gratuit (6 mois)

MP

8, PLACE DE LA MADELEINE - PARIS
138, rue Lafayette Paris • 86, rue de Rivoli Paris
92 Colombes 65, rue Saint-Denis • 93 Montreuil 217, rue de Paris

GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS
DU PRET-A-PORTER

actuellement
les costumes de l'été

3, rue de la plaine (neuf)

هللا من الاصيل

PROCHE-ORIENT

Les Palestiniens entre le fusil et le rameau d'olivier

IV. — Les jusqu'au-boutistes

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Les succès de l'O.L.P. sur la scène internationale ont conduit à modifier sensiblement le visage des responsables palestiniens. Ces derniers n'ont plus désormais l'air d'un front plus démocratique d'une participation à la conférence de Genève qui équivaut pratiquement à une reconnaissance de l'Etat d'Israël (« Le Monde », 21, 22 et 23 mai). Ils doivent cependant tenir compte encore de l'existence au sein du mouvement palestinien du « front du refus ».

Beirut. — M. Ahmed Jibril est en horreur à la « sécherie humanitaire ». « Les Israéliens, tous les Israéliens, doivent payer le prix du sang pour leur présence sur le sol de notre patrie », dit tranquillement le leader du Front populaire de la libération de la Palestine — commandement général. Ses commandos ne reviennent jamais vivants de leurs incursions à l'intérieur de l'Etat juif. Agés de seize à vingt-deux ans, ils se font tuer au combat, ou se suicident en mettant à feu la ceinture bourrée d'explosifs qu'ils portent à la taille. Il est vrai qu'ils sont préalablement choqués, après avoir achevé un entraînement de six mois, ils bénéficient d'un traitement de faveur : des soldes élevées qui leur permettent de se vêtir à la mode, de faire bonne chère, de mener joyeuse vie à Beyrouth ou à Damas. Avant de partir en mission, ils ont le droit de passer quelques jours en famille. Ils s'en vont le cœur joyeux : ils sont persuadés, grâce aux cours d'endoctrinement qu'ils ont suivis, que le sacrifice de leur vie servira non seulement la cause de la Palestine, mais aussi celle de l'ensemble du monde arabe.

L'exil, les humiliations et les persécutions subies ont nourri chez Ahmed Jibril un nationalisme ombrageux, la haine des Israéliens et la soif de revanche.

« Les maximalistes » sont nettement minoritaires. Dans ce débat, qui se poursuit sans relâche depuis quinze mois, les partisans d'un compromis l'ont largement emporté sur leurs adversaires « maximalistes » du « front du refus ». Les trois organisations le Fath, le Salsa et le Front démocratique — qui soutiennent la politique de M. Arafat regroupent plus de 90 % des effectifs de la résistance. Leur influence dans les territoires occupés et en Transjordanie est largement prédominante. Les populations des deux côtés du Jourdain souhaitent vivement la création d'un Etat palestinien indépendant qui les libérerait du pouvoir israélien ou jordanien. Les Palestiniens de la bande de Gaza, eux, sont aussi tout naturellement favorables à un projet qui leur permettrait de rester chez eux.

Les réalistes se sont, cependant, heurtés à la résistance des réfugiés de la guerre de 1948, qui refusent de quitter le territoire sur lequel s'est constitué l'Etat d'Israël. Ne se contentant pas de cela, ils ont exigé, dans l'immédiat, la perspective de « la libération de toute la Palestine ».

Divers facteurs ont cependant contribué à gagner beaucoup de ces réfugiés — implantés surtout dans des camps au Liban et en Syrie — aux thèses de M. Arafat et de ses amis : ces derniers leur ont assuré qu'ils exigeraient l'application de la résolution de l'ONU leur donnant le droit de choisir entre leur rapatriement ou des indemnités substantielles qui leur permettraient de refaire leur vie.

« Le temps travaille en notre faveur »

Si M. Jibril se veut le « technicien de la guérilla » du « front du refus », M. Georges Habbache, le leader du Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), passe pour en être le théoricien (1). Pour lui, la guerre d'octobre, que les Arabes ont perdue, n'a pas modifié fondamentalement le rapport des forces en faveur des Palestiniens. Son porte-parole, M. Bassam Abou Chentif, dans le visage a été mutile et la main sectionnée par l'explosion d'un colis piégé que lui auraient adressé les services spéciaux israéliens — grosse surprise au sein d'un tableau de la conclusion : « L'Union soviétique ainsi que les Etats-Unis soutiennent l'existence d'Israël et sont disposés à garantir ses frontières. La quasi-totalité des pays arabes se sont rangés, non gré mal gré, derrière les deux super-grands. Les Saoudiens font la loi dans la région pour le compte de leurs maîtres américains, dont l'influence demeure déterminante sur le plan mondial. Une mini-Palestine, créée dans ces conditions, ne servirait qu'un Etat fantôme, soumis à l'impérialisme et au sionisme. En revanche, un Etat édifié sur un territoire libéré par les armes donnerait une nouvelle et puissante impulsion à la lutte visant à réunifier la Palestine. Cet objectif pourrait être atteint dans vingt ou trente ans. En tout cas, le temps travaille en notre faveur : pourquoi, donc, se presser pour conclure une paix infamante avec Israël, qui ne serait rien d'autre qu'une capitulation ? »

Les leaders « réalistes » de l'O.L.P. répondent vivement à ces arguments. « En dernière analyse, ce sont les jusqu'au-boutistes qui sont les propagateurs du défaitisme dans nos rangs », nous déclare M. Nayef Hawatmeh, leader du Front démocratique (F.D.P.L.P.), leur thèse concernant la toute-puissance des Etats-Unis aboutirait à susciter

Isolés du monde arabe

Soutenus, à des degrés différents, seulement par l'Irak et la Libye, les « jusqu'au-boutistes » souffrent de leur isolement dans le monde arabe. A quelques exceptions près, les dirigeants d'Etat et les responsables démocratiques du Yémen, la grande presse de la région leur est résolument hostile. De la Saïda, si nos pouvoirs grâce aux yeux de leurs adversaires qui jusqu'ici accomplissent une opération spectaculaire contre Israël.

C'est l'une des raisons qui poussent les dirigeants de l'O.L.P. à multiplier les appels et à revendiquer... ceux qui ont été perpétrés par leurs rivaux. Dénoncé comme « traître » pour avoir été le premier, en août 1974, à prêter la création d'un Etat palestinien qui coexisterait avec Israël, M. Nayef Hawatmeh a cherché, dit-on, à se faire pardonner sa modération en organisant l'année dernière la prise d'otages de Maalot. Il a ainsi acquis auprès de l'opinion palestinienne le crédit qu'il a perdu sur la scène internationale. Le leader du Front démocratique est aujourd'hui l'un des dirigeants les plus influents de la résistance, l'un des plus proches de M. Yasser Arafat. Il est vrai que son attitude repose aussi sur l'extension qu'a prise son organisation dans les territoires occupés et en Transjordanie.

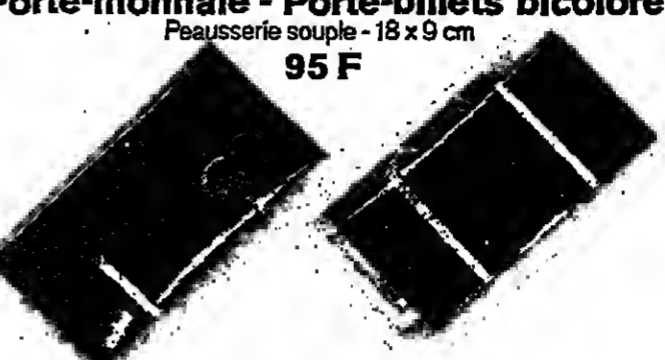
Le « front du refus » n'estime pas, pour autant, avoir perdu la partie. Il compte des adeptes jusqu'au « front du refus » et des rivaux, malgré les mesures répressives et les épurations. Dans les camps de réfugiés du Liban, parmi les quelque deux cent mille Palestiniens installés à Beirut, son influence idéologique n'est pas totalement absente. M. Habbache et Jibril manœuvrent de se retirer de l'O.L.P. et de « changer de traites » si la « centrale » des fedayin devait être admise à la table des négociations à Genève. M. Arafat et ses amis répondent qu'ils entendent, pour leur part, « poursuivre le dialogue », « respecter les règles de la démocratie » au sein de la résistance.

En réalité, les uns et les autres ne veulent pas d'une épreuve de forces préliminaire. Les dirigeants du « front du refus » insistent sur l'échec de la politique d'ouverture de M. Arafat. Si ce dernier ne parvient pas à se faire admettre à la conférence de Genève, il sera bien obligé — pensent-ils — de s'aligner sur les positions de ses adversaires, ou de se démettre.

Le leader de l'O.L.P. estime, pour sa part, qu'un éventuel règlement, doucement satisfaisant aux principales revendications de la


LIQUIDATION TOTALE
chez
VOG
34, rue Tronchet, Paris 9^e
2 DERNIERS JOURS
Super-Braderie sur les Prix
Ouvert de 10h à 19h

Porte-monnaie - Porte-billets bicolore
Peausserie souple - 18 x 9 cm
95 F



LANCEL
Opéra - Rond-Point des Champs-Élysées
C.I.P. Porte Maillot - Paris 2 - Vélizy 2 - Créteil

POUR LES AMOUREUX DU PASSE
QUI VEULENT ÉPOUSER LEUR SIÈCLE



LA SEIGNEURIE
74-78 AVENUE DE PARIS
VERSAILLES

appartements et studios de prestige

Bureau de vente ouvert de 14 h à 20 h
Sept jours sur sept - Entrée libre

Prochain article :
LE FOYER NATIONAL

1^{er} vossement de la cervi
20 rue chauchat 75009 Paris 247.13.22

Aujourd'hui le Parc du Jour et de la Nuit se construit à Boulogne

Première étape le grand H



Le grand H, un immeuble de 12 étages planté sur 1,5 ha de jardins. Le grand H, un immeuble en forme d'escalier dont les marches sont des terrasses. Le grand H ceinturé de balcons. Au grand H, les appartements sont spacieux. Du studio au 7 pièces et duplex, ils bénéficient tous de prestations de haute qualité. Le grand H, au cœur de Boulogne où l'on trouve tout, tout près. Même Paris.

Prix fermes et définitifs.
Le prix à la réservation ne variera pas jusqu'à la livraison



Le hall de vente et le 5 pièces modèle vous attendent tous les jours. De 10 h à 12 h 30 et de 13 h 30 à 19 h 30, boulevard Jean-Jourès - 92100 BOULOGNE - Tél. 605.10.61

P
N PHAL - GESTION ET REALISATIONS IMMOBILIERES

Veillez me faire parvenir votre documentation gratuite sur "Le Parc du Jour et de la Nuit".

Nom _____ Code Postal _____
Adresse _____
1^{er} Monde _____ Adresse en bon sens engagement de ma part à :
N. Phal 8 bis, rue Lemoine 92100 BOULOGNE

résidence bougival-malmaison

Face à la Seine, dans un parc boisé, avec piscine

du studio au 5 pièces, prix fermes et définitifs 3000 F le m²

BOUGIVAL-MALMAISON
24, rue Yvan Tourguenief
78 Bougival

CIP
21, av. Pierre 1^{er} de Serbie
75116 Paris
TEL : 720-49-70 +

Nom _____
Adresse _____

AMITE JUDEO-ARABE

Le numéro 11 est paru.

— Pour les grands pas — par Jean ROUS.

— On ne choisit pas son ennemi — par G. JACOBSON.

AMITE JUDEO-ARABE
S.P. 124-08 - PARIS-8^e

du 15 juin limiter ses

ERT

DEGRÈS

MOITE

PROCHE-ORIENT

La démarche de sénateurs auprès de M. Ford est considérée à Jérusalem comme un succès diplomatique

La lettre adressée au président Ford par soixante-seize sénateurs américains (et non soixante-cinq comme nous l'indiquions dans nos éditions du 23 mai) a été rendue publique, jeudi 23 mai, à Washington. Les auteurs de cette lettre estiment que « la sauvegarde de la paix exige qu'Israël adhère à une aide militaire et économique adéquate afin de dissuader ses voisins d'entreprendre une nouvelle guerre ». C'est la première fois qu'un nombre aussi important de sénateurs signent un document en faveur d'Israël, fait-on remarquer à Washington.

Cependant, la Maison Blanche a accueilli cette démarche avec une certaine réserve. Son porte-parole s'est contenté de dire que le président Ford considérait « avec intérêt les suggestions venant de toutes les sources alors que les Etats-Unis poursuivent le réexamen de leur politique au Proche-Orient ». Le porte-parole a ajouté que le gouvernement américain est fondamentalement attaché à la survie d'Israël en tant qu'Etat libre et indépendant, mais qu'il ne souhaite aucun leurre au Proche-Orient qui, à long terme, ne peut reposer que sur des assurances obtenues par Israël et les autres pays de la région.

En Israël, le correspondant correspondant André Scemama, la démarche des sénateurs a été jugée comme un succès considérable pour le diplomate américain, M. Kissinger ayant souvent averti ses interlocuteurs

Israéliens qu'ils ne pourraient plus compter sur l'appui du Congrès. Selon des milieux proches israéliens cités par l'A.F.P., « la politique de M. Rabin, qu'elle soit à l'intérieur et à l'extérieur, est fondamentalement irréversible ».

D'autre part, la décision israélienne de prolonger de six mois le mandat de la force des Nations unies sur le front du Golan a été accueillie à Jérusalem avec faveur. M. Simon Peres, ministre israélien de la défense, l'a qualifiée jeudi « d'étape positive ».

Notre correspondant aux Nations unies, Philippe Ben, nous cite de New-York que, selon un diplomate de l'Europe de l'Est, la décision prise par Damas « est strictement un « conseil amical et urgent » de la part de l'U.R.S.S. M. Gromyko avait été impressionné par des propos que lui aurait tenus à Vienne, M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat américain aurait averti que « la détermination de ne pas servir d'une nouvelle guerre israélo-arabe, indépendamment de son résultat ».

Les nouvelles de Washington et de Damas ont été l'objet de nombreux commentaires à Jérusalem qu'elles succédaient à une recrudescence préoccupante des attentats en Israël et en Cisjordanie. Selon André Scemama, ces attentats révèlent toutefois un abaissement notable du niveau technique de leurs auteurs. Les services de sécurité israéliens ont procédé ces dernières semaines, au démantèlement de plusieurs réseaux de fedayin qui s'étaient constitués en Cisjordanie et en Israël même, dans la région de Nazareth. Un important réseau, celui de Hébron, démantelé en mars dernier, comptait parmi ses membres des membres de l'Armée de libération de la Palestine, qui aurait fourni à la cellule du P.L.P. (groupe du Dr Habbache) des armes et des explosifs volés dans des dépôts de l'armée. Daniel Seil, qui est à Beyrouth, a réussi à fuir en Europe, vraisemblablement en Allemagne.

Le P.L.P. a, de son côté, annoncé, jeudi, dans un communiqué publié à Beyrouth, que « des groupes de juifs révolutionnaires ont commencé à participer à des opérations dans les territoires occupés ».

Libye

● L'U.R.S.S. installera en Libye des bases militaires terrestres, aériennes et navales, aux termes d'un accord conclu entre les deux pays, croit savoir ce vendredi 23 mai, le journal *Al-Ahram*, citant son correspondant à Beyrouth. L'accord, d'un montant de milliards de dollars, selon le journal, aurait été signé par le colonel Kadhafi et M. Kossyguine, au cours de la récente visite de ce dernier en Libye. *Al-Ahram* écrit qu'aux termes de cet accord l'Union soviétique fournira à la Libye les armes les plus modernes qu'elle refuse aux « pays du champ de bataille ». — (A.F.P.)

DIPLOMATIE

Les entretiens de M. Sauvagnargues à Belgrade révèlent une étroite concordance de vues entre la France et la Yougoslavie

De notre envoyé spécial

Belgrade. — Les entretiens que M. Sauvagnargues a eus pendant deux jours, à Belgrade, avec les dirigeants yougoslaves, se sont terminés jeudi 23 mai avec le dîner que le ministre français des affaires étrangères a offert à son homologue yougoslave, M. Minitch. M. Sauvagnargues a ensuite assisté à une réception donnée en l'honneur de la Comédie-Française, qui venait de faire salle comble à Belgrade.

Vendredi, le ministre français a pris l'avion pour Titograd, où il est l'hôte à déjeuner des dirigeants de la République fédérée du Monténégro.

Il est conforme aux traditions que les porte-parole de deux ministres se rencontrent et s'entrevoient dans l'atmosphère amicale des entretiens et les convergences de vues, même si les résultats ont été mitigés.

Cette fois, cependant, Français et Yougoslaves sont en train de prendre réellement conscience des possibilités et de l'utilité d'une étroite concertation. La crise de l'énergie, l'aggravation de la tension au Proche-Orient, la concentration des armements en Méditerranée, la pression croissante des pays en voie de développement, ont visiblement amené les Français à mieux apprécier, d'une part le rôle international de la Yougoslavie, pionnière et animatrice du non-alignement, d'autre part, les convergences de vues et d'intérêts entre Paris et Belgrade.

A cet égard, le message de M. Giscard d'Estaing, que M. Sauvagnargues a remis jeudi au maréchal Tito, annonçant l'acceptation du président de la République de se rendre en Yougoslavie en 1976, pourrait ouvrir une ère nouvelle dans les relations. Ce sera la première fois depuis la deuxième guerre mondiale qu'un président de la République française visitera la Yougoslavie, pour la plus grande satisfaction des Yougoslaves, qui n'ont jamais compris et toujours regretté la relative froideur des dirigeants français à l'égard d'un pays animé par une farouche volonté d'indépendance et de traditionnels sentiments francophiles.

Entre temps, M. Bijeditch, chef du gouvernement yougoslave, viendra à Paris.

Le maréchal Tito a déclaré, au cours de son entretien avec M. Sauvagnargues, « qu'il serait bon de développer la coopération politique entre la France et la Yougoslavie ».

M. Sauvagnargues et son homologue yougoslave M. Minitch ont affirmé la même volonté au cours de leur dernière entrevue, entièrement consacrée aux grands problèmes mondiaux.

La similitude des vues s'est aussi manifestée au sujet de Chypre et du Proche-Orient, où le maréchal Tito n'estime pas la situation trop inquiétante dans l'immédiat, ainsi que de la sécurité européenne et des problèmes de développement. Les Yougoslaves, fondateurs du groupe des non-alignés, ont toujours été de grands partisans de la coopération sur la sécurité et la coopération en Europe. Ils ont donc exprimé leur vif désir que cette conférence aboutisse rapidement. La France a déclaré M. Sauvagnargues, partage ce point de vue. Faisant preuve d'optimisme, le ministre français estime, avec le maréchal Tito, qu'il existe de grandes chances pour que la phase finale de cette conférence se tienne avant la fin du mois de juillet.

M. Minitch a, cependant, exposé ses vues sur un nouvel ordre économique dans le monde. M. Sauvagnargues a précisé la position de la France sur les problèmes de l'énergie et des matières premières, notant que les appels se multiplient pour souhaiter la reprise, avant septembre (date de la session spéciale des Nations unies sur les questions économiques) des entretiens de Paris sur l'énergie. Selon le ministre français, l'échec définitif de ces entretiens a été annoncé trop vite. Il répétera, le 23 mai à l'O.G.D.E., que la France ne prendra pas de nouvelle initiative à cet égard, mais qu'elle restera totalement disponible.

Même sur ces problèmes délicats, les points de vue français et yougoslaves se sont révélés très proches, dès lors que la France vise avant tout à éviter une confrontation entre producteurs et consommateurs d'énergie et ne cherche pas à séparer les pays en voie de développement non producteurs de ceux qui le sont. Ainsi, les Yougoslaves sont-ils eux-mêmes favorables à la reprise de la discussion amorcée lors de la réunion préparatoire de Paris. Il subsiste cependant une divergence : les Yougoslaves souhaitent qu'une telle discussion se fasse dans le cadre de l'ONU, dont les Français mettent l'efficacité en doute.

JEAN SCHWGBEL.

POLITIQUE

Le Sénat ampute les crédits affectés à la délégation générale à l'information

Le Sénat a adopté, le 23 mai, à 3 heures du matin, le projet de loi modifiant la procédure des opérations de remboursement rural. Il avait auparavant entamé l'examen, de la réforme du statut du fermage, qu'il devait reprendre dans la matinée, et voté le projet de loi de finances rectificative pour 1975. Les sénateurs ont amputé ce dernier texte d'une partie des crédits affectés à la délégation générale à l'information.

Au début de la séance de l'après-midi du 23 mai, le Sénat avait adopté le projet de loi modifiant les conditions de nationalité exigées pour l'exercice de la profession bancaire. Ce texte établit la liberté d'établissement en faveur des ressortissants de la Communauté économique européenne. Puis a été approuvée une convention concernant la réévaluation des réserves monétaires de la Banque de France.

Les sénateurs ont ensuite examiné le projet de loi de finances rectificative pour 1975, voté à l'Assemblée nationale le 13 mai (le Monde du 15 mai). Ce projet, a indiqué le rapporteur général M. COUDE DU FORESTO (Union centriste), injecte 15 milliards 600 millions dans l'économie. Il prend en quelque sorte le contre-pied du plan de redressement de juin 1974.

Selon le rapporteur général, si l'on constate une amélioration de notre balance extérieure, celle-ci demeure très fragile.

« Vous avez raison d'insister sur la fragilité du redressement de notre balance, comme sur la difficulté de l'emploi », déclare M. FOUCADE. Il serait faux de croire que nous sommes sortis de la crise pétrolière ; le moment n'est pas venu de relâcher les disciplines.

Le ministre souligne que les crédits de commandes des P.M.E. se régularisent et annonce : « L'emprunt national de 5 milliards s'est placé aisément, à concurrence de deux tiers, chez les particuliers. Au total, 20 milliards ont été souscrits depuis janvier, en emprunts tant publics que privés. »

Le ministre des finances déclare en conclusion : « Le problème que nous pose aujourd'hui la situation de l'emploi nous conduit à effectuer un choix analogue. L'effort supplémentaire d'investissement productif qui sera consenti grâce aux mesures qu'il propose permettra d'absorber dans les meilleures conditions la période du VII^e Plan. En vous proposant de soutenir l'emploi en favorisant l'investissement productif, le gouvernement ne veut pas seulement répondre d'une exigence du présent, mais préparer l'avenir. »

Dans la discussion générale de ce collectif, MM. FOUCADE (P.S.) et GAUDON (P.C.) émettent de vives critiques contre une politique qu'ils estiment injuste pour les travailleurs et annoncent qu'ils voteront contre le projet. Chahidi, à l'inverse, est défendu par M. SCHEUMANN (app. U.D.R.), qui déplore néanmoins que l'on fasse si peu pour soutenir l'industrie textile du Nord dans la « grave crise de structure » qu'elle traverse.

Une modification a été ensuite apportée au projet de loi, à propos de la dotation de la délégation générale à l'information. Les sénateurs, sur la proposition de M. COUDE DU FORESTO, en ont réduit les crédits de 210 000 francs à 120 000 francs. L'amenagement de la commission des finances, défendu par son rapporteur général, et combattu, par M. FOUCADE, a été voté par 261 voix contre 133. Au cours de l'examen de cette dotation, le

problème de l'aide à la presse a été évoqué par MM. CHAMPPEL (P.S.) et FOSSIER (Union cent.). « Comme M. Champpez, a notamment déclaré M. Fossier, je suis hostile d'une aide qui prend en compte les déficiences existantes. Les grands quotidiens régionaux sont en position de monopole alors que nous sommes favorables au pluralisme. Le système d'aide risque d'être défavorable à la presse parisienne, qui incarne le mieux ce pluralisme et qui « bouillonne ».

« Dépendre la liberté de la presse par une aide conjoncturelle c'est très bien, mais n'est-elle pas menacée d'autre façon ? N'a-t-on pas vu ces jours d'aujourd'hui même des camions de presse attaqués par des syndicalistes abusivement exclusifs ? »

« Nous répartirons l'aide à la presse, a répondu le ministre des finances, selon les chiffres de vente réelle des journaux en 1974. J'indique à M. Fossier que les hebdomadaires régionaux sont inclus dans la définition posée par l'article 39 bis.

« Dans les conflits du travail, le gouvernement n'intervient pas, mais s'il dégrèverait en matière d'impôt les journaux, le gouvernement fait exécuter les décisions de justice. Je tiens, comme les autres, à ce que la liberté de la presse soit respectée. »

L'ensemble du « collectif » budgétaire a été ensuite adopté par 177 voix contre 93 (P.C., P.S.).

Puis le Sénat a commencé l'examen du projet de loi aménageant certaines dispositions du statut du fermage en vue d'améliorer la stabilité du fermier en assurant, comme contrepartie, un meilleur revenu au propriétaire. Rapporteurs : MM. DE HAUTE-CLOCQUE (P.S.) et BAJEUX (Union cent.). La discussion de ce texte, interrompue avant midi, devait être reprise le 23 mai. La fin de la séance de nuit a été

consacrée à l'examen du projet de loi tendant à modifier certaines dispositions du code rural relatives au remboursement des exploitations agricoles.

Ce projet, a indiqué le rapporteur M. BERCHET (gauche dém.), a trois objets : démocratiser la commission communale de remboursement, renforcer l'efficacité du remboursement pour l'exploitant, enfin, assurer une meilleure protection du milieu naturel.

M. BEAUFRETT (gauche dém.), regrette que la durée des opérations de remboursement soit limitée à cinq ans. M. TINANT (Union cent.), critique les lenteurs administratives. M. EBERHARD (P.C.), estime que les mesures proposées ne répondent pas à l'ampleur du problème. M. CHAMPPEL (P.S.) voudrait que l'on ne demande pas trop à la commune :

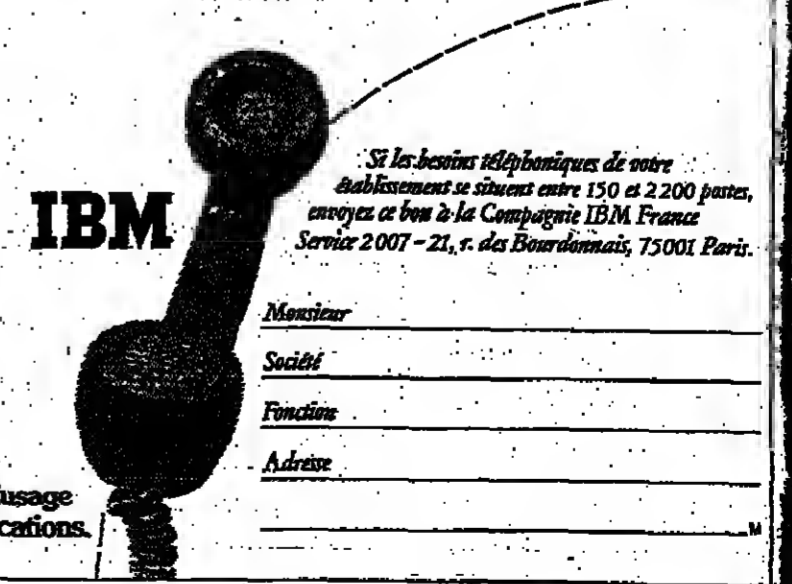
Le Sénat a voté plusieurs amendements, présentés le plus souvent par M. BERCHET au nom de la commission des affaires économiques. Les plus importants concernent la composition des commissions communales, la réorganisation foncière et de remboursement : la position des fermiers s'y trouvera notamment renforcée. Le Sénat a voulu aussi préciser les conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer les transferts de propriété et la mise en exploitation des parcelles.

L'article 5 introduit par l'Assemblée nationale, et tendant à limiter à cinq ans la durée des opérations, a été écarté par le Sénat. Enfin, par 177 voix contre 87, les sénateurs ont voté un article additionnel obligeant le gouvernement à déposer, à l'occasion de chaque plan, un projet de loi-programme définissant la nature et le volume des actions à mener en matière de remboursement et d'aménagement rural. — A. G.

Quand vous pensez "téléphone" pour votre entreprise, pensez aussi IBM...

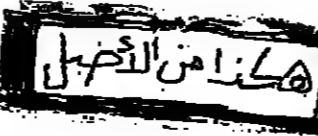
- ... si vous voulez un téléphone qui ménage votre temps, vos nerfs et ceux de vos standardistes, (1).
- ... si vous souhaitez que le réseau téléphonique de votre établissement prenne en charge la transmission d'autres informations que les conversations téléphoniques, (2).
- ... si vous estimez qu'un équipement aussi vital qu'un standard téléphonique mérite la mise en oeuvre de techniques éprouvées, (3).

- (1) L'autocommutateur électronique IBM 3750 vous permet, par exemple, d'obtenir un numéro extérieur même à l'étranger avec trois chiffres seulement; de converser à trois, de faire transférer automatiquement les appels d'un poste à un autre, de signaler à un correspondant "occupé" que vous voulez lui parler, de joindre sur n'importe quel poste intérieur tout collaborateur muni d'un récepteur de poche, de conserver votre numéro de poste sans modification du câblage lors de déménagements internes... Il optimise l'écoulement du trafic et peut en fournir l'analyse en vue du contrôle des dépenses téléphoniques.
- (2) L'autocommutateur IBM 3750 permet la connexion au réseau intérieur d'équipements de pointage facilitant, par exemple, la gestion d'horaires variables, de dispositifs de contrôle d'accès ou de sécurité permettant de déclencher des alarmes à distance. Il peut, grâce aux postes téléphoniques à clavier répartis dans toute l'entreprise, enregistrer des données saisies à la source et transmises sur le réseau. Il peut aussi être connecté à un ordinateur IBM.
- (3) L'autocommutateur 3750 bénéficie de l'expérience d'IBM en matière d'électronique et de la rigueur de ses méthodes de fabrication. Conçu au Centre d'Etudes et Recherches de La Gaude et construit à Montpellier, il est testé en usine, personnalisé en fonction des spécifications de l'utilisateur et adaptable à l'évolution de ses besoins dans les limites de sa capacité.



Si les besoins téléphoniques de votre établissement se situent entre 150 et 2200 postes, envoyez ce bon à la Compagnie IBM France Service 2007 - 21, r. des Bourdonnais, 75001 Paris.

L'autocommutateur IBM 3750 simplifie l'usage du téléphone et en multiplie les applications.



POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La protection sociale des familles des détenus est améliorée

Judi 23 mai, l'Assemblée nationale a examiné un projet de loi relatif à la situation des détenus et de leur famille au regard des assurances maladie et maternité. M. DELANEAU (R.L.), rapporteur, estime que ce projet améliore de manière sensible la législation actuelle, qui place les familles des détenus dans une situation difficile en les privant, très souvent, de toute prestation d'assurance-maladie, trois mois après l'incarcération. Le texte prévoit donc l'extension temporaire du champ d'application des régimes d'assurance-maladie et l'affiliation obligatoire au régime général.

Four M. DURAFOUR, ministre du travail, ce projet s'inscrit dans un ensemble de textes législatifs réformant la condition pénitentiaire, à un double objectif :

- Améliorer la protection sociale des familles des détenus ;
- Faciliter la réinsertion sociale des détenus résumant leurs articles leur accordant le bénéfice de l'assurance-maladie pendant la période de recherche d'un emploi.

A son avis ce projet est susceptible d'être accueilli favorablement par l'ensemble du corps social.

« Petit effort, petit projet », estime dans la discussion générale, M. FOHNI (P.S., Beffort) qui reconnaît toutefois que ce texte va dans la bonne direction mais relève « des lacunes » en soulignant, par ailleurs, qu'il ne coûtera rien au gouvernement.

M. FOHNI (non insc., la Réunion) constate que dans les départements d'outre-mer « tout est à mettre en place ; le seuil du tolérable est désormais dépassé ».

Dans la discussion des articles, l'Assemblée adopte un amendement du gouvernement accordant le bénéfice des prestations aux détenus qui ne reçoivent pas d'un régime obligatoire de Sécurité sociale avant leur incarcération et qui n'exécutent pas, durant leur détention, un travail pénal. Les députés adoptent également un amendement de la commission prévoyant que les aménagements nécessaires pour l'application de la loi aux DOM-TOM seront fixés par voie réglementaire. Puis l'Assemblée adopte l'ensemble du projet ainsi modifié.

L'Assemblée examine ensuite plusieurs textes :

● PROPOSITION DE LOI DE M. VOISIN (A.P., U.D.R.), CHASSAGNE (N.L.) et DELANEAU (R.L.) TENDANT À RESERVER L'EMPLOI DU MOT « CRÉMANT » AUX VINS MOUSSEUX ET VINS PÉTILLANTS D'APPELLATION D'ORIGINE.

Le terme « Crémant », précise M. CHASSAGNE, rapporteur, est considéré par le consommateur comme un synonyme d'une grande qualité. Il désigne, en effet, traditionnellement, un champagne de mousse légère, mais ce fait actuellement l'objet d'une réglementation laxiste. C'est pourquoi il convient de réserver à des vins de grande qualité, qui devraient s'insérer entre les champagnes et les mousseux ordinaires. Le texte réserve donc ce terme aux vins mousseux et aux vins pétillants élaborés à partir de vins d'appellation et selon les conditions de production telles que le produit fini soit d'une grande qualité. Dans l'immédiat, précise le rapporteur, seraient intéressées les aires de production alsacienne, bourguignonne et du Val-de-Loire.

Four M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, ce texte favorisera une politique de qualité en matière de vins mousseux.

Après les interventions de MM. VOISIN (A.P., U.D.R., Indre-et-Loire), LEBON (P.S., Ardennes), MAUDOUAN DU CASSEY (R.L., Loire-Atlantique), en faveur de ce texte, le secrétaire d'Etat précise que la Loire-Atlantique

pourra également prétendre à cette appellation.

L'article unique du projet est ensuite adopté par l'Assemblée.

● PROJET DE LOI RÉGLEMENTANT LE DRAGAGE DES SABLES ET GRAVIERS DANS LA MER TERRITORIALE.

Cette activité, indique dans son rapport, M. CHRISTIAN CHAUVEL (N.L.), est en train de se développer en France. Dans un proche avenir, les matériaux marins représenteront une part importante des matériaux de construction. Ces matériaux étant encore inexploités, il est possible de considérer le problème sur le plan de l'environnement et de prévoir un avenir avec prudence et efficacité. Il n'est pas de refuser les exploitations mais d'en organiser le contrôle afin de préserver une faune et une flore sous-marines de plus en plus menacées.

Après l'intervention de M. D'ORNANO, ministre de l'Industrie et de la Commerce, qui précise que la France consomme, chaque année, 300 millions de tonnes de sables et de graviers, l'Assemblée passe à l'examen des articles et adopte plusieurs amendements mineurs, avant de voter l'ensemble du texte ainsi modifié.

● PROJET DE LOI ADOPTÉ PAR LE SÉNAT LE 22 NOVEMBRE 1974, MODIFIANT ET COMPLÉMENTANT CERTAINES

DISPOSITIONS DE LA LOI DU 31 DÉCEMBRE 1964 SUR LES MARQUES DE FABRIQUE, DE COMMERCE OU DE SERVICE (secondes lectures).

La commission, indique M. DEINANN (U.D.R.), estime opportun d'écartier du bénéfice de la loi les coopératives qui ne se livrent exclusivement ou non à des actes de commerce.

M. D'ORNANO donne son agrément à l'ensemble du projet ainsi modifié et adopté.

● PROJET DE LOI RENDANT APPLICABLES DANS LES TOM LES DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE REFORMANT LE CRÉDIT AUX ENTREPREISES (fin de simplifier les formalités imposées aux entrepreneurs et d'améliorer la garantie des organismes de réassurance).

Après les interventions de MM. BOCCA SERRA (U.D.R.), rapporteur, et STERN, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, l'Assemblée adopte ce projet technique.

● PROPOSITION DE LOI DE M. TOMASINI, complétant et modifiant le code rural en ce qui concerne l'industrie de l'équarrissage.

Cette industrie, déclare M. CHAMBERLON (U.D.R.), rapporteur, répond à une nécessité d'intérêt public : l'enlèvement et la destruction des cadavres d'animaux. Des mesures apparaissent

indispensables pour moderniser ce secteur d'activité.

Après les interventions de M. MAURICE LEGENDRE (P.S., Eure-et-Loire), M. DENIAU, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, précise que les maîtres d'ouvrage sont responsables dans l'enlèvement des cadavres qu'en cas de défaillance des propriétaires. D'autre part, les opérations non rentables seront tarifées par les préfets. Des amendements dans ce sens sont adoptés par l'Assemblée qui vote la proposition ainsi modifiée.

● PROTOCOLE entre la France et la République fédérale d'Allemagne sur le régime fiscal applicable aux entreprises (rapporteur : M. LEBON, P.S.).

● CONVENTION FISCALE franco-yougoslave (M. MONTDARGENT, P.C.) adoptée définitivement.

● CONVENTION créant le Centre européen pour les prévisions météorologiques (M. Labarre, P.S.) adoptée définitivement.

● PROTOCOLE sur les stupéfiants (M. KEM, U.D.R.). Dans la discussion M. RADUIS (U.D.R.) plaide en faveur d'une politique européenne de lutte contre la drogue.

● CONVENTION relative à la coopération du thon tropical (M. OLLIVRO, R.N.).

M. Papon (U.D.R.) : un retour au déficit budgétaire n'est plus concevable

L'Assemblée nationale a examiné, jeudi 23 mai, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975.

M. MARCE PAPON (U.D.R.), rapporteur général, souligne l'importance de cet « exercice rituel » en matière de contrôle parlementaire et politique. Puis il rappelle la conjoncture économique de 1973 et la politique suivie par le gouvernement pour l'exécution de ce budget. Il indique également un certain nombre de pratiques irrégulières mais se félicite de la présentation, pour la première fois, d'un rapport sur les aides aux entreprises. Et il conclut : « Un retour au déficit budgétaire n'est plus aujourd'hui concevable. Le gouvernement va se trouver soumis à des contraintes et à des exigences de plus en plus lourdes, alors que la pression fiscale est parvenue à la limite du supportable. C'est en cela que 1975, déclare M. PAPON, secrétaire d'Etat au budget, souligne l'effort accompli pour informer le Parlement. « Dans ses grandes lignes, affirme-t-il, l'exécution du budget a été conforme aux prévisions ». Et il déclare, pour terminer : « Si l'on replace le budget de 1975 dans son contexte, le jugement est positif : l'inflation a pu être maîtrisée en dépit de l'augmentation internationale très défavorable et l'expansion n'a pas été freinée. Le budget de 1975 n'est pas dans l'erreur. C'est pourquoi je vous demande d'approuver ce projet ».

Dans la discussion générale, M. COMBRESSE (P.C., Essonne) regrette qu'un contrôle suffisamment suivi ne soit pas assuré au cours même de l'exécution budgétaire, « du caractère » formel » de cet examen. Il estime que le budget de 1975 conduisait au sous-emploi et à l'inflation ; aussi son groupe votera contre le projet.

Pour M. BOULOCHE (R.S., Doubs), un tel débat, qui n'est pas « politique », doit faciliter les futures discussions budgétaires et améliorer les conditions de travail de l'Assemblée. Le député socialiste annonce que son groupe s'abstiendra dans le vote final.

M. HAMEL (R.L., Rhône) annonce lui, que son groupe votera ce texte qui indique notamment une certaine maîtrise budgétaire et des dépenses d'équipements collectifs. Quant à la conception de l'équilibre budgétaire, elle devrait, à son avis, être assouplie.

Après la discussion des articles et l'adoption de l'amendement socialiste renforçant l'information du Parlement, l'Assemblée vote le texte, les socialistes s'abstenant et les communistes votant contre.

LA COMMISSION DES AFFAIRES CULTURELLES DONNE UN AVIS FAVORABLE AU PROJET SUR LE DIVORCE.

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales, réunie le jeudi 23 mai à l'Assemblée nationale, a donné un avis favorable aux dispositions du projet de loi traitant des conséquences du divorce pour les époux et les enfants. M. Jean de Préamont, député U.D.R. de Paris et rapporteur pour avis, a rappelé que 36 % seulement des personnes divorcées, perçoivent régulièrement leur pension. Il a souligné que l'intervention de la puissance publique devenait nécessaire vis-à-vis de certains débiteurs. Après l'exposé du rapporteur, la commission a adopté plusieurs amendements dont trois de M. de Préamont, rapporteur pour avis, a rappelé que 36 % seulement des personnes divorcées, perçoivent régulièrement leur pension. Il a souligné que l'intervention de la puissance publique devenait nécessaire vis-à-vis de certains débiteurs. Après l'exposé du rapporteur, la commission a adopté plusieurs amendements dont trois de M. de Préamont, rapporteur pour avis, a rappelé que 36 % seulement des personnes divorcées, perçoivent régulièrement leur pension. Il a souligné que l'intervention de la puissance publique devenait nécessaire vis-à-vis de certains débiteurs.

Le second prévoit l'indexation des pensions alimentaires versées aux enfants. Par le troisième, un ensemble de dispositions relatives au recouvrement public des pensions alimentaires par les comptables du Trésor, lorsque l'échec des voies de droit privé aura été constaté, serait inséré dans le projet. Le communiste a également adopté un amendement de Mme Gisèle Moreau, députée communiste de Paris, précisant que les agences de l'emploi sont tenues de rechercher et renseigner les femmes divorcées à la recherche d'un emploi.

● Le reforme du divorce a été l'objet d'un examen commun de parlementaires français et allemands, jeudi 23 mai à l'occasion d'une rencontre, à Paris, entre des députations de la commission juridique du Bundestag et de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

● M. Mohammed Sedjawi, ambassadeur d'Algérie en France, s'est félicité jeudi 23 mai, devant le groupe parlementaire d'amitié France-Algérie, de l'amélioration sur les plans politique, économique et social, des rapports entre les deux pays. Il a cependant regretté que « pour le premier trimestre de l'année en cours, la diminution de l'exportation du pétrole vers la France ait atteint 52 % par rapport au même trimestre 1974, ce qui conduisit l'Algérie à subir un déficit : cours, dans la balance des échanges. Si la situation ne s'améliorait pas, a-t-il dit, l'Algérie serait conduite à réviser ses projets d'importations en France ».

Collectivités locales

M. FOURCADE : la taxe professionnelle n'apportera pas de ressources nouvelles.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, et M. Christian Poncelet, secrétaire d'Etat au budget, ont été entendus par la commission des lois, réunie le 21 mai à l'Assemblée nationale. Les membres de la commission des finances avaient été invités à assister à cette séance après l'intervention de M. Jean-Claude Burckel, député U.D.R. du Bas-Rhin, et rapporteur du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle. M. Fourcade a présenté les grandes lignes du plan de cinq ans que le gouvernement entend mettre en œuvre pour renforcer les structures des collectivités locales, accroître leur autonomie et restaurer leur équilibre financier.

Il a souligné que le projet sur la taxe professionnelle, insérant dans cet ensemble, n'avait pas pour ambition d'apporter des ressources nouvelles aux collectivités locales mais de moderniser les bases sur lesquelles sont assis les impôts locaux.

En réponse aux interventions, le ministre a notamment précisé que les biens loués en crédit-bail seraient imposés au lieu de fonctionnement du matériel et non au siège de l'organisme loueur, pour éviter « l'inconvénient de favoriser exagérément la région parisienne ». Il a indiqué que les établissements de recherche ne bénéficieraient plus d'exonérations, exception faite pour le commissariat à l'énergie atomique en ce qui concerne l'établissement public.

Fourcade a confirmé que les sociétés civiles professionnelles continueraient à bénéficier en matière de taxe professionnelle de la « transparence fiscale ».

Enfin, il a estimé nécessaire de remanier un des articles du projet de loi afin d'éviter que les conseils généraux ne disposent pas d'un pouvoir de décision en dernier ressort pour l'attribution du produit de la taxe professionnelle appliquée aux établissements produisant de l'énergie ou traitant des combustibles.

Jocelyn

PARIS noblesse du CUIR boots pour homme style nouveau

134 bd St-Germain Paris 6^e - 033.44.10
78, 79 ch.-Élysées (arcades) - 226.38.33
5 rue du Charre-midi - 548.75.47
Hops, 3 rue de l'anc. comédie 328.48.92

A 150 m du métro
des 5 et 6 pièces
de qualité à
2750 f le m²
Prix ferme et définitif - Habitable 4^e trim. 75

167, Avenue A. Briand à CACHAN
R.E.R. LIGNE DE SCEAUX
STATION BAGNEUX PONT ROYAL
BUREAU D'ACCUEIL SUR PLACE
TOUS LES APRES-MIDI SAUF LE MERCREDI
cefic immobilier tél. : 661.18.11

A LONGJUMEAU
face au bois des Templiers

Bati-Service met en vente
les 6 dernières maisons
du Hameau à la Française

LE VAL D'OR

Maisons traditionnelles de 4, 5 et 6 pièces avec grands jardins privatifs de 255 000 F à 330 000 F (terrain et garage double compris)

sur place :
rue de Ballainvilliers (Longjumeau)
tous les jours sauf mardi et mercredi de 14 h à 19 h, samedi et dimanche de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h
Tél. : 909.71.44

Renseignements et vente :
Claude Lachal S.A.
92 bd du Montparnasse
75014 Paris -
Tél. 033.61.67 et 033.73.55

Si vous désirez une documentation sur le Val d'Or, veuillez adresser votre carte de visite à Claude Lachal S.A.

Les Hameaux à la Française sont conçus et réalisés par **BATI-SERVICE**
3 av. du Coq. 75009 Paris

« LA POMME A TOUT FAIRE »

Cristallin et métal argenté - Hauteur 18 cm.
190 F

Coupe à fruits... Bonbonnière...

LANCEL
Opéra - Rond-Point des Champs-Élysées
C.I.P. Porte Maillot - Parly 2 - Vélizy 2 - Créteil

JE NE VEUX PAS BRONZER IDIOT !

TABARKA

Vacances Festival à Tabarka (Tunisie)
JUILLET - AOÛT : 870F

pour une semaine (voyage + séjour + spectacles, avec la participation carte année de

- CHICK COREA and return for ever
- ATAHUALPA YUPANQUI
- OSCAR PETERSON
- PACO IBANEZ
- DIZZIE GILLESPIE, etc.

Nombreux ateliers : dans, peinture, yoga, etc.

La formule « VACANCES FESTIVAL » permet de profiter de l'animation du Festival pendant un séjour ensoleillé en bord de mer avec le maximum de liberté, plusieurs restaurants ou choix des Festivals, formules hôtels pour les moins jeunes, etc.

Départ avec réduction de Lyon et Marseille.

Avec la collaboration de l'Office National de Tourisme Tunisien (O.N.T.T.).

Veuillez adresser gratuitement le Journal Programme « RIVAGES ».

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal :

A retourner à « RIVAGES »,
330, rue St-Jacques, 75004 Paris
Tél. : 325-03-59 Lés. A. 688

REVUE FRANÇAISE D'ÉTUDES POLITIQUES MÉDITERRANÉENNES (mensuel)

Dossiers parus dans les derniers numéros :

- janvier : l'Algérie, vingt ans après ;
- février : les forces stratégiques au Méditerranée ;
- mars : la pollution en Méditerranée ;
- avril : la crise italienne ;
- mai : la Portugal ;

Dossiers prévus pour les prochains numéros :

- juin : les travailleurs immigrés ;
- juillet-août : les festivals méditerranéens ;
- septembre-octobre : Israël et Palestine.

Et, chaque mois, un tour complet de l'actualité dans tous les pays du bassin méditerranéen.

Specimens gratuits

S.A.E. - 32, rue de l'Échiquier, 75010 PARIS - Tél. : 323.31.26.

POLITIQUE

L'association Présence du gaullisme relance son action

Le comité directeur de l'association Présence du gaullisme... créée en mai 1969 au lendemain du départ du général de Gaulle...

M. Robert Fabre et les « affaires Caillavet »

Le comité directeur du Mouvement des radicaux de gauche a examiné mercredi 21 mai les nouvelles déclarations du vice-président du parti, M. Henri Caillavet...

M. SÉGARD SERA CANDIDAT A LA MAIRIE DE LILLE SI...

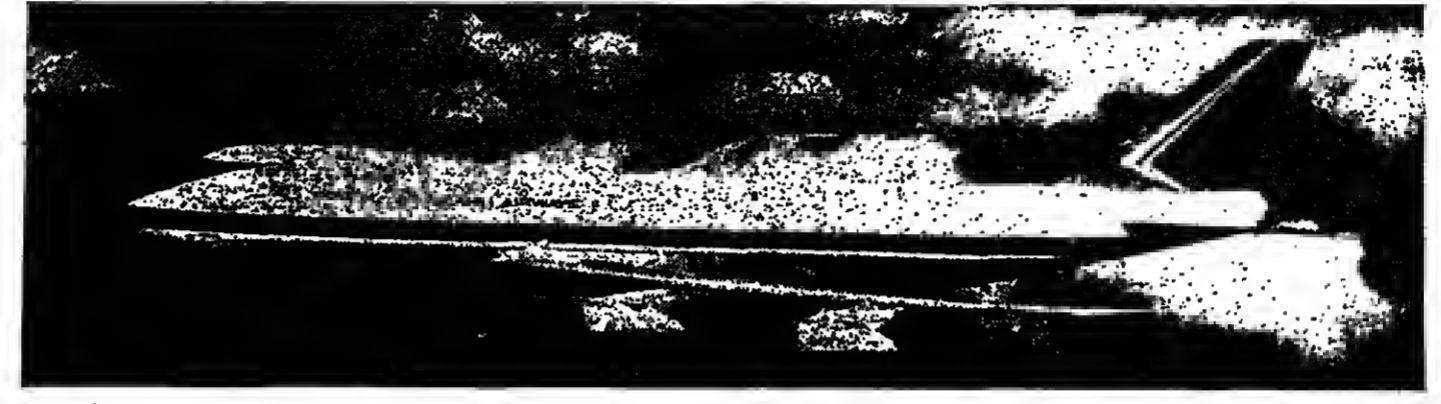
M. Norbert Ségard, ministre du commerce extérieur et ancien député du Nord (appartenu à l'U.D.R.), a indiqué le 22 mai, à Nantes, au cours d'une conférence de presse...

CORRESPONDANCE

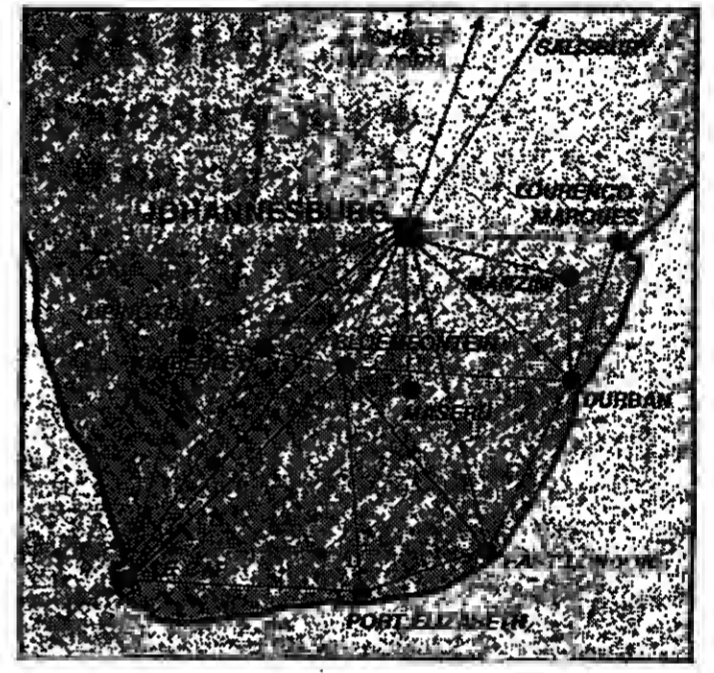
Les mouvements politiques de jeunes et FR 3

Après l'incident entre le Mouvement de la jeunesse communiste et la direction de FR 3 (le Monde du 22 mai), M.M. Francis Sapiner et Jean-Maurice Daval, respectivement secrétaire et vice-président du Mouvement des jeunes radicaux de gauche, nous écrivent:

C'est aussi celle laissée aux jeunes de subir une réforme Haby que les parents d'élèves eux-mêmes qualifient de « projet d'une pauvreté insigne ».



Johannesburg... et douze autres bonnes raisons de choisir SAA pour vous rendre en Afrique du Sud.



Capitale mondiale de l'or, centre d'affaires débordant d'activités, Johannesburg est une ville-clé du continent africain. Toutes les compagnies aériennes qui desservent l'Afrique du Sud peuvent vous y conduire.

Et si vos affaires ne vous réclament pas en Afrique du Sud, nous serons ravis d'y organiser vos prochaines vacances. Pour un voyage d'affaires ou d'agrément, comme pour l'expédition de votre fret, faites confiance à SAA.



South African Airways Vous êtes chez vous 12 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS - TEL. 742 17.42 49 RUE DU PRESIDENT-ED-HERRIOT 69002 LYON - TEL. 37.85.80

SCIENCES

Quatre mathématiciens chinois spécialistes de la topologie sont arrivés à Paris le mercredi 21 mai, et vont, pendant quatre semaines, séjourner à l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette.

OUTRE-MER

A la Réunion

CRÉATION D'UNE FÉDÉRATION DES MOUVEMENTS SOCIALISTES ET RÉGIONALISTES

Une Fédération des mouvements socialistes et régionalistes a été fondée le 18 mai à la Réunion, département français d'outre-mer. Le congrès constitutif de la nouvelle formation a eu lieu à la Plaine des palmiers.

BALEARES 2 semaines 1087j. VOYAGES OPERA LAFAYETTE 26, rue Lafayette - 75009 Paris

"Faites vos congrès en plein cœur de Paris" Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver: tél. 260.35.11. Paris-Sheraton Hotel

ANTENNE 2

DERNIER SECRET

A Londres

en Europe

à propos du présent

MEMES MESUREZ 2 METRES

1975

POLITIQUE

UNE ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DANS LE TARN

SCRUTIN SUR FOND DE CRISE

De notre envoyée spéciale

Le dimanche 25 mai, le premier tour d'une élection législative partielle aura lieu dans le Tarn à la suite de la démission de M. Louis Donnadieu, député U.D.R., suppléant de M. Jacques Limouzy, ancien secrétaire d'Etat. Cette élection législative est la première à intervenir après la polémique qui a opposé le parti communiste au parti socialiste.

Castres. — « Devenir député m'ennuyait, l'avoir été ne me déplaît pas. » Telle est la conclusion que tire M. Louis Donnadieu des cinq années pendant lesquelles il a remplacé, à l'Assemblée nationale, M. Jacques Limouzy (qui fut successivement secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement puis auprès du ministre de l'éducation). M. Donnadieu a accepté sans difficulté de donner sa démission pour que le titulaire tente de retrouver son siège : « Mon rôle était de tenir la place au chaud », dit-il. Cette « place », M. Limouzy — élu en 1967, réélu en 1968 et 1972 — a décidé de la reconquérir en invoquant comme motif « la violence et l'agressivité dont le parti communiste a fait preuve à son égard ».

urnes » qu'une fois acquis le soutien des autres composantes de la majorité, représentées au sein du conseil municipal de Castres, ville dont U est maire.

Effectivement quatre candidats sollicitent les suffrages de la gauche. Outre la représentante de Lutte ouvrière, chacun des trois partis signataires du programme commun a décidé de se battre sous son propre drapeau. Envisagée un temps, une candidature unique a été impossible à réaliser. Le parti communiste tenait à être présent et à compter ses voix, l'accord départemental entre le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, qui stipulait la présence

dans la circonscription de Castres d'un candidat radical de gauche soutenu par les socialistes, lesquels se voyaient soutenus par les radicaux dans les deux autres circonscriptions, a été rompu après l'échec de plusieurs tentatives visant à une candidature nationale commune.

Bien qu'ils voient quelque paradoxe à se présenter en ordre dispersé pour défendre le même programme, les électeurs tarnais ne s'inquiètent pas outre mesure de la division de la gauche. Ainsi ce contremaître d'une entreprise

de délainage à Maasamet qui explique : « La gauche fera au premier tour le plein des voix, la multiplicité des candidatures est le seul moyen de mobiliser toutes les couches de l'électorat. » Un électeur qui place au premier rang de ses soucis l'emploi.

Les syndicats comptent trois mille chômeurs dans la circonscription, dont mille cinq cents à Castres. Les jeunes, les femmes, sont les plus touchés. Deux entreprises servent plus particulièrement de points de mire. L'une, à La Bastide-Roussillon, dont sont originaires les candidats du parti socialiste et du P.C., est en crise depuis avril 1974. Dirigée par M. Bourgeat, devenu en 1974 sénateur socialiste après le décès de Fernand Verdelle, cette entreprise de tissage doit être rachetée par un industriel de la commune, mais une partie du personnel ne serait pas réembauchée. La seconde, La Tarnaise, à Castres, est une bonneterie : ses cent quarante-trois salariés l'occupent depuis le 27 février. Là aussi une solution est possible. Les dettes laissées par les anciens dirigeants de cette usine ont été « épongées », y compris un emprunt de 600 000 francs au Crédit hôtelier.

dictateurs de maïs et de soja, qui pratiquent aussi l'élevage bovin, dénoncent « une politique qui n'est faite que d'assistance », « un marché commun qui est moins que jamais la pensée ». De cette situation économique, les candidats de gauche rendent responsable « le pouvoir incarné par M. Limouzy ». Mlle Chantal Cauquil, candidate trotskiste, à laquelle Mlle Arlette Lagulier doit apporter, en personne, son soutien, avoue : « Cela intéresse les révolutionnaires de mettre en cause publiquement des hommes responsables car nous savons que nos théories ont un écho dans la classe ouvrière. » Et, ajoutant : « nous défions à une société qui engendre le chômage le droit d'exister ». A peine moins révolutionnaire M. Raynaud estime que « quand une société n'est plus capable de satisfaire les besoins qu'elle crée, c'est une société bloquée, et il faut la changer ».

Le candidat de la majorité présidentielle attend que la gauche « cesse sa terreur » et écrit dans son journal électoral : « Le chemin que nous avons fait ensemble — avec les socialistes et les radicaux de gauche, dont certains sont à titre personnel, des amis — est long ; alors, dans l'immédiat, ne vous perdez pas dans la médiocrité de cette élection qui va donner une mauvaise image de la grandeur de la gauche française que vous portez inconsciemment en vous-même. » En face de lui l'opposition affirme jouer le jeu de « la compétition loyale entre élus » : « Nous sommes des concurrents mais pas des adversaires », proclame-t-elle.

dans six circonscriptions de la métropole. Pour cela, les trois cents militants communistes ont multiplié les opérations porte-à-porte, les réunions à l'adresse des chrétiens, des commerçants, des jeunes. Cinq parlementaires et M. Claude Poperen, membre du bureau politique du P.C., sont venus soutenir sa candidature.

Les primaires seront-elles ou non le moyen de mettre en ballotage l'ancien secrétaire d'Etat — premier objectif de ses adversaires ? Et, au-delà, la compétition ne laissera-t-elle pas des marques suffisamment profondes pour empêcher à l'avenir une autre stratégie, celle de la candidature unique ? « Le besoin de coalescence d'unité, de solidarité contre la gauche, fait que la majorité va se renforcer », affirme M. Joseph Bonnet, conseiller général et maire de Lacaze, responsable cantonal des républicains indépendants.

Mitterrand es leaders

"BOISMORAND"

est-ce votre dernière chance d'acquérir un grand terrain boisé ?

un exemple de prix : **2.317 m² pour 29.000 F.**



BOISMORAND
un site exceptionnel au cœur boisé du Gatinais

L'Ancien Domaine du CHATEAU de CORMONT

BOISMORAND est une des dernières réalisations ayant obtenu en 1974 une autorisation de construire, avant la mise en application d'une nouvelle législation interdisant pratiquement toute construction en milieu boisé.

BOISMORAND : 200 hectares boisés intacts, entourés d'un vieux bourg, de demeures séculaires, l'Auberge des Templiers, le Château des Bézards, dominant 2 magnifiques étangs de 10 hectares et une très large ceinture forestière.

Boismorand, à 138 km de Paris par l'autoroute du soleil et RN7, c'est l'endroit privilégié pour l'installation d'une résidence de campagne, d'une résidence principale ou d'un très bon placement.

Cette réalisation a été effectuée sous le contrôle du CETAF CENTRE D'ETUDES D'AMENAGEMENT FONCTEUR



BOISMORAND - de vraies propriétés individuelles de 2.000 à 2.500 m² ;

Larges allées forestières goudronnées - Equipé avec l'eau de la ville - branchement EDF et tout-à-l'égoût. Boismorand est prêt à être construit sans aucun frais de viabilité.

Site protégé par contrat avec les Eaux et Forêts.

17 Francs le Mètre carré - Comparez. Boismorand, c'est 5 fois la superficie d'un terrain à bâtir habituel pour le même prix : à partir de 29.000 F la propriété sur laquelle le crédit total est possible.

Pour renseignements et visiter, s'adresser directement à la Mairie de Boismorand, Permanence Samedi et Dimanche. Téléphone : (38) 85.01.80, de 9h à 12h et de 14h à 19h 30.

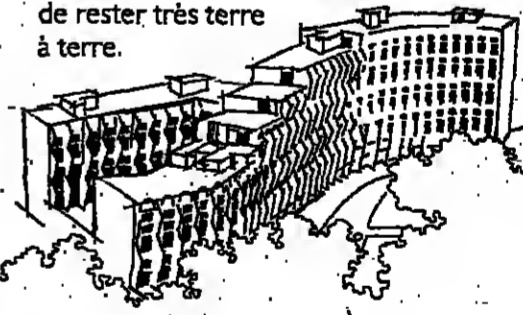
Le Jardin des Gobelins. Pour dominer les arbres, il n'est pas besoin d'habiter très haut.

La résidence du Jardin des Gobelins n'a que 9 étages. Quand on a 35.000 m² d'espace vert autour de soi, on a mieux à offrir qu'une vue panoramique d'un trentième étage.

Demain, au Jardin des Gobelins, vous n'aurez plus à chercher loin ce qui est à votre porte. Votre balcon ou votre baie vitrée donnera sur les jardins du square René-Le-Gall où vos enfants pourront jouer en toute sécurité.

Mais vous n'en serez pas pour autant isolé des autres parisiens : le 5^e arrondissement sera tout près de chez vous.

Demain, au Jardin des Gobelins, quel que soit l'appartement que vous choisirez, de votre balcon ou de votre baie vitrée, vous profiterez des arbres centenaires. C'est bon parfois de rester très terre à terre.



Venez habiter le monument le plus moderne de Paris

Le Jardin des Gobelins.
17 à 27, rue des Cordeliers, 75013 Paris. Tél. : ALM 98.98.
Bureau de vente sur place. Ouvert lun., jeu., ven., 14 h-19 h - Sam., dim., 10 h-19 h.
Du studio au 6 pièces, livraison fin 1976 - Prix moyen : 5100 le m² (prix révisibles).

RÉALISATION SEPIMO LA HENIN

3 pièces de : 251.000 F
à 290.000 F

4 pièces de : 269.000 F
à 357.000 F

PRIX FERME

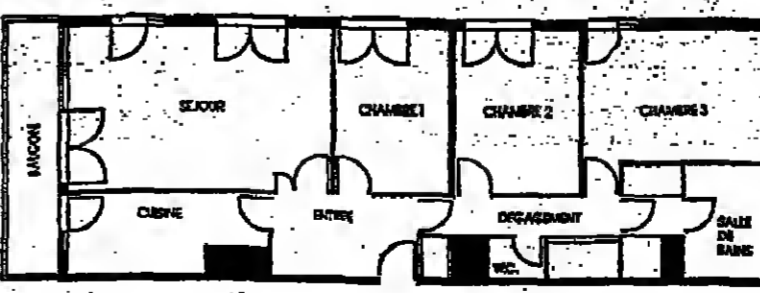
Cave et parking compris livraison 1^{er} trimestre 1976

Au 6^e étage, ce 4 pièces (82,81 m² + balcon)

312.500 F

Une réalisation **BARRIS**

533 80 90



SOVIC

Pour recevoir gratuitement la documentation, retournez ce bon.

Type d'appartement recherché : 2 p. 3 p. 4 p. SOVIC

43, rue des Plantés 75014 Paris

M. Adresse

هنا من الأمل

POLITIQUE

DANS SA RÉSIDENCE DE LATCHÉ (LANDES)

M. Mitterrand cherche un langage commun avec les leaders socialistes de l'Europe du Sud

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a invité à Latché (Landes), les vendredi 23 et samedi 24 mai, les principaux dirigeants des partis socialistes de l'Europe du Sud...

Les grands traits des rapports économiques et des relations d'Etat à Etat se retrouvent ainsi noués entre les partis politiques. S'il paraît, à cet égard curieux, de voir le parti socialiste belge participer à la réunion de Latché, c'est parce que l'on oublie les réserves qui se sont toujours manifestées en Belgique et même aux Pays-Bas devant la perspective d'une Europe coupée de ses éléments latins et donc placée sous la seule influence allemande.

A l'intérieur de l'Internationale socialiste, les mêmes divisions, affinités ou préventions se manifestent. C'est ainsi que M. François Mitterrand, devenu vice-président de l'Internationale, alors même qu'il signait en France le programme commun de gouvernement...

En convoquant à Latché, dans sa propriété des Landes, les chefs de file des partis socialistes de l'Europe du Sud, M. François Mitterrand remet à l'honneur une division géographique qui a toujours marqué la diplomatie française. La V^e République, notamment, a eu le souci de définir une politique méditerranéenne venant en complément mais aussi en contrepoint de la politique d'intégration européenne.

A l'inverse de la situation qui existe dans le nord du continent, il s'agit pour lui de rassembler les partis socialistes confrontés comme le sien à l'existence de partis communistes actifs et, surtout, de structures sociales restées plus archaïques.

Certes, les Espagnols du P.S.O.E. ont des liens très étroits avec le P.S. français, qui leur vient en aide depuis le début de leur exil. Il y a près de quarante ans. Ils restent néanmoins à l'écart de la Junte démocratique et révolutionnaire du parti communiste espagnol. Le P.S.O.E. vient toutefois de lancer un appel au regroupement de toutes les forces d'opposition.

français avait également adressé une invitation à M. Protopapas, de l'Union socialiste démocratique. Très minoritaire en Grèce, l'U.S.D. est néanmoins le représentant de la social-démocratie dans ce pays et c'est elle qui, à ce titre, est en contact avec l'Internationale socialiste. Or, si M. André Papandréou, volontiers gauchiste et nationaliste, se soude fort peu d'être reconnu par cette Internationale, la notoriété de M. Mitterrand ne lui est pas indifférente. C'est pourquoi il espérait être considéré comme l'unique porte-parole du socialisme grec (à quel les socialistes français ont répondu qu'ils étaient prêts à lui leur intermédiaire privilégié mais unique). Cette concurrence entre socialistes, grecs double celle, beaucoup plus ancienne, existant entre les deux partis communistes de ce pays, celui de l'intérieur et celui de l'extérieur, ce qui rend toute stratégie unitaire discutable, d'autant que l'influence de la gauche grecque est des plus restreintes.

Reste enfin le cas du Portugal. M. Afonso Soares, malgré le désir qu'il en avait, n'a pu se rendre à Latché en raison de la situation politique à Lisbonne, et s'est fait représenter par M. Ferraz, membre du bureau du P.S.P. Or c'est pourtant autour de ce cas portugais qu'une des discussions essentielles, celle portant sur les relations entre communistes et socialistes, doit se nouer.

Comme pour le P.S.O.E. les années d'exil ont créé des liens profonds entre socialistes français et portugais, mais aussi, et pour la même raison, entre communistes français et portugais. Il en résulte un risque d'identification du P.S. et du P.C.P. à leurs homologues, susceptible de menacer le délicat équilibre de leurs relations.

L'initiative de M. François Mitterrand, si elle aboutit à une confrontation riche de promesses, va exiger aussi, de sa part, de sérieux qualités de conviction et de synthèse, s'il veut que la rencontre de Latché débouche sur autre chose qu'une proclamation de bonnes intentions.

Ces divisions internes au courant socialiste, que l'on retrouve également en Grèce, vont peser sur les entretiens de Latché. Il n'est pas certain que M. André Papandréou, chef de file du Pasok, se rende dans les Landes dans la mesure où le P.S.

Le P.S. va créer des comités de chômeurs

M. Louis Mermaz, membre du secrétariat national du P.S. ou il est chargé du secteur « entreprises », député de la Vienne, a souligné, jeudi 22 mai, au cours d'une conférence de presse : « C'est volontairement que l'on a laissé se développer le chômage, et nous sommes persuadés que les mesures annoncées par le président de la République vont encore aggraver cette situation, notamment pour ce qui est du chômage partiel. Là où l'on agit le spectre de la crise, là où l'on nous parle de difficultés des entreprises sur le ton de la fatalité éplorée, il y a en fait une entreprise de restructuration du capitalisme. Et l'on abuse du mot crise pour faire se tenir tranquilles les travailleurs; ceci ne s'en laisse pas conter. »

M. Alain Bannou, délégué général du P.S. pour les entreprises, a ensuite indiqué que les socialistes vont participer « à l'organisation des chômeurs en comités de défense de l'emploi ». Cette initiative correspond à une proposition de M. Mitterrand adoptée par le bureau exécutif du P.S.

Le délégué général a confirmé au passage que le P.S. compte entre quatre cents et quatre cent vingt sections et groupes d'entreprises, soit environ 50 % de moins que le chiffre revendiqué par l'ancien responsable de ce secteur, M. Georges Sarre, animateur du CERES.

De son côté, M. Louis Mermaz, évoquant la déclaration du bureau national de la C.F.D.T. recusant la conception légaliste des rapports syndicats-partis (le Monde daté 18-19 mai), a noté : « Nous respectons la séparation partis-syndicats, mais il convient de ne pas refuser aux partis le droit d'intervenir dans les affaires du mouvement ouvrier. »

listes vont participer « à l'organisation des chômeurs en comités de défense de l'emploi ». Cette initiative correspond à une proposition de M. Mitterrand adoptée par le bureau exécutif du P.S.

Le délégué général a confirmé au passage que le P.S. compte entre quatre cents et quatre cent vingt sections et groupes d'entreprises, soit environ 50 % de moins que le chiffre revendiqué par l'ancien responsable de ce secteur, M. Georges Sarre, animateur du CERES.

De son côté, M. Louis Mermaz, évoquant la déclaration du bureau national de la C.F.D.T. recusant la conception légaliste des rapports syndicats-partis (le Monde daté 18-19 mai), a noté : « Nous respectons la séparation partis-syndicats, mais il convient de ne pas refuser aux partis le droit d'intervenir dans les affaires du mouvement ouvrier. »

De son côté, M. Louis Mermaz, évoquant la déclaration du bureau national de la C.F.D.T. recusant la conception légaliste des rapports syndicats-partis (le Monde daté 18-19 mai), a noté : « Nous respectons la séparation partis-syndicats, mais il convient de ne pas refuser aux partis le droit d'intervenir dans les affaires du mouvement ouvrier. »

RÉUNIS AU SIÈGE DU P.C.F.

Les partis de gauche décident de « prolonger la campagne commune »

Le comité de liaison de la gauche mis en place entre les partis signataires du programme commun s'est réuni jeudi matin 22 mai au siège du P.C.F. Il a dressé un bilan positif de la campagne d'application et de lutte décidée le 27 février. Selon les trois formations, « le retentissement des conférences de presse départementales et le succès des comités militants traduisent le profond mécontentement des Français et des Françaises devant la montée du chômage, la dégradation du pouvoir d'achat et l'accentuation de l'autoritarisme qui caractérise la politique de M. Giscard d'Estaing depuis un an ».

Le comité de liaison a décidé de « prolonger la campagne commune en développant les actions pour la sauvegarde de l'emploi, en luttant contre l'étranglement financier des collectivités locales, en intervenant pour la garantie d'une information objective et indépendante à la radio et à la télévision ». Des manifestations départementales auront lieu le 14 juin pour protester contre la situation faite aux collectivités locales; pour la région parisienne, la population est convoquée à se rendre devant le ministère de l'intérieur. Le 24 juin, les travailleurs sont invités d'autre part à se rassembler devant les établissements de l'Agence nationale pour l'emploi.

POUR CONNAÎTRE SON VRAI VISAGE

ÉTUDIANTS, JEUNES, ADULTES

visitez ISRAËL

DU JUILLET À SEPTEMBRE VOYAGES PAR AVION OU BATEAU (avec ou sans voiture) DE VENISE OU MARSEILLE

SÉJOURS EN KIBBOUTZ. EXCURSIONS. VILLAGE DE VACANCES

ACTIVITÉS CULTURELLES-LOISIRS RENCONTRES AVEC DES RESPONSABLES ISRAËLIENS

Renseignements et inscriptions :

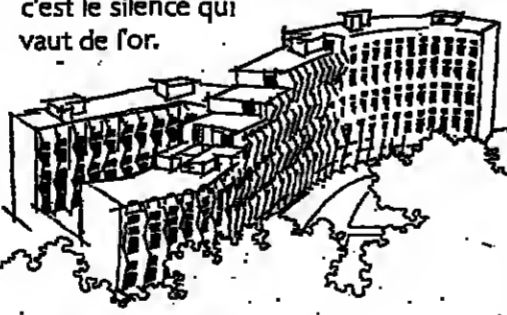
CERCLE DES AMIS DES KIBBOUTZIM (C.A.K.K.F.)

suprès de L'UNION DES ÉTUDIANTS JUIFS DE FRANCE

11, rue Jean-de-Beauvais, Paris-5^e (M^o Maubert) - Tél. 633-36-33 et 63-76-54

Venez habiter le Jardin des Gobelins: les vieux monuments sont des voisins très silencieux.

Au Jardin des Gobelins, votre seul vis-à-vis sera le Garde-Meuble National (monument classé), et la Manufacture des Gobelins (site protégé). Et quand on sait de nos jours ce que valent les vieilles pierres, on n'est pas prêt de les détruire. Quel que soit l'appartement que vous choisirez, de votre balcon ou de votre baie vitrée, vous profiterez de 35.000 m² d'espace vert.



Le Jardin des Gobelins. 17 à 27, rue des Cordeliers, 75013 Paris. Tél. : ALM 98.98. Bureau de vente sur place. Ouvert lun., jeu., ven., 14 h-19 h - Sam., dim., 10 h-19 h. Du studio au 6 pièces, livraison fin 1976 - Prix moyen : 5100 le m² (prix révisibles).

REALISATION SEPIMO LA HENIN

10.000 KM. Service gratuit. Du 24 Mai au 1^{er} Juin, c'est la semaine des 10 000 km chez Citroën. Si vous achetez une 2 CV, une Dyane, une Méhari, une Ami ou une GS (6 et 7 CV) neuve, vous bénéficierez de la gratuité des révisions préconisées par le constructeur aux 1000, 5000 et 10 000 kilomètres sans aucune limitation dans le temps. Et aussi de conditions tout à fait particulières : Reprise exceptionnelle de votre véhicule. Livraison rapide. Crédit express. Et même Ecoplan* si vous préférez disposer d'une Citroën neuve sans dépenser toutes vos économies. Pour tout savoir sur la semaine des 10 000 km, allez vite voir votre concessionnaire Citroën. Du 24 Mai au 1^{er} Juin, profitez de la semaine des 10.000 km chez Citroën.

Cette année, les Bahamas!

Zenith vous propose pour vos vacances 700 îles! Pour 2.190 F vous pouvez vous offrir une semaine à New Providence, baignée par une eau toujours bleue sous un soleil toujours caressant...

Demandez la brochure Zenith "Bahamas 75" à votre agent de voyages ou Zenith 14, rue Thérèse 75001 Paris tél. 742.65.80 - 266.44.77 (lie. 703 A)

PROS DES FEMMES ET DES FEMMES

à SEVRES

dans un site très privilégié: la résidence des Fontaines

2 petits immeubles de 3 et 4 étages en pierre de taille au milieu d'un parc de 5000 m² situé tout près de la gare et du centre ville, au calme.

du studio au 4 pièces, à partir de 3 800 F le m²

renseignements et vente: sur place, 1 à 5 rue des Pommerets de 14 h à 18 h 30 tous les jours sauf les mardi et mercredi. à CIP, 21, 23 av. Pierre 1^{er} de Serbie - 75116 PARIS - Tél. 720.49.70.

ÉPARGNANTS, ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DES MACHINES BULL...

Si nous voulons, enfin, débarrasser nos intérêts gravement lésés depuis des années et qui, si nous n'y prenons garde, risquent de l'être encore plus à l'occasion de la fusion C.I.L./HONEYWELL-BULL, groupons-nous sans tarder au sein d'un SYNDICAT DE DÉFENSE DES ÉPARGNANTS, ACTIONNAIRES DE LA COMPAGNIE DES MACHINES BULL.

Adresses votre édition de principe, avec une enveloppe timbrée libellée 3, rue de Copernique - 75008 PARIS

LENTILLES DE CONTACT: des millions d'utilisateurs conquis. Pourquoi pas vous?

Ne dites plus "je n'ose pas": des millions de personnes dans le monde ont depuis longtemps renoncé à porter des lunettes et adopté les lentilles de contact. Ne dites plus "ce n'est pas pour moi": chez YSOPTIC, il existe toute une gamme de lentilles de contact spéciales pour yeux sensibles. Ne dites pas "lesquelles choisir?": chez YSOPTIC, des spécialistes vous conseilleront les lentilles de contact qui répondent le mieux à votre cas et vous garantiront une accommodation rapide et une tolérance parfaite. Venez faire un essai. Gratuitement.

YSOPTIC 80, Bd Malesherbes - 75008 PARIS Tél.: 522.15.52

Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

Qui vous fait découvrir de nouvelles Rivieras?

La Californie, c'est la Riviera de l'Ouest. Avec des plages du soleil, de l'espace, de l'espace... A proximité, les plus beaux parcs naturels du monde, les forêts séchées, les vallées sauvages des Westerns et Las Vegas, j'allie du désert toute couverte de strass.

Demandez la brochure "Vacances Fabuleuses" Pan Am 1975 chez votre agent de voyages, ou appelez le 225 92 00. Et appelez-vous vers l'Objet.

Vacances Fabuleuses. PAN AM

DÉFENSE

POINTS DE VUE Les clients du « marché du siècle » à l'heure de la décision

Le conseil des ministres des Pays-Bas, qui se réunit ce vendredi après-midi 23 mai, à La Haye, a mis le remplacement des avions F-104 Skyfighter à l'ordre du jour, et il est vraisemblable que le gouvernement néerlandais annoncera, tard dans la soirée, son attitude définitive sur ce qui est appelé « le marché du siècle » : le choix entre le Mirage F1 - M 53 du

groupe privé Dassault-Breguet, le F-16 de General Dynamics ou le Viggen-Eurofighter suédois. Au total, avec les commandes belges, danoises et norvégiennes, qui s'ajouteraient au contrat néerlandais, ce marché représente trois cent quarante-huit exemplaires et, environ, 18 milliards de francs.

A l'heure actuelle, les gouvernements

norvégien et danois ont manifesté des préférences pour le F-16 américain et une tendance se dégage en Belgique pour le Mirage, cet achat marquant ainsi le point de départ de la construction éventuelle en Europe, d'une industrie aéronautique intégrée qui travaillerait à des fins civiles et militaires.

Les leçons d'un choix

par LUCIEN OUTERES (*)

RAREMENT le choix d'un avion militaire nous procure autant de mouvements diplomatiques et soutiens de telles passions. Même si cet événement n'avait servi qu'à cela, il n'aurait pas été inutile. Car l'achat des avions militaires par quatre pays européens, en servant de révélateur aux philosophies politiques qu'ils professent, aura permis à l'opinion publique de prendre une nouvelle fois conscience de l'écart existant entre les paroles des gouvernements et leurs actes.

Dans le cadre de cette tribune, je n'examinerai pas, bien entendu, l'aspect technique du dossier. Depuis des mois, les études comparatives s'accumulent. Les mérites des appareils en cause sont connus. La conclusion de ces études n'est pas contestée : à Europe, où les gouvernements ont pris une position sans équivoque : la participation à la fabrication du Mirage F1 par notre industrie que celle que nous offre son concurrent américain.

A moins que l'on n'entende décerner le titre européen par priorité aux sociétés multinationales à dominante américaine ? Et, aux yeux des gouvernements intéressés, préférer en l'occurrence le F-16 est, sans doute, une décision plus européenne.

Cette objection apparaît à ce point puérile qu'elle dissimule, bien entendu, des raisons plus profondes. Nous sommes ici une nouvelle fois au cœur du vieux débat sur l'Europe. Comment se fait-il que des dirigeants aussi proches en déclarations sur la nécessité de « faire l'Europe » adoptent, en revanche, dans leur comportement politique, des attitudes aussi contraires à leurs professions de foi ? Évoquer la querelle entre l'Europe européenne et l'atlantisme, c'est sans doute donner à cette question l'essentiel de la réponse. Que ce soit en matière de défense, d'énergie, de monnaie, de technologie avancée, tous les gouvernements qui, chose curieuse, ont réussi à se créer dans l'opinion publique une réputation de bons européens, lorsqu'il s'agit de choisir entre l'Europe et les États-Unis, ont toujours préféré le camp américain. Ce sont ceux qui considèrent comme leur protecteur naturel.

D'une « affaire » à une autre

par PAUL STEHLIN (**)

DANS une étude objective, j'aurais été amené à reconnaître une coopération, à l'intérieur de l'Alliance atlantique, en matière d'industrie aéronautique et à suggérer que le remplacement d'avions périmés donne lieu à une décision commune des gouvernements des pays membres de l'Alliance, plutôt qu'à une compétition déraisonnable entre firmes privées. En attendant que cette coopération devienne effective — il y a plus de vingt-cinq ans que je la réclame, — ma proposition tendait à choisir, à l'intérieur de l'Alliance atlantique, l'avion qui serait à la fois techniquement le mieux adapté à la mission de défense en Europe, financièrement réalisable au meilleur prix et s'est trouvé que, selon moi, l'un ou l'autre des deux avions que le gouvernement américain offrait à cette coopération ne pouvait être considéré comme le mieux adapté. Ma suggestion devait permettre, pour des crédits réduits, de construire, finalement, un nombre d'avions plus important, à l'avantage de l'ensemble des forces aériennes d'Europe et en même temps au bénéfice de la production aéronautique européenne, notamment française. En effet, elle s'inspirait essentiellement de l'offre des Américains de ne pas faire participer leurs collaborateurs européens éventuels aux dépenses déjà engagées : d'études de recherche et d'expérimentation.

S'égarant du problème vital de notre défense qui, aujourd'hui, ne peut être résolu qu'à l'intérieur d'une organisation de sécurité collective, il ne paraissait pas que nous puissions admettre une confusion entre l'intérêt supérieur du pays et les intérêts privés d'une firme commerciale, fût-elle française, et si grand fut son prestige industriel, il se permit de penser que c'est le dirigeant de cette firme, plutôt que le gouvernement, qui orchestrerait cette campagne de calomnie contre moi, probablement par crainte que ma proposition ne portât préjudice à un intérêt particulier dont il faudrait enfin comprendre qu'il ne s'agit pas de nous, mais de l'intérêt national. La question qu'il devrait se poser aujourd'hui serait de savoir pourquoi la presse n'a pas cherché à faire toute la lumière sur l'origine et les causes de cette remarquable machination. La réponse est simple. L'étude qui a été faite et qui n'était qu'un chapitre d'un travail plus général sur l'état de la défense en Europe, soulevait « l'affaire Dassault ».

Plusieurs journalistes, plusieurs écrivains ont, en le courage de regarder la vérité en face. Dans mon

De préférence à un engin américain

LA BUNDESWEHR
ACHÈTE DES MISSILES
ANTICARS
FRANCO-ALLEMANDS

Bonn (A.F.P.). — La Bundeswehr vient d'adopter le système de missiles anticars franco-allemands Hot, a-t-on appris mercredi 21 mai, à Bonn.

La commission de la défense du Bundestag (Parlement ouest-allemand) a, en effet, donné son accord pour que six mille missiles téléguidés de ce type, représentant une valeur de 400 millions de marks (720 millions de francs), soient utilisés par la Bundeswehr d'ici à 1978.

Le missile Hot, qui était en concurrence avec le missile américain Tow, est construit par la Société nationale industrielle aéronautique (S.N.I.A.) et Messerschmitt-Bölkow-Blohm. La France est probablement mal accueillie que la République fédérale d'Allemagne n'achète pas un engin anticars à la fabrication duquel elle est associée. Capable d'atteindre une cible à 4 kilomètres de distance, et guidé par une tête commandée automatiquement infrarouge, le Hot sera monté sur l'hélicoptère BO-105 et le blindé Raketen-Jagd-Fahrer de la Bundeswehr, dont les besoins totaux pour de tels missiles anticars sont évalués à vingt mille exemplaires environ.

ÉCOLE D'INTERPRETES ZÜRICH

Préparation à la profession de traducteur et d'interprète

Conditions d'admission: Baccalauréat ou 2 langues étrangères

Entrée: mars ou octobre

CH-8008 Zurich, Sonneggstr. 82

2 semaines
1 500f.

VOYAGES OPÉRA LAFAYETTE
28 rue Lafayette - 75003 Paris
Tél. 720.15.52

meilleure... complicités... relation privilégiée

كناز التل

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Vers la fermeture d'un centre de post-cure pour toxicomanes en Haute-Garonne

Le Patriarche menacé

De notre envoyé spécial

Saint-Paul-sur-Save (Haute-Garonne). — Accroupis, perdus dans de hautes herbes folles, les « toxico » du Patriarche vont à la pêche aux asperges. « Ici j'en ai trouvé une, et là une autre ! C'est merveilleux on va bientôt pouvoir faire une botte. » Eberlués par le résultat de leur travail, les quatre jeunes qui habitent pour l'instant le domaine de La Mothe, racheté par le Patriarche, écoutent religieusement les conseils agricoles de sa femme. « Vous allez me trouver une faucille et me dégraisser ces asperges. Elles ont le droit de respirer, tout de même ! Un peu en retrait, à rasant de sa rondelle et de sa berbe blanche les dos voûtés et les cheveux mal peignés de ses jeunes pensionnaires en rupture de drogue, le Patriarche donne ses impressions, ses consignes et ses ordres. Et les chèvres rient doux. La cinquantaine, le cheveu blanc ondulé et soyeux, le Patriarche de La Boère (1) est, à l'heure actuelle, l'homme le plus furieux de la Haute-Garonne. Et malheur à ceux qui passent à sa portée : ce procureur de la République venu, en janvier dernier, assister à une perquisition dans le domaine du Patriarche en sait quelque chose, lui qui s'est fait traiter de « procureur de mes fesses ». Son caractère, on ne serait guère étonné, aujourd'hui, de le rapprocher à Lucien Engelmaier : on ne va pas « chipoter » sur ses humeurs au moment où le foyer de post-cure pour toxicomanes qu'il fait fonctionner depuis trois ans à bout de bras et à coups de gueule est menacé d'asphyxie financière et de disparition.

de la drogue pour le retirer aux pensionnaires, je lui ai cassé la figure et l'ai envoyé à l'hôpital. » Lucien, le dur ou cœur tendre, Rana, sa femme, aussi fluette qu'énergique, ne sont pas des théoriciens de la psychologie ou de la psychiatrie. Leur seul système est le vis, le grand air, le claqué dans le dos et le rudement des âmes molles : « Ici on fait du yoga, du judo, du vélo. On bine, on sarcle, on plante, on arrache. On fait des choses énormes. La cause profonde de la toxicomanie se situe au niveau relationnel : il faudrait ouvrir un dialogue permanent entre les parents et les enfants. » Osons un livre qu'il prépare, le Patriarche résume ainsi le pédagogue de la ferme de La Boère : « La structure familiale est partiellement vivable dans son ensemble lorsqu'il y a relation vraie, dialogue ouvert, liberté d'être authentique, c'est ce que nous essayons de créer, un lieu de vie. » Ce n'est pas par hasard s'il est surmonté le Patriarche : il est, tout à la fois le « père Fouquetard » de ces pensionnaires, leur grand-père affectueux, leur frère expérimenté des choses de la vie. Il ne faut pas juger cet ancien commerçant, aujourd'hui pensionné et qui écrit des poèmes, sur son allure ni sur son caractère. Le logement, ce sont les anciens « toxico » qui le portent.

siennaire. Le vent en poupe, le Patriarche s'engage alors dans une vaste opération qui consiste à acquérir le domaine de La Mothe, composé d'un château, de quelques fermes et de plusieurs hectares de terrain, le tout pour le somme presque ridicule de 370 000 francs. Ayant ainsi dépensé tous les dons qu'il avait reçus, le Patriarche attend sagement le versement des indemnités journalières : depuis plus de huit mois il attend encore. L'argent est bloqué et, dans le budget de La Boère, le « trou » est déjà de plus de 50 000 francs. On ne sait pas si les quinze pensionnaires ne devront pas être bientôt renvoyés. « L'argent va être débloqué », vient-on encore de promettre au Patriarche. Mais il a appris à être méfiant... Per un arrêté préfectoral du 28 octobre 1974, le centre de La Boère avait été agrégé, au titre de l'aide à la « réadaptation sociale », comme centre d'hébergement. La direction de l'action sanitaire et sociale de la Haute-Garonne a fait le nécessaire, mais les fonds sont bloqués, depuis octobre, par le préfet de région, qui suit personnellement l'affaire. En dépit des vives répétées d'envoies spéciaux du ministre de la Santé, qui ont fait des rapports favorables, les fonctionnaires de l'administration de l'intérieur estiment que le dossier n'est pas net. « Le retard dans le paiement, explique-t-on à la préfecture, se justifie par le fait que le Patriarche est avare de comptes rendus administratifs et de renseignements financiers. » On aimerait qu'il soit plus précis, méticuleux et ordonné. Quand on se trouve en face de ce truculent personnage, on l'imagine plus facilement pinçant les fesses des filles — il ne s'en prive pas — que rédigeant des rapports pour l'administration, préfectorale.

Dans la région, le Patriarche, qui est aimé comme un taureau et souples comme une barre à mine, n'a pas trop des collages de son domaine pour compléter ses ententes : psychiatres, administrateurs, médecins, conseillers généraux. Il est peu d'officiers qu'il n'ait rebroussés copieusement ou écousés de n'y rien comprendre. On a voulu, en janvier, le « coincer », au cours d'une perquisition qui n'a rien donné. Un grand psychiatre de la région s'entend juré la perte de ce malin. Envoyant irritant, casse-pieds, intendant, le Patriarche n'aurait, en somme, qu'un tort : être plus proche des jeunes qu'il aide à retrouver le goût de vivre que des notables et des médecins. Au vrai, cet homme qui dit : « Je ne connais pas les lois » et n'a rien d'un sous-préfet en mission est comme tous les prophètes ou ceux qui se veulent tels : il n'entre pas dans les cadres administratifs et les normes. Mais, pour être proche des marginaux, ne faut-il pas l'être à sa manière ? La question de Lucien Engelmaier est sans doute « un peu familière », comme il le dit lui-même : quand il s'agit d'aider les drogués, c'est une qualité.

BRUNO FRAPPAT.

(1) Domaine de La Boère, 31507 Saint-Paul-sur-Save.

Des indemnités qui ne viennent pas

Beaucoup de ceux qui sont passés ici depuis trois ans ont pris dans la société une place modeste, mais une place. Lucien Engelmaier aime à citer le cas de cet ancien drogué devenu manoeuvre dans une grande entreprise de la région parisienne, car sa philosophie de la thérapie repose sur des valeurs qui n'ont rien de « subversif ». Voilà pourquoi, dès l'aube, à 7 heures, au son d'une cloche, tous la maisonnette est invitée à se lever.

Une philosophie très simple, une réserve impuissable de chaleur humaine, ont fait de La Boère l'un des seuls centres efficaces pour la post-cure des toxicomanes. Les anciens « réinsérés » sont déjà quelques dizaines. D'abord discret sur ses activités, le Patriarche avait lancé l'été dernier une opération de relations publiques qui lui a valu, après quelques articles de presse, de recevoir des dons importants. L'association créée pour les recevoir obtint ensuite un agrément officiel et un prix de journée : 53 francs lui seraient versés par journée de per-

En hommage à Lucien Febvre, ancien professeur d'histoire de la civilisation moderne au Collège de France (1933) et fondateur, avec Marc Bloch, des Annales d'histoire économique et sociale (1929), un colloque international, « Strasbourg au cœur religieux du système arié », sera organisé à Strasbourg au palais de l'université (salle Fustel de Coulanges), du 25 au 29 mai. M. Trochu, président de l'université des sciences humaines, prononcera une allocution d'ouverture en l'église Saint-Nicolas, 34 rue de Valenciennes, le 25 mai, à 18 h. 15, où se tiendra une exposition. M. Pierre Fimlin, maître de Strasbourg, inaugurera le colloque proprement dit le 26 mai, à 9 heures.

DANS L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Les syndicats de personnel réclament une convention collective unique

Quatre syndicats de personnel de l'enseignement privé — la syndicat national de personnel de l'enseignement privé (S.N.P.E.P.-C.G.T.), le C.F.D.T., la C.G.C. et la C.F.T.C. — ont réclamé, au cours d'une conférence de presse réunie récemment, la signature d'une convention collective avant la fin de l'année scolaire. L'enseignement confessionnel, qui représente environ 90 % des effectifs des établissements privés (soit près d'un million huit cent mille élèves) est régi actuellement par une douzaine de conventions collectives différentes. L'enseignement privé laïque est couvert, lui, par trois conventions (primaire, secondaire et technique) datant de plus de quinze ans. « Ces conventions collectives, dont le contenu est le plus souvent dépassé par la législation actuelle, ne sont elles-mêmes pas appliquées et où elles devraient l'être », souligne M. Daniel Chetel, secrétaire général du S.N.P.E.P.-C.G.T., au nom de l'inter-syndicale. Elles ne comportent d'ailleurs aucun accord salarial. « Les syndicats estiment, par ailleurs, à 75 % le pourcentage d'établissements laïques n'ayant pas encore signé de convention. « Les établissements catholiques, dont le plupart sont sous contrat (la personnel enseignant

est ainsi rétribué par l'Etat), et les « marchands de formation », c'est-à-dire les établissements privés non confessionnels, qui refusent de passer des contrats. « Ce sont bien souvent de petites entreprises familiales qui ont démesurément grossi. Le personnel, soumis à un paternalisme d'un autre temps, n'est pas dans sa grande majorité couvert par des conventions collectives. « Les personnels de service et administratifs y sont astreints à cinquante heures de travail hebdomadaire sans heures supplémentaires (le personnel de cuisine fait quatre-vingt heures). C'est un des rares secteurs professionnels en France qui n'a encore connu aucun droit d'application pour le lot de quarante heures. »

D'autre part, « la qualification des enseignants, généralement sensiblement inférieure à celle nécessaire pour la fonction qu'ils occupent, est utilisée pour les sous-payer. Les libertés syndicales sont quasi inexistantes. Il n'est pas rare, quand un syndicat demande des élections de délégués du personnel ou la constitution d'un comité d'entreprise, de voir des établissements se diviser en autant de petites sociétés différentes qu'il est nécessaire pour échapper à la législation sociale. « Des négociations sont entamées depuis 1969 au ministère du travail pour élaborer une convention collective unique, susceptible d'être étendue. Le tronc commun est actuellement rédigé, il reste à étudier des annexes. Les quatre syndicats demandent que le tronc commun soit signé lors de la prochaine rencontre (le 4 juin), mais la Fédération nationale de l'enseignement privé laïque exige que tout soit réglé avant de donner son accord. Ce qui recule à plusieurs mois le date de la signature.

Un colloque franco-québécois sur l'enseignement des techniques biologiques dans les instituts universitaires de technologie (I.U.T.) français et les collèges d'enseignement général et professionnel (C.E.G.P.) québécois aura lieu, du 2 au 6 juin à l'I.U.T. de Créteil (département de biologie appliquée), avenue du Général-de-Gaulle, 94000 Créteil. Plusieurs ateliers sont prévus, notamment sur les thèmes : évaluation et enseignement en équipe ; audiovisuel ; enseignement à partir du concret ; formation humaine ; méthodes d'enseignement télévisé ; perfectionnement pédagogique, en particulier à partir d'expériences québécoises. * Enseignements jusqu'à 11 h 20 mai ; Philippe Rioux, I.U.T. de Caen, département de biologie appliquée, boulevard du Maréchal-Juio, 14032 Caen Cedex. Tél. (131) 51-13-02 poste 540.

OSFB ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 874-24-50

à champmesnil: le meilleur crédit de la région parisienne. un crédit bancaire exceptionnel des équipements collectifs un environnement séduisant

SEULE TWA PEUT VOUS OFFRIR AUTANT POUR L'AMERIQUE.

Trois plats internationaux au choix, sur chaque vol en classe économie servis par une hôtesse de Springfield, Missouri.

Un cocktail du Kentucky, d'Ecosse, des Bahamas, ou de Londres servi par une hôtesse de Rock Springs, Wyoming.

Un choix de 2 films et de 8 programmes radio internationaux, plus quelques bons tuyaux sur New York, proposés par une hôtesse de l'île de Manhattan.

TransWorld Service
TWA.

Le service international sera chargé à partir de mai 1975 pour les destinations en vol. Il est en panne pour les vols domestiques en classe économie.

IDÉES

LE CHRISTIANISME DEVANT LA SOUFFRANCE

DOLORISME ET RELIGION

par HENRI FESQUET

Que la science n'ait pas seulement modifié les conditions matérielles de l'existence est une évidence gênante pour les adversaires du matérialisme.

une religion doloriste plus à l'aise devant la souffrance physique ou morale que devant le bonheur ou la victoire.

doctrine et intellectuellement aussi rigoureux que Pie XII ? Le chrétien a des motifs supplémentaires de lutter contre la souffrance.

Un mal

chaque croyant d'accomplir ou de refuser peut être un réconfort, au moins aux heures de répit.

Le puits

Sur son lit de mort, le cardinal Pierre Verdon, archevêque de Paris, disait : « Nous savons faire de belles phrases sur la souffrance. Mais même les saints ont souffert. »

Ressentiment

Le moralisme, et ses interdits infantiles, a utilisé tous les registres de la religion pour imposer son carcan de moralité.

En créant des hôpitaux, Vincent de Paul n'a fait qu'obéir à son idéal chrétien.

Si le dieu de l'Ancien Testament était un dieu de vengeance, la justice ou même la vengeance, celui du Nouveau Testament est essentiellement bon et miséricordieux.

Pie XII ne savait-il pas lire « la Bible » ?

« Tu en/entends dans la douleur... » On a cru voir dans ce verset biblique (Genèse 3, 16) la preuve que Dieu avait condamné la femme à accoucher dans la souffrance et qu'en conséquence

les chrétiens devaient se détourner des techniques que l'on sait. Certains théologiens ou exégètes n'ont sans doute pas fait grand-chose pour détruire ce préjugé.

- (1) « Offrir ses souffrances » : ce vocabulaire est commode mais imprécis, voire inadéquat. Car on ne saurait offrir à Dieu un mal qui n'a pas voulu.

- (2) Dieu n'a pas défendu aux hommes de rechercher et d'utiliser toutes les richesses de la création... d'alléger le travail, la fatigue, la douleur, la maladie et la mort.

RELIGION

DEUX ÉTUDES

Oui et non à Taizé

Deux livres sur Taizé. Un plaidoyer et un réquisitoire, dont la parution simultanée n'est sans doute pas fortuite.

bergs espagnols... ? J'on demanda pardon à Frère Roger, dont la douce sérénité resta secrètement et profondément visible.

La seule note légèrement discordante dans ce péan : le commentaire final de Hubert Beuve-Méry (le Monde du 16 avril), qui a suivi l'histoire de Taizé avec intérêt.

Mais l'apport le plus incisé et novateur se trouve dans le deuxième partie du livre, l'utilisation des méthodes d'analyse linguistique et sociologique.

ALAIN WOODROW.

La Grande-Bretagne avec votre voiture... vacances économiques qui commencent avec Townsend Thoresen



Avec votre voiture, prenez la bonne direction et utilisez le mode de transport idéal : UN CAR FERRY DE LA TOWNSEND THORESEN.

les balcons de bellini. 6 raisons d'y investir et d'y habiter. 1/Un quartier calme, à 300 mètres du Pont de Neuilly.

les Balcons de Bellini. Merci pour la documentation gratuite sur : Studio 2 pièces 3 pièces.

Handwritten Arabic text at the bottom of the page.

PRESSE

Les conséquences au conflit du «Parisien Libéré»

Nouvelle grève des ouvriers du Livre le 27 mai

Le conflit ou « Parisien libéré » fait l'objet d'un nouvel ordre de grève générale de vingt-quatre heures, lancé par le Syndicat du Livre (C.G.T.) pour le samedi prochain. En conséquence, aucun quotidien ne devrait paraître le 27 mai.

Dans un communiqué, le comité fédéral national de la F.F.T.T.-C.G.T. a mis en évidence la lutte courageuse des travailleurs du Parisien libéré, qui sont engagés dans un combat très dur pour défendre leurs conditions de vie, de travail, le potentiel syndical national et la liberté d'expression.

Il dénonce l'insécurité des pouvoirs publics, la collusion du patronat et du pouvoir, et la position insoutenable de la direction confédérale Force ouvrière, qui apporte sa caution inconditionnelle à la direction du Parisien libéré.

L'attitude complaisante de cette direction confédérale est l'indice d'une organisation qui se réclame du syndicalisme. Le comité fédéral national alerte et met en garde les travailleurs du Livre sur les tentatives patronales, dont le but est de démanteler la Fédération du Livre C.G.T.

Il s'engage contre l'attitude très grave portée à la liberté d'expression, à l'indépendance nationale par le pouvoir, qui accepte la censure d'un quotidien français à l'étranger.

C'est pourquoi le comité fédéral national appelle les travailleurs de la presse parisienne, régionales et départementales (journaliers, employés, cadres) à une riposte énergique par un arrêt de travail de vingt-quatre heures.

En conséquence, aucun journal portant la date du 27 mai 1975 ne devra paraître. D'autre part, le comité, après avoir examiné la situation dans les imprimeries de la région de Paris, a décidé, le jeudi 22 mai, d'empêcher que ne se poursuive en Belgique l'impression du Parisien libéré. Ce journal était édité, depuis deux jours, dans différentes imprimeries belges. Le Scorpion, à Strombeek (dans l'agglomération bruxelloise), Haux, à Nivelles, ainsi que dans une usine de Tarnier. Le quotidien Demain, Het Volk avait également été pressenti, mais avait refusé (ce journal appartient aux syndicats chrétiens).

Dans l'éditorial du Parisien libéré daté du 23 mai et intitulé « A nos amis lecteurs », qui rapporte la Correspondance de la presse, — on peut lire : « Pour le maintien d'une presse libre, et pour vous, amis lecteurs, nous ne céderons pas aux tentatives de dissolution des groupes qui ne représentent, en fait, qu'une fraction extrémiste de sa propre confédération. Nombreux en effet sont les imprimeurs qui, en France comme en Europe, ont clairement indiqué leur hostilité aux « milices rouges » du Livre parisien (C.G.T.), qui déshonorent leur corporation en commettant de véritables actes de terrorisme. Vingt à vingt-cinq millions ont été déposés et sont instruits. (...) Nous saluons, pour conclure, le courage des imprimeurs ».

« étrangers » qui assurent une partie de notre tirage et ceux des dépositaires français. Avec eux, avec vous, et avec l'immense majorité du personnel appartenant véritablement à l'entreprise, réuni au sein du comité inter-branches, le combat pour la presse libre est gagné. »

Mais le syndicat parisien des diffusions de presse C.G.T. rappelle les consignes précédemment faites aux agents de la vente de la presse d'être solidaires des travailleurs du Livre, en refusant de vendre tout exemplaire du journal le Parisien libéré qui ne serait pas tiré dans l'imprimerie habituelle de la rue d'Enghien.

Pour leur part, les jeunes du Centre national des indépendants regrettent que le gouvernement se retranche derrière l'aspect technique de ce conflit, alors qu'un grand journal est en train de mourir. Ils déclarent que « certains éléments du syndicat du Livre C.G.T. passent en revue en tous sens les actions de commande contre les journaux qui transportent les exemplaires du journal ou contre les imprimeries qui travaillent pour lui. »

C'est donc le conflit du Parisien libéré qui provoque ce nouvel arrêt de travail, le deuxième en un mois pour la presse quotidienne parisienne, qui n'a pas paru le 15 avril dernier.

A une époque où le presse écrite se débat dans les pires difficultés, redisons inlassablement qu'il est dangereux de laisser, même pendant vingt-quatre heures, le monopole de l'information et du commentaire à la radio et à la télévision.

L'affaire du Parisien libéré risque d'avoir des conséquences plus graves et plus durables. On sait que depuis novembre 1974 les dirigeants de ce journal avaient demandé que de nouvelles conditions de fabrication soient étudiées pour leurs multiples éditions régionales. Mais aucune négociation n'a pu s'engager entre le Syndicat du Livre et le Syndicat de la presse parisienne, dont le Parisien libéré et l'Equipe, appartenant tous deux à M. Emilian Amaury, ont démissionné. La direction du Parisien libéré, arguant de sa nouvelle appartenance au Syndicat des quotidiens régionaux, a demandé l'application des conditions de fabrication moins onéreuses appliquées en province. De leur côté, les ouvriers ont fait valoir que les conditions de travail et les salaires techniques parisiens formaient un tout et qu'il n'était pas possible de modifier pour un seul titre des clauses qui s'imposent à tous, de même qu'il ne suffit pas de quitter un syndicat professionnel pour être dispensé d'appliquer les conventions existantes.

Le conflit est entré dans une phase aiguë au moment où le Parisien libéré a décidé soudainement de supprimer les éditions confonctionnées rue d'Enghien, de se limiter au petit format et d'encourager la création de petits journaux locaux destinés à se substituer aux éditions régionales. Le Syndicat du Livre tente d'empêcher l'impression et la distribution de ces éditions puis, constatant l'absence de négociation, décide de faire grève à l'imprimerie du Parisien libéré où était tirée l'édition en petit format.

Ceux qui connaissent la légendaire obstination de M. Emilian Amaury n'ont pas été surpris en apprenant, il y a trois jours, que le Parisien libéré était provisoirement imprimé en Belgique, diffusé par les moyens du bord, et que, dans les prochaines semaines, des machines rotatives offertes étaient installées dans plusieurs imprimeries, dont celle de Saint-Omer, permettant à nouveau le tirage du Parisien libéré dans la région parisienne, mais en utilisant un personnel qui ne dépendrait plus du Comité inter-syndical du Livre parisien (C.G.T.). C'est désormais l'épreuve de force aux conséquences imprévisibles, et toute la presse parisienne et nationale, tous les travailleurs du Livre y seront engagés.

Le Monde ne peut que renouveler

publiquement aujourd'hui le souhait qu'il formule dans les instances professionnelles depuis des semaines : des négociations immédiates doivent s'engager entre le Syndicat de la presse parisienne et les organisations professionnelles du Livre pour déterminer les conditions de fabrication d'un journal composé et imprimé selon des procédés modernes. Il faut proposer à la direction du Parisien libéré, qui reste, comme son titre l'indique suffisamment, un journal parisien, un nouvel accord qui réponde à ses besoins économiques. L'étrange absence des pouvoirs publics devient, d'autre part, posant. Signifie-t-il que la disparition d'un ou de plusieurs titres de la presse quotidienne est envisagée sans trop d'émotion ? — J. S.



Les établissements financiers ont aujourd'hui besoin de maîtriser les coûts de personnel et des opérations dont dépend directement leur marge bénéficiaire. NCR imagine et construit des systèmes informatiques exactement adaptés aux besoins de chaque secteur d'activité. Par exemple, les systèmes de saisie des données.

26-27-28 MAI 1975 NCR ouvre le dialogue sur la saisie des données. U.S. TRADE CENTER 123, avenue du Général-de-Gaulle - NEUILLY - TEL. 624.33.13



Systèmes informatiques NCR FRANCE, 191, rue de Valenciennes - 75015 PARIS - TEL. 578.6138

Un confort et une élégance typiquement britanniques



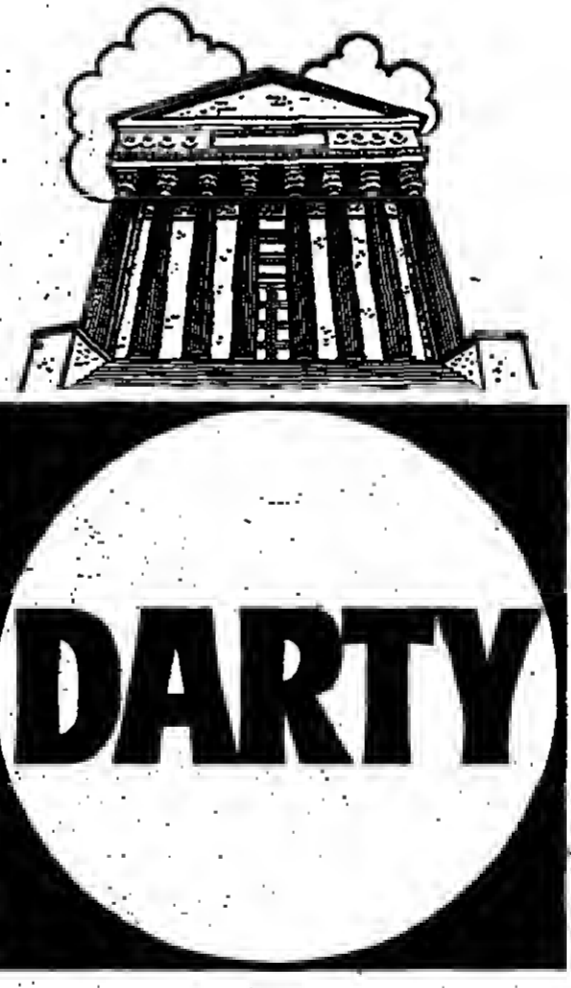
Rover



Jaguar

- PARIS 57 - Paris France Garage 10-12, rue de Bellefond - 878.26.54 16 - Garage Roch 35, rue Paul-Volny - 727.31.02 16 - Franco-Britannique Autos 21, avenue Kléber - 533.57.45 17 - Elia J. Bergey 27, bd Pasteur - 380.61.14 17 - Voitures Paris Monceau 14, rue Condorcet - 227.06.40 19 - Garage des Ardennes 3-5, rue des Ardennes - 209.30.75 PONTAINEBLEAU Garage St-Antoine 55-57, rue de France - 422.31.51 BOULOGNE-S/SEINE 516 Gaspardian 77, avenue Pasteur-Gambier - 498.33.33 ROVER à partir de 31 490 F LA GARENNE-COLOMBES Ets Baral S.A. 49, bd de la République - 242.24.64 LEVALLOIS-PERRET Garage Wilson 116, rue du Président-Wilson - 737.42.82 ST-OUEN Car Service 95 45, bd Jean-Jacques - 606.16.79 ARGENTEUIL Savit S.A. 1, rue de la Grande-Croix - 961.70.61 PONTOISE Segel 35, rue Séd-Depoix - 464.17.14 PONTAINEBLEAU Garage W. Hoon 116, rue de la République - 242.24.68 LEVALLOIS-PERRET S.A. Bretagne 3, rue de Bretagne - 737.64.40 LEVALLOIS-PERRET France-Britannic Autos 25, rue P.-Commer - 739.50.24 LEVALLOIS-PERRET Garage Wilson 116, rue de la République - 242.24.68 NEUILLY Alfa 15, avenue de Madrid - 604.71.40 DRANCY Garage Maggi 68, avenue Jean-Jacques - 294.18.45 LA VARENNE Garage du Château 4, avenue de Châteaux - 885.15.68 JAGUAR à partir de 60 500 F

Pour les prix les plus bas, descendez !



Darty-sous-la-Madeleine. Electroménager, Hi-Fi, télévision.

Accès par le parking. Entrées : place de la Madeleine, rue Tronchet, boulevard Malesherbes.

AÉRONAUTIQUE

Après le rapport sur la catastrophe aérienne de Nantes

Nous avons reçu la lettre suivante du général de corps aérien Jacques Le Grolmeac (cadre de réserve), qui dirigeait la défense aérienne et le plan Clément Mérieux lors de la catastrophe aérienne de Nantes, en 1973 :

Dans le Monde du 15 mars 1975 ont paru simultanément deux articles traitant de la catastrophe aérienne de Nantes : l'un du pilote espagnol, mettant en cause les contrôleurs militaires, l'autre sous ma signature, soulignant, suite à la publication du rapport de la commission d'enquête, l'étendue des responsabilités de l'équipage du Spantax.

Je trouve, en conséquence, singulier que les signataires de la correspondance publiée sur ce même sujet, dans le Monde du 15 mars 1975, s'étonnent que je puisse, en qualité de responsable des contrôleurs militaires, opiner dans ces colonnes, mais, en revanche, observent la plus grande discrétion sur le fait que le pilote espagnol dispose lui aussi, et c'est heureux, de ce privilège dont il use d'ailleurs abondamment, renouvelant dans le Monde du 1er avril 1975 ses attaques contre les contrôleurs militaires. Ceux-ci n'auraient donc pas les mêmes droits de s'exprimer que celui-ci. Cette conception de la liberté d'expression a été qualifiée par Voltaire. Elle n'est pas la même. Car la vérité ne peut sortir que de la confrontation des idées sur des faits dûment établis. C'est bien dans cet esprit que j'ai, dans mon article du 15 mars 1975, souligné et commenté des faits sur lesquels j'appelle à nouveau l'attention et qu'il convient de mettre en lu-

mière. Et ce, au bénéfice des parties concernées et de la justice.

[Le droit de réponse du général Le Grolmeac met un terme, pour notre part, à l'échange de correspondances, dans « le Monde », des différentes parties concernées par la publication du rapport d'enquête.]

ANCIENS COMBATTANTS

LE TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE DE NARVIK

Le prince héritier Harald de Norvège est arrivé jeudi 23 mai à Paris pour célébrer, avec les anciens du corps expéditionnaire français, le trente-cinquième anniversaire de la bataille de Narvik. Le prince, accompagné de son épouse, la princesse Sonja, assistera, dimanche prochain à Lyon, à la réunion annuelle des anciens combattants qui participèrent en 1940 à la campagne de Norvège et, notamment, à la reprise dans des conditions difficiles de la ville de Narvik, le 23 mai 1940 par le général Béthouart : ce fut la première victoire alliée de la deuxième guerre mondiale. L'anniversaire a été également marqué par une cérémonie célébrée, ce vendredi matin 23 mai, à l'Arc de triomphe.

Le parc de Yellowstone. Le plus grand parc des Etats-Unis. 9000 km² de beautés naturelles. L'un de ses 10000 geysers projette 40000 litres d'eau bouillante à 54 m de hauteur tous les 64 mn. Vous pouvez visiter Yellowstone à pied, à cheval, ou en voiture.



Descendez les torrents des canyons.

Les habitués vous diront que la vitesse, la fraîcheur des rapides et le calme de la nuit dans les canyons sont une expérience unique que l'homme des villes ne peut pas imaginer.

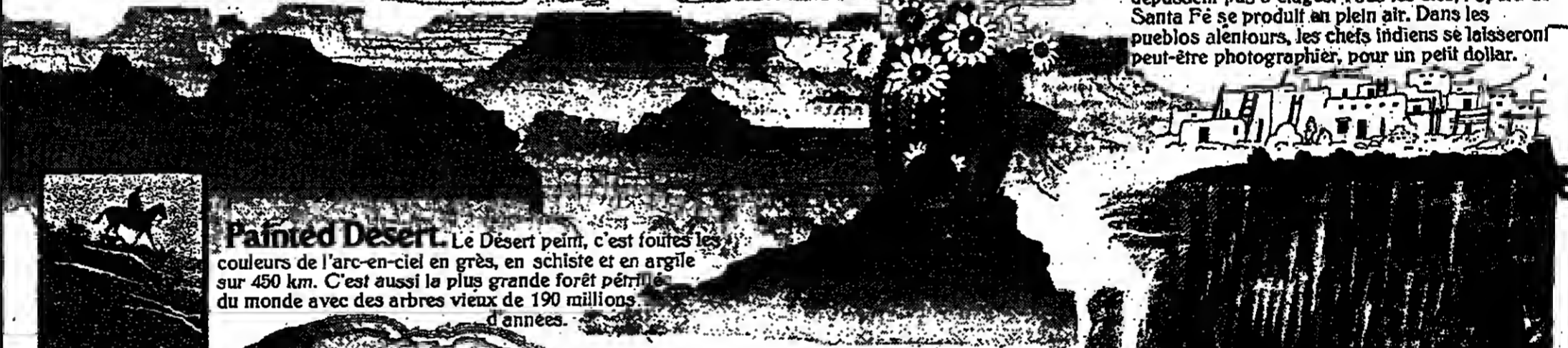


Monument Valley. Désert, pics de grès et villages indiens Navajo. Un décor de western en cinémascope naturel.

Promenez-vous aux Etats-Unis sans rencontrer un seul gratte-ciel.

Grand Canyon. Un abîme de 1500 mètres de profondeur, de 350 km de long, où les strates formées il y a 230 millions d'années varient du rouge éclatant au jaune lumineux. Vous pouvez descendre au fond à dos de mulet.

Santa Fé. A plus de 2000 m d'altitude, des rues étroites, des patios, des plazas et des maisons en terre, roses et rouges, qui ne dépassent pas 3 étages! Tous les étés, l'opéra de Santa Fé se produit au plein air. Dans les pueblos alentour, les chefs indiens se laisseront peut-être photographier, pour un petit dollar.



Painted Desert. Le Désert peint, c'est toutes les couleurs de l'arc-en-ciel en grès, en schiste et en argile sur 450 km. C'est aussi la plus grande forêt pétrifiée du monde avec des arbres vieux de 190 millions d'années.

Steamboat Springs.

Menez la vie des cow-boys. Conduisez 500 fêtes de bétail, à cheval, vers leurs prairies d'été. On se nourrit de barbecue et l'on dort à la belle étoile.

Gallup.

A la mi-août, tous les ans, a lieu ici la cérémonie indienne intertribale. Profitez-en pour acheter les produits de l'artisanat indien.



Carlsbad Caverns. D'immenses salles souterraines qui sont les plus anciennes cavernes du monde. Descendez à 252 m sous terre et faites-y une promenade de 5 km.

Le long des Montagnes-Rocheuses se trouve une immense région où les beautés naturelles sont soigneusement préservées. C'est le pays des canyons, des grands parcs nationaux, des ranches de cow-boys, des dernières tribus indiennes. Vous pouvez suivre l'un des nombreux tours qui vous sont proposés (certains

vous offrent des séjours dans des ranches et des randonnées à cheval). Ou découvrir vous-même la région en louant une voiture ou un camping-car. Il y a en France 40 Centres de Renseignements Touristiques USA pour vous conseiller. Cela ne coûte pas cher de voyager aux USA : vous pouvez louer une voiture

pendant une semaine, kilométrage illimité, pour 500 F (le permis français est valable et l'essence est deux fois moins chère!). Pour 600 F, vous avez 15 jours de voyage illimité dans les luxueux bus Greyhound et Continental Trailways (le billet s'achète en France). Enfin une bonne chambre d'hôtel coûte

100 F, et un bon repas 20 F. Rien de ruineux! Tout le pays commence cette année à fêter son bicentenaire. Fêtes, opéras, ballets, concerts, expositions, l'Amérique va se surpasser. C'est le moment d'y aller.

Aller-retour Paris/Denver: 2.700F*

Louez un camping-car, kilométrage illimité, 230F par jour.**

Envoyez ce bon à Publi-Trans USA : Place de la Vigne-aux-Loups, 91160 Longjumeau, pour recevoir gratuitement la brochure Vacances USA, avec la liste des Centres de Renseignements Touristiques USA qui pourront vous conseiller. (Ils sont signalés par l'emblème ci-contre).



Nom
Adresse
Code Postal Ville
DM

*Réservation deux mois à l'avance.
**Demandez les programmes Tourwest à votre agence de voyage.

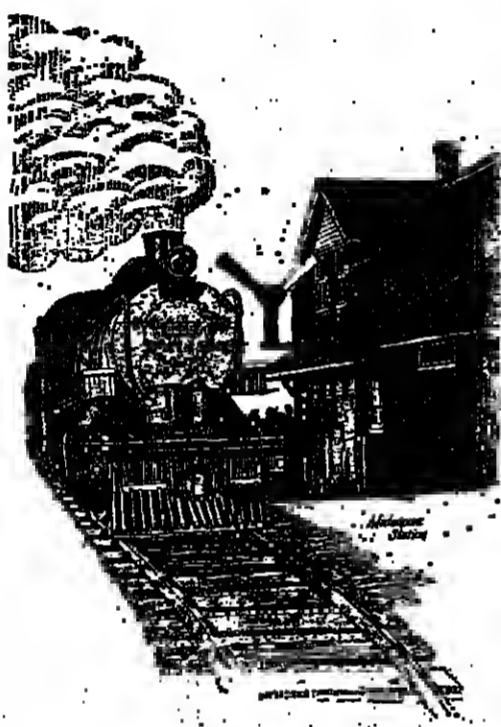
هكذا من الأهل

Le
VALIER
SUD
CAN
THAI
22/

Tourisme

Dans les Rocheuses de l'Alberta

LE FAR-WEST DES CANADIENS



IMAGINONS qu'il s'appelle Ted, Burt ou Bruce, peu importe... dans une société, marié et père de deux enfants...

Calgary (quatre cent cinquante mille habitants), c'est la seconde ville de l'Alberta, cette province de l'Ouest canadien...

La province est à l'échelle du pays, mieux: du continent entier... le chewing-gum, le hamburger-cuit à cheval...

Des Etats-Unis, l'Alberta a aussi hérité l'obsession jamais tout à fait assouvie de se construire coûte que coûte un passé...

Tout est là: la gare, et ses vrais trains, du wagon à plat-forme aux antiquaires voitures-couchettes...

Chaque année, Heritage Park reçoit trois cent mille visiteurs... réviser à cet inoubliable hier qui leur tient tant à cœur.

Comme beaucoup d'habitants de l'Alberta, Ted

possède un motor-home s'il n'en est pas propriétaire, il en louera un l'après-midi, et à l'échelle des routes...

Avec un tel véhicule — et tout ce que cela peut laisser supposer de liberté d'action — prendre le chemin des parcs...

Imaginons que notre ami ait choisi le parc de Banff. Il lui faudra de rouler 120 kilomètres sur une route excellente...

Les hommes du corral

En cas de collision avec un animal, nous expliquent un familier de ces réserves, sans manifester pour autant le moindre anxiété...

La vie rêvée, non? demandait à ses clients français, Henke Roessingh, ex-Hollandais en rupture d'Indonésie...

Sévérité égale sagesse: ce n'est qu'au prix de telles mesures presque toutes draconiennes que le Canada a accompli ce tour de force...

longueur d'années, et où les voitures restèrent arrêtées sous longitudes que les motards auront décidé d'occuper l'asphalte pour ruminer en paix tout en s'offrant un bain de soleil

« Savez-vous quand ont été créés ces parcs? » Interrogé, très assuré d'avoir le dernier mot, un hôtelier de Banff — Banff date de 1857, l'empereur de 1907... Décidément en avance sur le reste du monde.

Le gopher, le petit « chien de prairie » immortalisé par les films de Walt Disney, est assez effrayé pour venir prendre dans le matin les graines qu'on lui tend...

D'autres fois, quand se réveille le vieil atavisme qui dort au fond de tous les enfants de pionniers, l'homme de Calgary tourne le dos aux Rocheuses...

« La vie rêvée, non? » demandait à ses clients français, Henke Roessingh, ex-Hollandais en rupture d'Indonésie, aujourd'hui Canadien à part entière...

La vie rêvée. Pourtant, comme on lui demandait où il aimerait aller, histoire de changer d'air, il répondait sans hésiter: « Mais à Paris, voyons! »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND. * Air Canada (24, boulevard des Capéciers, 75008 Paris, tél. 1-33-94-44) ; 35, rue du Président-Henri, 1-90-74-34 ; 42-43-45, rue de la République ; * Péninsule Canada-U.S.A. 1913 ; un certain nombre de formalités, dont notamment une carte d'abonnement ferroviaire, le Canamailpass, valable sur tout le réseau de la Canadian National, des circuits, des séjours en hôtel, des vacances de pêche, etc. * Office de tourisme du Canada ; 4, rue Scribe, 75008 Paris, tél. : 742-22-34.

TOURISME HOTELS RECOMMANDES

Campagne 0720 LA LOUVESQ (Ardèche) HOTEL BEAU SITE... ST-PARDOUX-LA-CROISILLE HOTEL BEAU SITE...

Côte d'Azur VILLEFRANCHE-SUR-MER Hôtels WELCOME... Mer 34500 BEZIEURS Hôtel LE TAMAROU...

Montagne 04400 LE SAUZE (Alpes du Sud) Hôtel LE DARU... Provence 07140 LES VANS CHATEAU SCIPIONNET...

Station thermale AIX-LES-BAINS HOTEL BRISTOL... AROCHA (Orisons) HOTEL VALAANA...

Ile de Jersey (Iles Anglo-Normandes) Petit Etat indépendant et joyeux sacré à 20 km des côtes normandes...

Un train pour la fête des mères

L'Association pour le tourisme ferroviaire (A.T.F.) se propose d'organiser le 25 mai, jour de la fête des mères, un train spécial au départ de Paris-Austerlitz.

Martinique à toute vapeur

L'Association du musée des transports de Pithiviers (Lilret) organise les 24 et 25 mai un festival vapeur.

Du sang de taureau sur les rails

Depuis le 20 mai et jusqu'au 6 juin, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits propose à la clientèle de ses wagons-restaurants des repas à la groise.

Domaine des Albères. A l'aplomb de montagne, entre la mer et les Pyrénées, le Domaine des Albères est un des plus beaux sites du Roussillon. Vous n'y découvrirez pas seulement une vue admirable, mais aussi un climat particulièrement agréable...

VACANCES. Laissez donc votre voiture pour faire l'un de nos 80 circuits autocar. PAYSAGES D'ESPAGNE ITALIE - AUTRICHE - PARIS - MOSCOU - LE CAP NORD, ETC. le tourisme français

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.

Metz, Annecy, Colmar...

Les villes d'art ont plus honte de leurs vieilles pierres

Metz, un hôtel d'époque Louis XIII, rue de la Chevre, siège de l'association de défense, va être démolit. Malgré la promesse de créer un secteur sauvegardé et les déclarations de bonnes intentions, les édiles n'ont pu changer du tout au tout la politique urbaine...

Metz, où l'héritage est certes lourd, le montrent bien. Mais les édiles ne sauraient compter sans ces militants capables d'enflammer une opinion publique léthargique à propos de dossiers que les campagnes électorales n'ignorent plus tout à fait...

Des maires de bonne volonté

La crise économique aidant, les responsables s'accrochent aujourd'hui à vanter les attraits de la réhabilitation des immeubles anciens, à décrire les charmes de la vie en ville, et les beautés du patrimoine architectural...

MARCHÉS PARISIENS (suite)

Les marchés couverts parisiens sont menacés un à un par la rénovation. Les quatre associations qui défendent le marché Saint-Germain (8^e), Saint-Quentin (10^e), des Batignolles (17^e) et le carreau du Temple (2^e) s'efforcent de se grouper pour une action commune...

pourraient-ils pas être construits sur d'autres terrains : l'hôpital Villemin, pour le marché Saint-Quentin, et deux écoles désaffectées, pour le carreau du Temple, accueilleraient aussi bien les crèches et les clubs...

Tourisme

De Metz à Annecy, en passant par Lyon, Sarlat, Colmar, Grenoble, Lille, Montfermeil, on retrouve ce souci dans les fiches établies par les différentes associations et illustrées de photographies et de plans. Quelques expériences étrangères (Tchécoslovaquie, Fribourg, en Suisse; Namur, en Belgique) sont évoquées. Si ce document n'est pas épais, il informe utilement. On y raconte comment une association prend en main, au Puy, la renaissance de la vieille ville...

à sa ville un « nouveau cœur » en faisant table rase des vieux quartiers qualifiés d'infrastructures laudables. L'initiative de « ville d'art » est aujourd'hui prise, même si les édiles d'assurent pas toujours les responsabilités qu'entraîne cet honneur.

MICHELLE CHAMPENOIS.

« Dix ans de restaurations », 75 pages, 15 francs. Vente pour la France : Régis Neyret, 2, place du Change, 69005 Lyon. Civitas Nostra : Statens 14, 106 Fribourg (Suisse). « Section française de l'ICOMOS, conseil national des villes d'art », hôtel de Saint-Aignan, 75, rue du Temple, 75003 Paris.

POUR VOS VACANCES PENSEZ CROISIERE, à tous les prix sur toutes les mers... CROISIMER une sélection des plus importantes compagnies de croisières. Il y a certainement une agence de voyages agréée CROISIMER dans votre ville pour vous conseiller efficacement.

TICKETS AUTO formule originale pratique, économique : choisissez votre voiture parmi nos 13 modèles, et bonne route ! * n'oubliez pas d'acheter vos tickets à l'avance 1 ticket = 24 heures assurances, taxes, kilométrage inclus autorent 555-53-49 11, rue Casimir-Périer 75007 Paris

LIBAIR 17, rue Turbigo - 75002 PARIS 191 : 555 05 60 et 231 53 99 ALBANIE CIRCUIT 2 SEMAINES YOUGOSLAVIE Ile de Brac SEJOURS DE 15 JOURS

ÉTUDIANTS! L'UNEF, a créé un service de Voyages-Vacances V. T. U. Pour vos vacances d'été. U.R.S.S. 2 semaines 1.550 F TUNISIE 3 semaines 2.050 F TURQUIE 3 semaines 2.050 F PORTUGAL 3 semaines 1.480 F CUBA 3 semaines 3.450 F

Le 9 août, si vous êtes avec nous à Amalfi, vous prendrez votre petit déjeuner en robe du soir...

Carras Croisières Carras: la liberté de choisir. Carras exceptionnellement spacieuses, presque toutes avec baignoires dotées sur les ponts, toutes équipées de salles de bains, air conditionné, moquette, téléphone... une cuisine raffinée proposant de nombreuses spécialités locales... un institut de beauté et un salon de coiffure... des boutiques hors-taxes... une piscine... 2 saunas... un gymnase... une bibliothèque... un cinéma-théâtre... un tir aux pigeons...

A QUEL SAINT SE VOUER POUR ALLER EN IRLANDE AU PRINTEMPS? S'-Patrick: emmenez votre voiture gratuitement. S'-Patrick: louez une voiture et voyagez pour 460F. Irish Cootinental Line - Transports et Voyages 8 rue Auber 75441 Paris Cedex 09 - Tél. 742.31.49

DECOUVERTE - CONNAISSANCE AMITIÉ avec

U.R.S.S. : SEMAINE LINGUISTIQUE
de 4 semaines. Tout compris : 1.500 F. A Moscou ou à Windimir du 8 juillet au 3 août.

BULGARIE : SEMAINE de 3 semaines. Tout compris : 1.450 F. Deux semaines de circuit : Sofia, Plovdiv, Gabrovo, Yambol, Koprivtitsa. Une semaine de repos au bord de la mer Noire au Centre International de la jeunesse de PRIMORSKO.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : LOISIRS ET VACANCES DE LA JEUNESSE
4 et 8, rue de Châteauneuf-Landon
75016 PARIS - TEL : 203-20-50
Informations aux adhérents L.V.J.
Inscription : 100 F. (à verser au Tourisme n° 68.017)
A découper et à retourner à L.V.J.

Nom Prénom

Adresse

Je désire recevoir la fiche technique : (*) Linguistique U.R.S.S. (*) Bulgaries (*) La brochure L.V.J.
(*) Rayer la mention inutile.

INDE 15 jours 3.995f

payscope international
6, rue de la Paix - 75002 Paris - 261.50.82

270 pages indispensables à la préparation du voyage: GUIDE "ICOTOUR" DES VOYAGES ET DU TOURISME

« Guide de poche qui résume tout les renseignements pratiques concernant les itinéraires de voyage. Facile à consulter, c'est le meilleur moyen de tenir au courant de toutes les nouvelles de l'actualité internationale et de tous les événements de l'actualité nationale et internationale de voyage, officiels et officieux, immédiats et futurs. »

LE FIGARO

E.I. ICOTOURICA
15, rue Beauregard - 75002 PARIS
PRIX SOLI.L.C.

M.
Adresse

Profession

désire recevoir 1 exemplaire de la 1ère édition du guide ICOTOUR et verse conjoint 50F.

Tourisme

Trop de succès pour le Languedoc ?

LE CAP-D'AGDE RISQUE SON AME

Ces derniers temps la coquette station du Cap-d'Agde a pu faire quelques complexes à l'égard de ses puissants voisins, la Grande-Motte — à bas les hautes pyramides élanées vers le vingt et unième siècle, les traditionnelles maisons languedociennes — elle n'a plus désormais le moindre motif de s'inquiéter. Les attributs, les signes ostensibles qui marquent une grande station, le Cap-d'Agde va dans quelques jours pouvoir le montrer au grand jour du tourisme européen, en faire état et peut-être en tirer vite profit.

Jun, sera à marquer d'une pierre blanche au pied du mont Saint-Loup, entre les plantations de pins, les coulées de basalte et la rouge pouzzolane. L'aéroport de Béziers, tout proche, va en effet ouvrir une ligne aérienne régulière avec Le Bourget : trois vols quotidiens assurés par des prestigieuses biréacteurs Corvette, de quatorze places. On réfléchit déjà à des annonces publicitaires du genre : « Du jet au ketch, au pied de votre duplex. »

Autre événement non moins marquant à une époque où c'est encore l'automobile qui transporte — le moins ? — le tourisme de masse : dans quelques jours, la section d'autoroute Montpellier-Béziers sera ouverte. La Grande-Motte et Carnon, proches de Montpellier, étaient jusqu'à maintenant le désespoir privilégié de ce ruban de trafic bien-fait qui descendait de la riche Europe du Nord. Avec, en plus, l'aéroport moderne de Montpellier, on comprend que la compétition fut bien inégale, donnant l'avantage à la Grande-Motte. Maintenant on repart sur la même ligne. La voie est libre pour les concours d'imagination et d'hospitalité.

Et pourquoi d'ailleurs le Cap-d'Agde n'aurait-il pas eu droit à tous les égards et aux équipements des grands centres de vacances ? Le schéma officiel d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon ne prévoit-il pas que le noyau dur doit être réalisé ici, au centre de gravité de la côte, et pas ailleurs ? Aucun doute. Capacité définitive du Cap-d'Agde : cinquante-deux mille cinq cents lits ; la Grande-Motte-Carnon cinquante et un mille, il en va dans les défilants de la mission interministérielle.

Comme s'ils voulaient dominer le succès (à supposer que la réussite se mesure en nombre d'hectares équipés et en appartements vendus), et stimulés par l'expansion (c'est si rare il est vrai dans la conjoncture actuelle), les responsables de l'aménagement du Cap-d'Agde sont en train d'obtenir de la DATAR et de l'administration régionale l'autorisation de grignoter encore du terrain. A l'origine, la station devait couvrir 670 hectares. On s'attend maintenant que de 200 à 300 nouveaux hectares soient acquis et la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) est déjà engagée. Mais peut-être les deux propriétaires fonciers concernés — un particulier et le puissante compagnie des Salins du Midi — accepteraient-ils de traiter à l'amiable en fonction des tarifs indicatifs — que pourrait suggérer le juge des expropriations.

Le Cap-d'Agde risque-t-il de perdre dans cette course — à la dimension et au périmètre — ce qui fait, aujourd'hui, son agrément, tout en mesure et en harmonie ? En ne résistant pas à l'appel tentant des signes du gigantisme, en ouvrant de nouvelles routes, en aménageant des lotissements, en créant de nouveaux plans d'eau ou des canaux maritimes, en plaquant ici et là les collines ou les îles artificielles d'hôtels et d'immeubles, ne jouet-on pas avec le feu ? Trente à trente-cinq mille estivants ont séjourné en 1974. Lorsque la deuxième tranche sera achevée, vers 1982, on pourra

accueillir (entasser ?) cent trente mille personnes. — Sarcelles-sur-Mer ?

Ce serait un échec navrant et irréparable qui peinerait l'architecte en chef, Jean Le Couleur, et tous ceux qui ont eu l'occasion de vivre quelques jours sur ces rivages délicieusement, mais habilement, recouverts de l'atmosphère gâtée du Lion.

Bien abrité, à 2 kilomètres de la pleine mer et du fort Brescou, qui servit jadis de prison maritime, le port se love autour des immeubles ocre, roses, blancs, bruns, terre de Sienna, dont aucun ne dépasse quatre étages. Joux de toitures et de volumes, terrasses nombreuses, toits de tuiles rondes doucement inclinés, loggias et balcons surmontés de molles arcades, quais pavés de briques, places vertes et fontaines bruisantes, composent ici un décor d'opérette italienne ou reconstituent, plus loin, avec fidélité et harmonie les plus attachants quartiers de la vieille cité d'Agde en bordure de l'Hérault.

« Nativist District »

Vers l'est, voici le début des 20 kilomètres de plage blanche ininterrompue jusqu'à Sète : le « Nativist District », véritable ville sortée des sables et des marais et vouée au dieu Soleil. En forme d'entonnoir élargi ou de pyramides, les appartements nouveaux se construisent à un rythme effréné. Les épargnants qui ont placé, il y a quelques années, leurs économies dans les studios de Port-Nature ou à Port-Ambonne retrouveraient aujourd'hui leurs mises multipliées par trois ou quatre tant l'investissement a été rentable. On raconte que, pendant l'été, le volume de devises fortes échangées contre des francs par les touristes belges, allemands et hollandais du quartier nativiste représente plus de 50 % de l'ensemble des revenus, en devises, du département de l'Hérault. On comprend, alors, que les responsables du Cap-d'Agde, et notamment la SEBLI (Société d'Études Bilitorales) de son illibéral, envisagent d'un bon œil l'extension du périmètre de la station, essentiellement pour agrandir le domaine des naturistes — qu'on oppose gentiment, ici, aux « textiles » — et pour aménager un golf.

« La saison 1975 sera davantage marquée par le signalement et la finition que par des nouveautés », explique M. Jean Miquel, directeur de la SEBLI. « Il faut faire disparaître l'image désagréable d'un chantier inachevé et mettre en valeur ce qui fait l'originalité de la station : par exemple, l'école de croisière montée

par Alain Colas, le club de tennis de Pierre Barthe, où sera déplacé, à l'automne, le National, les spectacles de rue et notre journal. » Cette feuille, lancée il y a trois ans, a marqué un bon point publicitaire par son seul titre satirique : Hérault Tribune, en caractères gothiques. La responsable de la publication, Gérard Danestébe, homme à tout faire, est un libraire de Toulouse, « qui fait ça pour s'amuser ». Il s'enorgueillit d'avoir un abonné en Argentine et un à Singapour. Performance : le budget d'équilibre. Point d'honneur : refuser le journal gratuit. Au plus fort de l'été, l'Hérault Tribune, hebdomadaire truffé d'échos piéusants, tira à sept mille exemplaires. Ce qui, évidemment, n'a pas eu l'heur de plaire aux deux territoires régionaux, le Midi Hère et la Dépêche du Midi, qui ont dû redoubler d'efforts. On se laisse chuchoter entre deux airs de tango, au club Liberty's, qu'un journal de la région aurait proposé plusieurs millions d'anciens francs à Gérard Danestébe pour lui racheter son titre et ses séries de « capotins ».

A l'aube de l'été, chez les promoteurs, les ingénieurs et les publicistes de la station, c'est sinon l'euphorie, du moins la confiance : en 1970, 230 appartements ont été vendus ; en 1971, 431 ; en 1972, 670 ; en 1973, 1.300 ; en 1974, 1.000 ; pour 1975, entre 800 et 1.000 malgré la conjoncture. Les projets continuent à fleurir : théâtre de verdure, hôtels, casinos, piscines. L'idée la plus originale : créer une « île de loisirs » où seraient rassemblés dans un Las-Vegas languedocien dancing, casinos, hôtels, salles de jeux et de spectacles. On cherche des promoteurs fortunés pour prendre en charge le « deuxième âge » de la station. Des sondages ont été faits du côté des pays arabes. Des propositions arrivent de loin, par exemple d'un propriétaire d'une maison de machines à sous d'Anvers qui a aussi construit un casino en Colombie.

Votre recette, votre technique ? — Dès le début, répond M. Miquel, j'ai dit aux promoteurs immobiliers : « Ici, c'est comme dans un grand magasin. Il faut que les clients puissent tout trouver. Vous représentez des rayons. Il faut gérer la station comme une entreprise privée. Un rayon ne marche pas, on le mettille ou on le ferme. »

FRANÇOIS GROSRICHAR



Vous avez une chance sur deux de vous tromper en achetant votre prochain appareil photo.

Les sondages nous l'apprennent : une fois sur deux l'acheteur d'un appareil photo s'en sert pendant quinze jours ou trois semaines, puis l'abandonne dans un tiroir. Pourquoi ? Parce qu'une fois sur deux l'on n'achète pas le type d'appareil qui convient au type de photographie que l'on est.

En effet, nous nous trompons souvent sur nous-même. Dans bien des cas, nous ne sommes pas le photographe que nous croyons être. Derrière le personnage que nous jouons inconsciemment, il en existe un autre, plus véridique et plus profond. Comment l'amener au jour ? Comment le busquer ce chasseur d'images inconnu qui sommeille en nous ? Comment découvrir, derrière les photos que nous prenons par habitude sociale ou culturelle — et qui font ressembler chaque photothèque personnelle à toutes les autres — comment découvrir les images que notre moi profond désire ?

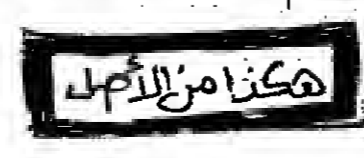
Il faudrait, pour cela, se livrer à une sorte de « photo-analyse » : c'est ce qu'ont entrepris les psychologues de Minolta. Un peu comme Rorschach faisait porter l'inconscient dans les taches d'encre, ils ont mis au point un test qui, à travers nos choix photographiques, révèle notre ciel profond. « Dis-moi quelles images tu préfères, je te dirai quel photographe tu es. Et sachant quel photographe tu es, je te dirai quel type d'appareil te convient. Car tu n'as peut-être pas besoin d'un appareil aussi compliqué que tu le crois. Ou peut-être, au contraire, as-tu bien tort de limiter tes ambitions. » Tel est le langage du test Minolta.

Édité sous la forme d'un petit livre fort agréable à feuilleter, le test Minolta est disponible (gratuitement) chez tous les distributeurs de la marque. Ne manquez pas une telle occasion : entrez chez l'un de ces distributeurs, prenez un exemplaire du test et surtout faites-le, sur place ou chez vous, avant d'acheter votre prochain appareil photo. Au prix de quelques minutes d'un exercice amusant, vous éviterez ainsi bien des déboires.

FAITES LE TEST MINOLTA

nos hôtels or avec des expr de leur région

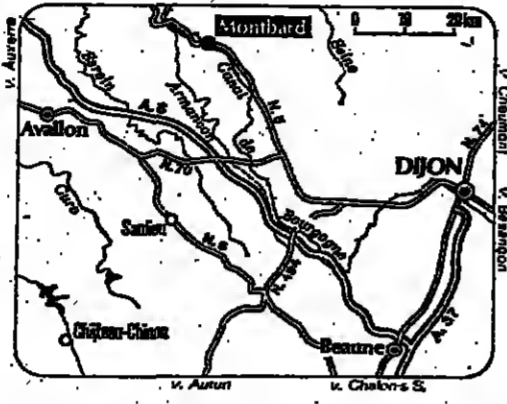
International l'été de toujours.



Tourisme

A Montbard
DANS LES FORGES
DE BUFFON

Si Montbard se présente comme une ville industrielle au touriste qui vient de Paris par la nationale 5 avec ses usines qui bordent la route et les constructions neuves qui se dressent au nord et à l'est de l'agglomération, le cœur de la ville, entre la Brenne et le canal de Bourgogne, est riche d'un passé historique. Un passé prestigieux à la fois par la présence de l'ancien château des ducs de Bourgogne, qui la dominait autrefois, et par le souvenir du plus illustre de ses enfants, Georges-Louis Leclerc, comte de Buffon.



grand homme. Son buste par Houdon accueille le visiteur, et les murs sont décorés de dessins d'oiseaux dus au graveur-dessinateur François Nicolas Martinet. Pour l'histoire des oiseaux, Martinet dessina entre 1764 et 1783 1.008 planches, dont 973 d'oiseaux et 35 d'insectes et de papillons. Leur enluminure employa pendant cinq ans plus de quatre-vingts artistes.

Mais le génie de Buffon était universel. Il ne s'appliqua pas seulement à une spécialité. Pédagogue, l'un des fondateurs de l'économie rurale, épris de sciences, de géologie, de paléontologie, il occupa aussi une place éminente parmi les philosophes et les encyclopédistes ses amis dans la préparation de la Révolution, qu'il ne connut d'ailleurs pas.

Un précurseur

Après avoir visité son lieu de travail et d'études, à Montbard, il faut se rendre à 8 kilomètres de là, en direction de Paris par la N. 5, à Buffon, le petit village où il avait établi ses forges. Quelques centaines de mètres après le village, nous tournerons à gauche pour franchir le canal de Bourgogne et l'Armançon, pour nous trouver devant un ensemble qui fut une véritable usine (bien que faisant maintenant partie d'une propriété privée, on peut obtenir l'autorisation de la visiter).

Tout le monde connaît le savant, l'intendant du Jardin du roi, mais qui l'imagine maître de forges, dirigeant quatre cents ouvriers ? Pourtant, il faisait ici des expériences sur les métaux, chauffait ses fourneaux avec le bois de ses forêts, forgeait les grilles de son parc et celles des jardins royaux de la capitale et fabriquait même des canons pour la marine royale et l'armée !

A gauche, nous verrons les ateliers construits en pierre sèche sous voûte d'arbres. Le barrage sur l'Armançon, pour lequel Buffon s'était fait ingénieur hydraulicien, devant, pour avoir la force motrice nécessaire, élever le plan d'eau de la rivière et en dériver une partie du cours par un canal d'alimentation. Véritable précurseur des grands industriels du dix-neuvième siècle, Buffon s'était intéressé ainsi à la vie matérielle de ses ouvriers. Il avait fait construire pour eux des logements et des bains.

Nous voilà tout à coup bien loin du grand bourgeois à manchettes de dentelle qui, de sa modeste plume d'or, rédigeait cette Histoire naturelle dans laquelle il avait mis tout son esprit et toute sa finesse.

GEORGES MICHEL.

L'héritage d'une grand-tante

A cette époque, Montbard avait déjà une certaine vie industrielle, en particulier des tanneries et des fabriques de drap ; la spécialité locale était la fabrication de gants en peau de chien. Au dix-huitième siècle, le père du naturaliste, Benjamin-François Leclerc, conseiller au parlement de Bourgogne, obtint la jouissance des forêts et des droits seigneuriaux dans la châtellenie. Issu d'une famille de bonne bourgeoisie campagnarde installée à Montbard depuis plusieurs générations, Benjamin Leclerc y était procureur du roi aux Greniers ; à son décès, il avait une maison ancienne, située au centre de la ville, au pied de la colline (aujourd'hui place Buffon).

C'est là que naquit Georges-Louis le 7 septembre 1707 ; alors qu'il avait sept ans, sa grand-tante lui légua en propre toute sa fortune, considérable pour l'époque. Ces détails biographiques ont leur importance ; dès ses débuts dans l'existence, Buffon était un homme riche. Son père, nommé à Dijon, y acheta un hôtel particulier, l'hôtel Guatin, et le jeune garçon fit ses études au collège des Jésuites de la ville.

où une large place était laissée à l'enseignement des sciences. Après avoir commencé des études de médecine et fait un long voyage en Europe, Buffon revint à Montbard. S'il prend l'habitude de passer chaque année l'hiver à Paris, il vit huit mois à Montbard. En 1734, il fera démolir en partie la maison familiale pour construire un imposant édifice de style Louis XV. Il annexa purement et simplement — alors qu'il n'en avait aucunement le droit — la colline où se trouvent les ruines de l'ancien château, les fait démolir, n'en conservant que quelques tours.

Il remodèle le terrain et fait aménager sur ses propres plans un vaste jardin établi sur quatre terrasses. C'est aujourd'hui le parc Buffon. Il le plante d'arbres.

Ce parc, propriété de la ville de Montbard, est ouvert au public. On peut s'y rendre à partir de la maison natale du naturaliste en passant sous une passerelle qui lui fit construire pour relier directement sa demeure à son lieu de travail. Il est possible, si l'on ne veut pas emprunter à pied la large allée, de suivre en voiture l'itinéraire fléché dans la ville pour aboutir à la grille principale, près de la petite église Sainte-Urse.

A l'intérieur du parc se dresse la tour de l'Aubépin dans laquelle ont été aménagés un petit musée et une bibliothèque et dont la plate-forme supérieure, accessible au visiteur, permet de découvrir par beau temps un magnifique panorama de la ville et de toute la région. La tour Saint-Louis, conservée par Buffon et aménagée par ses soins, renferme un des cabinets d'étude du naturaliste ; on le visite aussi. Orné d'une belle cheminée d'un marbre tiré des carrières du propriétaire, il renferme aussi le gilet en velours grenat à manchettes de dentelle que Buffon revêtait pour écrire, son secrétaire, son écrivain, quelques lettres et des oiseaux exotiques desséchés, derniers vestiges de oiseaux qu'il faisait venir de monde entier pour ses recherches.

Sur le rimpert ouest dominant le canal de Bourgogne se trouve le cabinet de travail de Buffon, simple construction isolée où le naturaliste va rédiger jusqu'au jour de sa mort sa monumentale Histoire naturelle, qui ne sera pas la seule de ses activités. Au-dessus de la porte une inscription rappelle que Jean-Jacques Rousseau, venu en visite à Montbard, s'agenouilla pour baiser le seuil du cabinet, manifestant ainsi sa respectueuse admiration pour le

VAL D'ISERE c'est aussi l'été
CAR VAL D'ISERE, L'ETE C'EST:
LE SKI SOLEIL SUR GLACIER
Les stages d'initiation et de perfectionnement à la compétition "SAVI" (vidéo - tests chronométrés)
Toute la gamme de cours de l'ESF
Le ski d'été à gogo en toute liberté
C'EST EGALEMENT LE REPOS DETENTE
(Fishing, Pêche, Balnéothérapie, cheval, Pêche, Ball-Tap, escalades et bien sûr... LE SAFARI VANJOISE.

Sealink
aéroglossesurs
SEASPEED
car-ferries
L'Angleterre par le train ...ou en voiture

Voyage - Expédition chez les BOCHIMANS
Renseignements et inscriptions: ITHAF
4, rue Balzac-75008 PARIS
Tél. 359.19.53 Cor. Lic. 13

GRAND HOTEL de CABOURG
Mr L. PAROUI, directeur, aura l'honneur de vous accueillir pour vos
SÉMINAIRES - CONGRÈS et RÉCEPTIONS jusqu'à 400 personnes
Prix étudiés pour week-end et séjours
BRUNO COQUATRIX, Maître de CABOURG
OUVERT TOUTE L'ANNEE - (31) 91.01.78 et 91.02.13

8 jours Paris/Paris
Jersey 930 F
Irlande 830 F
Robin des bois 1455 F
Tunis 960 F
et formules de week-end ex. Londres 410 F
pour recevoir les brochures, retournez cette annonce à:
BRITTOURS 4 rue de Sèvres Paris 8^e
NOM
ADRESSE

Tous nos hôtels ont un air de famille: PLM.
Mais avec des expressions différentes: celles de leur région.
PLM c'est une chaîne d'hôtels et de motels. A Paris, en province et jusqu'en Guadeloupe. PLM. Derrière ces trois lettres il y a une certitude: celle d'un confort international.
Le confort international c'est une somme de détails, la longue addition de tout ce qui rend la vie plus simple et plus facile: téléphone, télex, radio, télévision, bar, réfrigérateur dans la chambre, secrétariat pour hommes d'affaires, parkings, etc.
Mais le confort international, tout seul, c'est un peu monotone: l'ennui finit toujours par naître de l'uniformité. Alors dans un hôtel ou un motel PLM il y a quelque chose de plus: le charme de la région, la diversité des détails - architecturaux, gastronomiques, décoratifs - qui fait le vrai plaisir de voyager.
PLM. Derrière ces trois lettres, il y a toujours une certitude: le confort international - et plusieurs surprises agréables à découvrir - celles qui font qu'un PLM ne ressemble jamais tout à fait à un autre PLM.
Pour vérifier et pour découvrir, un seul numéro de téléphone pour réserver dans tous les PLM: 588.73.46.
PLM International L'hôtellerie d'aujourd'hui. L'hospitalité de toujours.
BEAUNE - GRENOBLE - LYON - MARSEILLE - NEVERS - ORLY - PARIS - VALENCIENNES - STRASBOURG
GUADELOUPE - BARDOL - LES MENURES
Central réservations PLM International: Tél. 588.73.46 - Téléc. 27740

Malaga le Maroc votre voiture et vous à bord de Massalia
départ hebdomadaire de Marseille
CROISIÈRES PROUET

Avec le car-ferry vous choisissez le détente à bord d'un grand navire, vous profitez de la mer et vous choisissez la traversée qui vous rapproche du but.
Toute l'année, de Dunkerque, Calais, Boulogne à Douvres ou Folkestone, de Dieppe à Newhaven et, en été de Cherbourg à Weymouth.
Avec l'aéroglossesur vous choisissez la vitesse, 100 à l'heure, au ras des vagues, sur un coussin d'air, une demi-heure de Boulogne ou Calais à Douvres.
Services directs Paris-Londres (train + bateau* et train + aéroglossesur). Bilets mini-tour pour 4 personnes, transport gratuit de la voiture.
*tarif de nuit pour les jeunes de moins de 28 ans.
Renseignements: agences de voyages et pour recevoir la brochure 1975, adressez ce coupon à AIR TRANSPORT - Agent général: 4, Rue de Sèvres - 75008 Paris.
NOM
PRÉNOM
ADRESSE

SPORTS

JUSTICE

ATHLÉTISME

LES MERCREDIS A SAINT-MAUR

Sur la bonne piste

A l'entrée de la piste, deux plaques rappellent que Michel Jazy battit ces records mondiaux du 3 000 mètres et du 3 000 mètres, en 1952 et en 1955.

Puis Jazy prit sa retraite et les autres champions, présents de l'âge, s'assouplissaient progressivement. Avec sa couronne d'arbitre surmontant un tapec protecteur, le stade municipal de Saint-Maur (Val-de-Marne) présentait toujours un écran de verdure aux couleurs des couleurs.

En accord avec les entraîneurs nationaux, un programme fut établi, qui prévoit notamment plus de quatre épreuves par réunion (800 mètres et 1 500 mètres, masculins et féminins, par exemple).

En marge de la fusillade de la rue du Château-des-Rentiers

UN COUPLE EST APPRÉHENDÉ POUR AVOIR TENTÉ D'EXTORQUER 20 000 FRANCS A UN COMMERÇANT

Les auteurs d'une tentative d'extorsion de fonds, Claude Hu Seik, vingt ans, et Evelyn Verax, vingt et un ans, ont été arrêtés le 21 mai à Nemours (Seine-et-Marne). C'est en voulant les appréhender, le 8 avril dernier, rue du Château-des-Rentiers, à Paris (troisième arrondissement), que les policiers du service régional de police judiciaire de Versailles avaient été tués par un attentat commis par Lucien Bouvier, vingt-six ans, représentant de la société Michelin (le Monde des 10, 11 et 12 avril).

A la cour d'appel de Paris

LES MIRAGES DU COMMISSIONNAIRE

M. Mustapha Kemal Ben Romdan peut-il espérer tout de la société H&L-Union et de l'Office général de l'air, une commission de 44 millions de francs, représentant 2 % de la valeur de cent dix Mirages vendus à l'Etat libyen à la fin de 1969 et au début de 1970 ?

SUR L'INITIATIVE DE M. LECANUET

Les ministres européens de la justice souhaitent que le droit d'asile soit refusé aux terroristes

Strasbourg. — Le droit d'asile politique ne devra pas être exercé, dans les pays membres du Conseil de l'Europe, aux auteurs de prises d'otages avec menaces de mort. Les ministres de la Justice de l'Organisation des dix-huit se sont mis d'accord sur ce principe lors d'une réunion qu'ils ont tenue, jeudi après-midi 22 mai, à l'hôtel de ville d'Obernai (Bas-Rhin).

BIBLIOGRAPHIES

« L'AFFAIRE PORTAL », de René Tavernier

Plus encore qu'informations et reportages, l'affaire Portal a suscité dans la presse éditoriale, tribunes libres, prises de position, appels. Entre ont été finalement les articles qui ont tenté de faire le point, en partant des origines. Il est vrai qu'il aurait fallu pour cela s'engager dans quelque trente années de procédures et 300 kilos de dossiers actuellement aussi brèves que rares.

des pays démocratiques, comme ceux du Conseil de l'Europe, l'assigne avec vigueur, une double obligation : celle de garantir les droits de l'homme et les libertés individuelles, mais aussi de mieux assurer la sécurité des personnes. La liberté ne se partage pas. Une liberté sans sécurité cesse d'être une liberté.

« L'AFFAIRE PORTAL », de René Tavernier

« L'histoire de ces aventures et mésaventures, écrit-il, n'est pas facile à tracer. Bien des points demeurent encore obscurs, et on ne sait s'ils pourront être éclaircis. Il n'empêche, René Tavernier plonge dans cette affaire qui commence comme une farce paysanne pour s'achever dans le drame le plus absurde. Il se veut chroniqueur et témoin d'une longue trahison dont la société s'est rendue coupable. C'est dire, déjà, que le témoin ne restera pas impassible. Retrouvant les origines de la famille Portal dès le treizième siècle, il remonte les siècles avant les années de l'affaire elle-même pour n'en terminer, qu'avec la mort de Jean-Louis. Soit derrière l'homme et la justice contre la loi ; tel est le sens profond de l'affaire Portal. »

Football

La commission de discipline de la Fédération Française de football a suspendu le Brésilien Jairzinho (Marseille) pour un an ferme et un an avec sursis, et son coéquipier Paulo César, pour quatre mois, en raison de leur comportement au cours du match Paris-Saint-Germain - Marseille disputé le 13 mai au Parc des Princes.

Les socialistes et le Parc des Princes. — Les groupes socialistes et radical de gauche du Conseil de Paris posent une question écrite au président de Paris à propos de la pelouse du Parc des Princes. Ils demandent « dans quelles conditions ont été démolies les tribunes de l'expertise provoquée par décision du Conseil de Paris sous que le Conseil de Paris, ni sa commission de la jeunesse et des sports, ni la commission de contrôle des Parc des Princes, ni aucun conseiller de Paris, n'ont été tenus au courant ».

LA RHODÉSIE EST EXCLUE DU COMITÉ INTERNATIONAL OLYMPIQUE

Lausanne (A.F.P. Reuters). — Le CIO (Comité international olympique), réuni le 22 mai à Lausanne pour sa soixante-seizième session, a décidé, par 41 voix contre 28, d'exclure la Rhodésie du mouvement olympique. La décision a été prise après l'examen d'un rapport d'une commission du CIO dont les membres s'étaient réunis l'année dernière en Rhodésie pour enquêter sur les conditions dans lesquelles le sport est pratiqué dans ce pays.

La Rhodésie subit donc le sort de l'Afrique du Sud en raison de la politique d'apartheid pratiquée dans ce pays. Le CIO, sur proposition des représentants africains, a néanmoins décidé de maintenir des relations avec les dirigeants de Salisbury en attendant une modification de leurs règlements sportifs.

FAITS DIVERS

TRENTE-TROIS MORTS DANS UN ACCIDENT DE CHEMIN DE FER AU MAROC

(De notre correspondant.) Rabat. — Trente-trois morts et quarante-deux blessés hospitalisés, tel est le bilan officiel du grave accident de chemin de fer survenu le jeudi 22 mai à proximité de la gare de Sidi Yahia du Gharb à 50 kilomètres environ au nord-est de Rabat. De nombreux blessés légers ont pu regagner leur domicile. Plusieurs membres du gouvernement se sont rendus sur les lieux.

Près de Tarbes

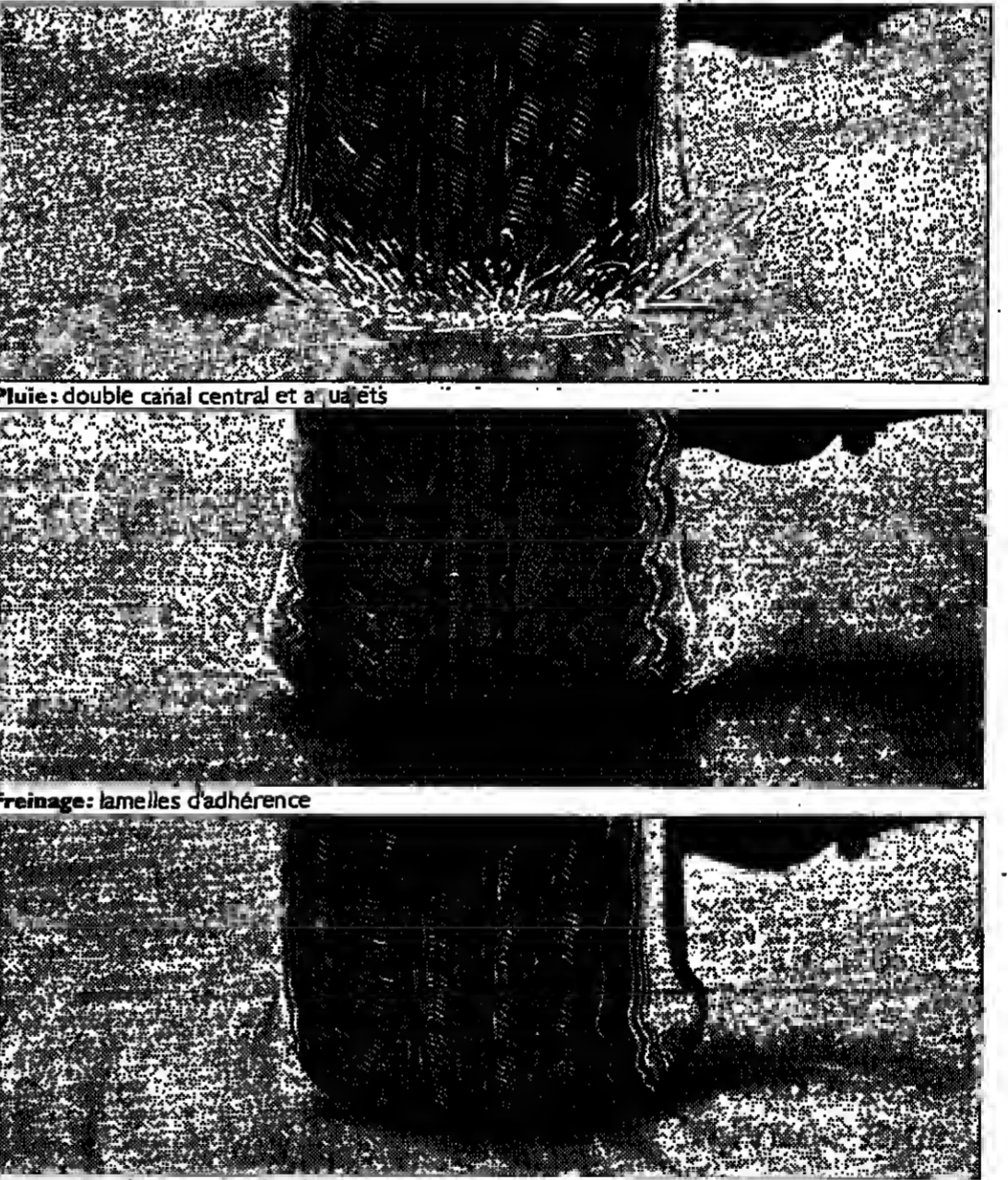
COLLISION ENTRE UN TRAIN ET UN CAMION SUR UN PASSAGE A NIVEAU : CINQ MORTS, SIX BLESSÉS

Cinq personnes ont trouvé la mort dans une collision entre le train Bayonne-Toulouse et un camion- citerne chargé de 28 500 litres de mazout le jeudi 22 mai, à un passage à niveau automatique, à Sébazac, près de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Dans le choc, l'incendie provoqué par le mazout enflammé a détruit les trois premières wagons. Les voyageurs, pris de panique, ont tenté d'échapper aux flammes en sautant par les fenêtres et les portes, mais trois d'entre eux ont été blessés. En outre, le conducteur du train ainsi que le chat du train ont été tués sur le coup.

Virage : épaulements de sécurité

Dunlop SP Sport, 3 fois sport.

Quelle que soit la difficulté rencontrée sur la route : pluie, obstacle imprévu ou virage serré, les Dunlop SP Sport font preuve de la même efficacité. Sur sol mouillé, le double canal central et les aquajets aspirent l'eau et la rejettent du pneu. C'est la meilleure garantie contre l'aquaplaning et le dérapage. Au freinage, les lamelles d'adhérence qui s'agrippent à la route et l'assèchent, assurent un arrêt plus court et plus sûr.



Dans toutes les circonstances, Dunlop SP Sport assure au conducteur une sécurité maximum sur la route. DUNLOP

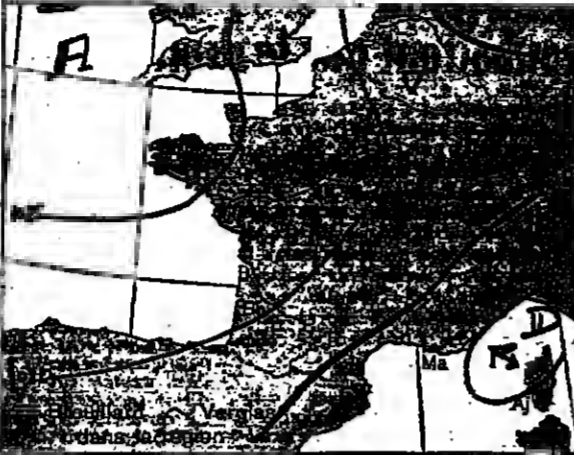
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 MAI 1975 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 24/5/75 DÉBUT DE MATINÉE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm)
Zone de pluie ou neige

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 23 mai à 9 heures et le samedi 24 mai à 24 heures.

La situation subira peu de changement sur l'Europe occidentale et le proche Atlantique la plus grande partie de la France demeurera ainsi sous l'influence de l'air froid...

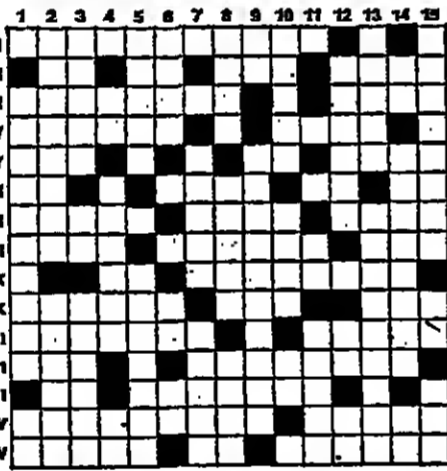
de jour sur la moitié nord du pays. Vendredi 23 mai, à 9 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris-Le Bourget, de 1 019,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 mai; le second, le minimum de la nuit du 23 au 24): Biarritz, 20 et 14 degrés; Bordeaux, 24 et 8; Brest, 19 et 8; Clermont-Ferrand, 21 et 7; Dijon, 21 et 7; Grenoble, 21 et 8; Lille, 15 et 7; Lyon, 18 et 10; Marseille, 22 et 16; Nancy, 17 et 3; Nantes, 22 et 8; Nice, 21 et 13; Paris-La Bourget, 18 et 4; Pau, 22 et 12; Perpignan, 24 et 17; Rennes, 20 et 7; Strasbourg, 17 et 8; Tours, 17 et 4; Toulouse, 22 et 14; Ajaccio, 24 et 4; Pointe-à-Pître, 28 et 24.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1155 HORIZONTALLEMENT

I. Un qui passe souvent en maître. II. Bien rodé; Académie de peinture; Suisse de naissance; Moutarde étrangère. III. Il est une semaine très chargée; Marquis sa préférence. IV. Familiales aux botanistes; Lieu de rangement. V. Engageante quand elle est calme; D'un auxiliaire; Traduit une rupture. VI. Grecque; Lieu de retraite campagnarde; Symbole d'une unité de travail et d'énergie. VII. Partie de rétinite campagnarde; Région de l'Inde; Oriental vigoureux; Très capable. VIII. Feignait comme son père; Défend chèrement sa jolisse parure; Compagnon évenant. IX. Partie de luge; Tristes états d'un réseau de communication. X. Parfumier; Région lointaine; Généralement faux quand il est rapporté. XI. Essence; A n'ouvrir qu'avec d'infinies précautions. XII. Souvent; Carbone par une fois fort acoustique. XIII. A moitié gâté; Localisées. XIV. Portent parfois la guigne; Nécessité vitale. XV. Coule en France; Disponible de châteaux caennais (quand il ne bouillit pas!); Plus inconnu.



VERTICALEMENT
1. Domine une partie du corps; Adverbe. 2. Stampée à la mer aussi bien qu'à la montagne; Éternelle sur les sommets du Kilimandjaro. 3. Dépendance; Pronom; Très incolore; 4. Art de s'égarer; Timbre rare; Fin de mode. 5. Moyen de communication; Sera peut-être un jour traité de vieille vache! 6. Sur les grenoux ou à terre; Abréviation; Deux voyelles. 7. Petit chat vaillant; Choucroute. 8. Font la pluie; Le cas échéant; Rouler; Facilitait la bouillasse. 9. Pronom; Données par par souci de correction. 10. Liées;

Solution du problème n° 1155
Horizontalement
I. Horloger. II. Aar; Sep. III. Lodi; S.O. IV. Odin; Tu. V. César; VI. Ombra. VII. M.L.; S.S.; R.I. VIII. Boite aux lettres. IX. Boite. X. Sen. XI. Lapérouse.
Verticalement
1. Hydrogène. 2. Od; Kilo; AA. 3. Radicelle. 4. Laines; Iole. 5. Or; Suez. 6. Rumeurs; Ico. 7. Sa; Rê; Poesn. 8. Roste; Rens. 9. Foussette. GUY BROUZY.

CARNET

Réceptions
Le président de l'Assemblée nationale et Mme Edgar Faure ont offert, jeudi soir, une réception à l'hôtel de la Lemaury...

Naissances
M. Alain Ouhel et Mme née Isabelle Dupuy ont eu, le 23 mai 1975, à Paris, un fils...

Fiançailles
M. Jean-Louis Gasp et Mme, née Monique Doré, ont été fiancés...

Mariages
M. P.-A. de L'Épagnon et Mme, née Jacqueline Fournier, ont été mariés...

Décès
M. Henri Cauly, né Anne-Marie Margat, a été inhumé...

Remerciements
Les familles Mère des Isles, Duprat, Portolano, Vaché, Hiner, Gaullier, Mejon, Vincent, Marival, Cahrigne...

Messes
À la mémoire du Père Paul Marie de la Croix, Paul HAYAUX DU TILLY...

Cérémonies religieuses
Une cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 24 mai 1975 à 19 h. 15 en la chapelle Saint-Joseph des Carmes...

Anniversaires
Pour le dixième anniversaire du décès de M. Maurice MÉRÉ, une pensée est adressée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir...

Soutenances de thèses
Samedi 24 mai, à 14 heures, université de Paris-Sorbonne, amphithéâtre de l'École normale supérieure...

Communications diverses
Christian de Bardillat, F.-D.G. des Editions Stank, Xavier Moreau, P.-D.G. de l'Annuaire mondial des Courtes et amis de la Corse...

A L'HOTEL DROUOT
Samedi de 11 heures à 18 heures
S. 1. - Estampes et tabl. mod. - S.O.P. Laminé, Guilloux, Buffetaud...

VENTE A VERSAILLES
PALAIS DES CONGRES - Mées d'Armes - Dimanche 24 mai 1975 de 10 h à 18 h - Meubles et objets d'art...

VENTE A VERSAILLES
PALAIS DES CONGRES - Mées d'Armes - Dimanche 24 mai 1975 de 10 h à 18 h - Meubles et objets d'art...

Journal officiel

Est publié un Journal officiel du 23 mai 1975: UNE LISTE De candidats autorisés à prendre part au concours ouvert en 1975 pour l'entrée à l'École normale supérieure (section des sciences, groupes A, B et C).

Visites, conférences

SAMEDI 24 MAI
VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. Chaise nationale des monuments historiques, 13 h. 30, place de la Concorde...

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Saussaies
92227 PARIS CEDEX 19
C.F.P. 4391-23
ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
EX-COMMUNAUTÉ (hors Algérie)
30 F 200 F 320 F 390 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VUE NORMALE
144 F 472 F 622 F 690 F

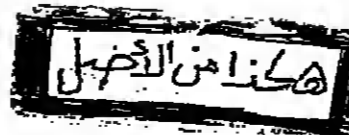
LENTILLES DE CONTACT: parce que les yeux myopes sont souvent les plus beaux. Ne cachez plus vos yeux à cause de votre myopie. Ce beau regard qu'on vous envie dès que vous enlevez vos lunettes...

rusliques ou mont st-michel. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) envoient leur chèque à leur domicile.

26 MAI - 28 JUIN. SOUS LES TISSUS AMEUBLEMENT DÉMARQUÉS remises jusqu'à 60%.

LATREILLE SA BOUTIQUE. Madameiselle STYLE RIVE GAUCHE. 62, St-André-des-Arts, 6. PARKING RÉSERVÉ CATALOGUE SUR DEMANDE.

NEUILLY-SUR-SEINE. Salle de vente du Boule 150, av. du Boule, Neuilly-sur-Seine Métro Pont-de-Neuilly. VENTE DE GRÈS A GRÈS samedi, dimanche et lundi 10 h. à 12 h. 30 - 15 h. à 18 h. 30.



EQUIPEMENT ET RÉGIONS ARTS ET SPECTACLES

A PROPOS DE...

Une réunion de fonctionnaires de l'équipement Les ingénieurs sortent du béton

Trois journées d'atmosphère ont réuni jusqu'au 22 mai à Paris...

Vous devez gérer le changement, a demandé aux fonctionnaires M. Robert Galley...

Pour remplir cette tâche, M. Galley a incité ses services à être davantage des administrations de mission...

les fonctionnaires de l'équipement, à qui est confiée, selon l'expression de M. Jarrot...

MM. Jarrot et Guy ont couronné leurs travaux de la signature d'un communiqué...

ETIENNE MALLET.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

M. Chirac se rendra devant le conseil régional de Lorraine pour débattre du Plan

M. Jacques Chirac, premier ministre, a adressé le 21 mai la lettre suivante à M. Jean-Jacques Servan-Schreiber...

M. J.-J. SERVAN-SCHREIBER : associer les Français à la réforme

Dans sa lettre du 20 mai, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber écrivait notamment : « Personne ne peut douter de la volonté sincère du président... »

M. EDGAR FAURE : pas d'élection du conseil régional au suffrage universel

La réunion présidée par M. Edgar Faure, président du conseil régional de Lorraine, a permis de confronter les politiques régionales dans une conférence nationale...

URBANISME

L. CHALANDON : la réforme foncière ne va pas assez loin

Le projet de loi foncière présenté par M. Robert Galley, ministre de l'équipement...

« La réforme Galley est éminente et bonne dans son principe... »

Mais selon l'ancien ministre la réforme n'est pas assez poussée dans son application...

« Je pense, affirme-t-il, que ce projet, pour être efficace et avoir ses effets qu'on en attend, devrait être assez sensiblement modifié... »

ENVIRONNEMENT

Le premier ministre annonce la mise à l'étude d'une agence de protection contre la pollution atmosphérique

Au cours d'une réception à l'hôtel de Matignon l'occasion du dixième anniversaire de la promulgation de la loi sur l'eau...

Dressant le bilan de la politique de l'eau depuis dix ans, le premier ministre en a tiré trois leçons. Face à un problème nouveau on a écarté la solution d'une nouvelle administration...

La consécration collective de l'eau qui a résulté de l'application de la loi s'est traduite, selon le premier ministre, par des mesures anti-pollution efficaces...

QUELLE EXPANSION POUR LA RÉGION PARISIENNE ?

A l'occasion de la présentation d'un ouvrage de la région parisienne, M. Paul Laubard, président de la chambre de commerce...

« La scolarité de nos jeunes, a déclaré M. Laubard, risque de briser l'expansion industrielle de notre région qui souffre déjà d'une forte diminution des activités secondaires... »

En réponse à ces critiques, M. Maurice Doublé, préfet de la région parisienne, a estimé que certaines industries n'ont plus leur place dans la zone urbaine dense...

Faits et projets

DES ROUBLES POUR L'ENVIRONNEMENT - Dans un éditorial consacré à la protection de l'environnement, le Fronta indique que plus de 1,8 milliard de roubles...

UN GUIDE DE LA QUALITÉ DE LA VIE - M. André Jarrot, ministre de la qualité de la vie, va proposer un programme de guides de la qualité de la vie...

CONVOCACTION DU CONSEIL DE PARIS - Le Conseil de Paris est convoqué par arrêté préfectoral en session ordinaire, le lundi 9 juin 1975...

Expositions

Marta Pan 1975

Plusieurs des rêves de Marta Pan se trouvent réalisés en 1975. Ne se sont pas de certains des plus anciens qui l'étaient déjà en 1967...

Un matériel, très beau quand il s'y met, vraiment capable du type de merveilleux — aux délices abstraites — dont rêve précisément, en ingénierie autant qu'en sculpture, Marta Pan...

Le programme audio-visuel de la galerie Attal s'emploie du reste à rappeler les réalisations monumentales de Marta Pan. Dans la série « Les grands sculpteurs... »

PAULE-MARIE GRAND.

Formes

Au-delà des apparences

Ce n'est pas par caprice, ou lacune, que le Scritorium de la rue de Bourgogne (1) a choisi pour sa présentation inaugurale...

Sommaire des lois de Tapier ? Pas de tout. Ce sont toujours des « signes » qui prolifèrent, qui, par de composées simples, veulent exprimer l'éternité...

Tapis, c'est facile à l'œil ou à la condition de se brasser sur sa longueur d'onde. Il est des idéogrammes plus subtils...

Autre médien de souche (Arhita est né dans un kibbourz en 1927). Yassov Agam nous donne dans l'exposition « Mass arena, affine-t-il, en plus rétrospective qu'abstraction... »

JEAN-MARIE DUNOYER.

- (1) 32, rue de Bourgogne. (2) Bibliothèque de la ville, cabinets des estampes, rue de Richelieu. (3) 30, boulevard de Port-Royal, jusqu'au 30 mai. (4) Galerie Jacob, 28, rue Jacob, jusqu'au 14 juin. (5) Galerie Saint-Germain, 206, boulevard Saint-Germain, jusqu'au 9 juin.

SPECTACLES

Salles subventionnées

Midi-Française, 20 h. 30 : l'Yve de la rai...

Salles municipales

Nouveau Carré, 20 h. : Cirque...

Salles autres

C.F. - Alliance Française, 10 h. : le Médecin...

Vendredi 23-mai

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

théâtres

Les théâtres de banlieue

Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h. 30 : la Nuit du 23 septembre...

Les cafés-théâtres

Ao Dec fin, 18 h. 30 : Une gonzes pas dégoûtées...

BALZAC GUINTETTE

ORSON WELLES



Verités et Mensonges

L'ENTREPOT

TRAVAIL OCCASIONNEL D'UNE ESCLAVE

un film de Alexander Kluge

NOUVEL OBSERVATEUR le Chef-d'œuvre de Godard d'Outre-Rhin

LE SEINE (pl. Maubert) 10, rue F. Santos - 325-92-46

LES MILLE ET UNE NUITS DE CYRANO DE BERGERAC

TH MODERNE Dernière le 31 mai

PETIT ODEON 18 h 30 Une pièce de Serge GANZL

Philippe ADRIEN ALBERTINE Création

RÉCITAL JACQUES BERTIN

ORCHESTRE DE PARIS SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ELYSEE-MONTMARTRE

Oh! Calcutta! Histoire d'Oser!

THEATRE OBLIQUE RODOGUNE

CE SOIR, A 21 H., « UBU ROI »

atelier 212 de Belgrade PIRANDELLO les géants de la montagne SHAKESPEARE hamlet JARRY ubu-roi

Traduction simultanée

LE FÉNO MÉNÉL BAZAAR ILLIMITÉ



THEATRON 21H.03

l'irrésistible ascension de Emmanuelle

BIARRITZ BONAPARTE Le jardin qui bascule

UN FILM DE H.A.S. MANUSCRIT TROUVÉ À SARAGOSSA

Tommy THE WHO

VENREDI 23 MAI À CANNES GALA DE CLÔTURE DU FESTIVAL DE LA VILLE DE PARIS

TOUS LES SOIRS DANS LES TROIS SALLES SEANCE SUPPLEMENTAIRE APRES MINUIT

Samedi Soir ANN MARGRET et THE WHO

TOUS LES SOIRS DANS LES TROIS SALLES SEANCE SUPPLEMENTAIRE APRES MINUIT

Samedi Soir ANN MARGRET et THE WHO

TOUS LES SOIRS DANS LES TROIS SALLES SEANCE SUPPLEMENTAIRE APRES MINUIT

Samedi Soir ANN MARGRET et THE WHO

TOUS LES SOIRS DANS LES TROIS SALLES SEANCE SUPPLEMENTAIRE APRES MINUIT

LPETRIER

arts

arts

arts

arts

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

LES « 7 D'OR » DE « TELÉ 7 JOURS »

Un jury représentant les lecteurs du magazine Télé 7 jours a établi une liste de sept personnalités...

NOUVEAUX HORAIRES A RADIO-VATICAN

A partir du dimanche 1er juin, les émissions en langue française de Radio-Vatican seront diffusées à 21 h. 15...

TRIBUNES ET DÉBATS

Vendredi 23 mai - Que veulent les Khamers rouges ? est la question posée à René Laporte...

La génération sociale et libérale exprime son point de vue à la tribune de la FR 3...

M. Léopold Trepper participe au magazine littéraire « Apostrophes »...

Samedi 24 mai - L'athlète Guy Druet, chargé de mission au cabinet de M. Jacques Chirac...

ROGER GHEYSENS Outeur du livre LES ESPIONS (ELSEVIER) participe, vendredi, à APOSTROPHES

« LES ROSENBERG NE DOIVENT PAS MOURIR »

Procès à McCarthy en l'absence de l'Amérique

(Suite de la première page.)

Le télé-film de Stello Lorenzi qui va passer deux semaines de suite sur Antenne 2 n'est pas une adaptation de ce télé-pilote...

En vertu

du cinquième amendement

Le film débute d'ailleurs sur un document d'époque : les témoignages successifs du scénariste Dalton Trumbo...

L'affaire Rosenberg débute en février 1950, lorsqu'un agent du F.B.I. interroge à New-York David Greenglass...

David Greenglass avoue. Perquisition. On trouve chez lui des notes, dont on saura plus tard que c'était le script d'un cours de mathématiques...

Mais, l'avocat de David Greenglass, John Rogge, ancien membre du Mouvement de la paix, fait son client à « copier avec le F.B.I. »...

condamné, Max Elstner et Morton Sobell. Max Elstner, convaincu pour faux témoignage...

Le 16 août, Morton Sobell est enlevé par le F.B.I. au Mexique, où il passait des vacances en famille...

Selon Greenglass, Julius Rosenberg lui avait demandé de dessiner, de mémoire, la coupe de la bombe atomique...

Malgré les tentatives de M. Bloch, l'avocat de la défense, la conviction des jurés et du juge Kaufman sera très vite emportée par l'accusation...

En France, plusieurs dizaines de milliers de manifestants envahissent la place de la Nation...

« Et dans le monde, sous le titre de Justice est faite... », Sirius constate : « Une procédure formellement irréprochable au...

comme conséquence des pertes déplorables de quelque mille personnes, et qui sont comptées de millions d'innocents paieront le prix de votre trahison...

La mort est la sanction de l'espionnage en temps de guerre.

Les « ennemis intérieurs »

Il ne sera pas davantage entendu, lorsqu'il démentira, ensuite l'accusation pièce par pièce, accusés à son tour le F.B.I. d'avoir conçu une machination...

Pendant deux ans, M. Bloch épousera toutes les voies de recours, divisant l'opinion, et même les magistrats de la Cour suprême...

Il s'écrit, lettres admirables de poésie, d'émotion, et de dignité, lettres réunies dans un livre : Lettres de la maison des morts...

En France, plusieurs dizaines de milliers de manifestants envahissent la place de la Nation...

services d'une implacable physique sociale a enterré la mort deux êtres qui, selon toute apparence, ne la méritaient pas...

Il sont morts. Coupables ou non coupables ? L'émission de Stello Lorenzi ne prend pas véritablement position sur cette question...

Le fait curieux, cependant, réside dans l'absence de l'accusé à ce nouveau procès. Les interprètes du juge Kaufman, du procureur, des hommes du F.B.I. des témoins à charge...

Est-ce dû à une méconnaissance de l'Amérique ? Au style des comédiens ? Ou à la manière de filmer...

A condition de ne pas oublier que le procès Rosenberg a lieu dans un pays où le mythe de la loi, de l'ordre et de la justice est incarné par Henry Ford...

« Les semaines 21 et 22 mai, Antenne 2, 21 h. 15. (1) Difficulté relative à propos du dossier sur le Caste Givras. Section spéciale. »

MARTIN EVEN

LES PROGRAMMES

VENDREDI 23 MAI

CHAÎNE I : TF 1
9 h. 45 Feuilletton : Christine.
20 h. 35 Au théâtre ce soir : « La Brune que voilà »...

CHAÎNE II (couleur) : A 2
19 h. 45 Feuilletton : Une Suédoise à Paris.

FRANCE-CULTURE
20 h. (S.). La musique et les hommes : Eschylus de la nuit...
FRANCE-MUSIQUE
20 h. (S.). Concert par l'Orchestre symphonique de Radio-France...

V. Mature, Ph. Brooks (v.o. sous-titrée en noir).
Pour se souvenir d'un bon fonctionnement qui sert à faire fonctionner...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Ours le dauphin et Des livres pour nous.
20 h. Émissions régionales.

FRANCE-CULTURE
20 h. (S.). La musique et les hommes : Eschylus de la nuit...
FRANCE-MUSIQUE
20 h. (S.). Concert par l'Orchestre symphonique de Radio-France...

SAMEDI 24 MAI

CHAÎNE I : TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossif.
20 h. 35 Variétés : Numéro un, de M. et G. Carpentier.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
14 h. 5 Un jour futur, de M. Lancelot.
16 h. Sports : Rugby (finale du Challenge Du Mans).

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Tommy.
20 h. 30 Dramatique : « Un arbre chargé d'oiseaux »...

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Tommy.
20 h. 30 Dramatique : « Un arbre chargé d'oiseaux »...

FRANCE-CULTURE
17 h. 30. Le monde conventionnel. Témoignages et documents pour servir l'histoire.

FRANCE-MUSIQUE
20 h. (S.). Carte postale - 1973 : Prières solennelles sous le ciel...

DIMANCHE 25 MAI

CHAÎNE I : TF 1
12 h. La régence du spectateur.
12 h. 20 Variétés : Le petit rapporteur, de J. Martin et B. Lion.

CHAÎNE II (couleur) : A 2
12 h. 45 Dimanche illustré, de P. Tchernia.
13 h. 15 Jeu : Le dieu.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
12 h. 45 Dimanche illustré, de P. Tchernia.
13 h. 15 Jeu : Le dieu.

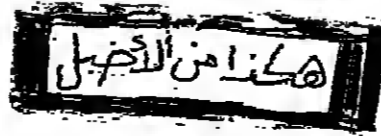
17 h. 55 Variétés : Un ticket de rétro, de J.-C. Averty.
18 h. 45 Sports sur l'A 2.

CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. 6 Feuilletton : « François Gaillard » sur la Vie des autres...

FRANCE-CULTURE
14 h. 5. « Pygmalion », de G.-B. Shaw, interprété par les comédiens français.

FRANCE-MUSIQUE
14 h. 30 (S.). Le triomphe des critiques de disques : « Sonete en la minor pour violoncelle » (Bach).

Advertisement for Krups T8 de Krups coffee machine, featuring an image of the machine and text: 'T8 de Krups: Parce qu'elle fait du café sous pression, la T-8 de Krups conserve intégralement l'arôme du café.'



immobilier
exclusivités

représent
demandes
d'emploi

D'ORLEANS
16° MUEITE
BEL IMMEUBLE
LA ROCHE-GUYON (78)
LA FRETTE
12 km HOUDAN
NEMOURS
16° - AUTEUIL
MARC DES PRINCES
17° - S/SQUARE
Non parisienne

LE YESINET
PROPRIETE
VESTINET
LA ROCHE-GUYON (78)
LA FRETTE
12 km HOUDAN
NEMOURS
16° - AUTEUIL
MARC DES PRINCES
17° - S/SQUARE
Non parisienne

constructions neuves
DANS le quartier résidentiel de GARCHES (92)
LES JARDINS DE GARCHES
29/33 Rue Henri Regnaud
du STUDIO au 4 PIECES

CLAMART
VALLEE SEINE
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

constructions neuves
DANS le quartier résidentiel de GARCHES (92)
LES JARDINS DE GARCHES
29/33 Rue Henri Regnaud
du STUDIO au 4 PIECES

CLAMART
VALLEE SEINE
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

villas
CORSE - GOLFE DE LAVA à 30 km d'AJACCIO
A vendre ou à louer
TE. BELLES VILLAS et APPARTEMENTS 2 PCEES

LE YESINET Résidentiel
10 RER
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

villas
CORSE - GOLFE DE LAVA à 30 km d'AJACCIO
A vendre ou à louer
TE. BELLES VILLAS et APPARTEMENTS 2 PCEES

LE YESINET Résidentiel
10 RER
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

pavillons
M° PARC-DES-SCAUX
Région, priv. Calme. Très
av. 45 m - 10 de France -

LE YESINET Résidentiel
10 RER
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

hôtels-partic.
SUR PLACE
samedi 24.5 de 10 à 12 h.

LE YESINET Résidentiel
10 RER
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

hôtels-partic.
SUR PLACE
samedi 24.5 de 10 à 12 h.

LE YESINET Résidentiel
10 RER
S/ARR. bois de 800 m2, arborable

Luxu, calme et tradition,
les Hautières de Deauville.
SCL Super Deauville
Magnifique appartement à étage de 3, 4 et 5 pièces.

PARIS - XII°
fonds de commerce
MONTE-CARLO (2 km)
HOTEL LIBRE, TR. GDE

appartem.
achet
locations
on meublées

Offres
de particuliers
Agencements
Cinéma
Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

Agencements
Cinéma
Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

appartem.
achet
locations
on meublées

Offres
de particuliers
Agencements
Cinéma
Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

Agencements
Cinéma
Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

Maison de retraite
Restauration
Télévision
Vêtements
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

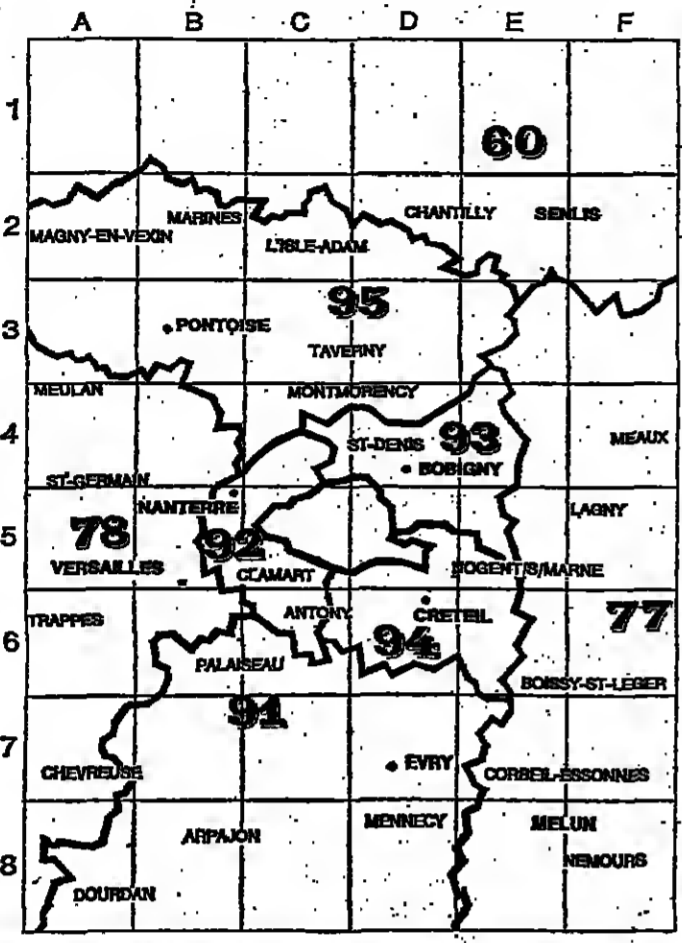
Yachting
vacances - Tourisme - Loisirs

LE MONDE IMMOBILIER BANLIEUE.

AGRICULTURE
FINANCÉ EN TROIS PARTIS
ut accroître la
tro salaries et

78 2500 2000 90% CF 1974 124 107 100 100 100 100 100 100 100 100 100 100

N° Dép. et grille Prix moyen du m² Prix moyen du m² terrain et définitif montant des prêts consentis et durée prêt du Crédit Foncier année de livraison et trimestre Immeubles Nombre d'app. Maisons individuelles Garages parcourus Garages en sous-sol ou box Parkings en surface Gare R.E.R. Station Autoroute ou péage



E/8 77 3.800 80% 20 1976 107

« RÉSIDENCE DU CARMEL » - 8, bd de Général-Lesclapier, à FONTAINEBLEAU - 4 pet. imm. de grde classe à prox. du centre ville, de la gare et de la forêt. Appart. du studio au 5 pces. Chauff. électr. Intégré, dernier conf. des techn. mod. Sur pl. t.l.j. (sf mardi), de 14 h 30 à 18 h 30. Réalisation : FINERCO. Vente : CABINET JOFFRE - 118, rue Grande - 77300 Fontainebleau, téléph. 422-41-81

B/5 78 4.750 80% 20 maxi 1976 100

PARC ALEXANDRE - 9, pl. Alexandre-1^{er} de Yougoslavie - 8, rue de Provence, Versailles - Deux imm. de classe dans le calme d'un parc boisé. Appt du studio au 7 pièces, larges balcons, terrasses, jardins privatifs. Rens. sur place : vendredi, samedi, dimanche, lundi, de 15 h à 19 h. INFORMATION IMMOBILIERE 23, bd des Capucines, Paris (2^e) - Téléphone : 266-56-50.

B/5 78 3.400 80% 20 1975 1976 249

« TRADITIONS » - 86, av. de Paris, Versailles - Après Champ Logard, au cœur du Versailles traduit, sur une de ses avenues les plus prestig., TRADITIONS associe hérit. du grd siècle et confort de la technique contemporaine. Ouvert lun., jeu, ven., 14 à 20 h et sam. et dim., 10 à 12 et 14 à 20 h. Réalisation : CAPRI 6-SCIC, 15, bd de Vaugirard-15^e - T. 951-40-61

B/8 91 198.000 P.L.D. 80% 20 1975 249

LES HAMEAUX DE DOURDAN - La Croix-Saint-Jacques, Dourdan. - Reste 1^{re} tranche, livraison immédiate un 6 p., C.F. 5,50 %. - 2^e tranche, maisons indiv. 4, 5 et 6 p. + terrains privatifs. Vis. sur pl. lundi, jeudi, vend., de 14 h. 30 à 18 h. 30, sam. et dim. de 10 h. à 13 h. et de 14 h. à 19 h. Tél. 492-75-81. Pierre BARON S.A., 118-120, r. de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 260-33-02 +.

Où trouver 150.000F pour acheter un appartement ? à La Hénil

Réponse en 48h.

27, rue de la Ville l'Évêque 75008 Paris. 260.35.15

C/5 92 4.800 80% 20 1976 22

« LES BALYSIS » - 34, av. Gallieni, Meudon - Bellevue - 2 petits immeubles résidentiels de 3 étages, du stud. au 5-6 p., dans un jardin de 2.000 m² (arbres centenaires), finitions de qualité. (12^e Paris-Montparnasse). Bur. vie sur place : jeudi, vend., sam. et dim., 14 h. 30 à 18 h. 30. Téléph. : 027-14-13. Réalis. SOFREDIM, Vente COCIM, 124-bis, av. de Villiers, 75017 Paris - Téléph. : 380-21-40.

B/5 92 4.000 80% 20 1976 25

19, RUE P.-BROSSOLLETTE - RUEIL-MALMAISON - Deux élégants petits immeubles entourés de jardins dans un quartier résidentiel à proximité du centre. 2 à 5 pièces, exposition plein soleil. Balcons. Terrasses. Isolation thermique et phonique très poussée. Livraison juin 1976. Inf. et vte : PROMEX, 65, r. Rennequin-17^e - 755-82-10.

C/5 92 4.000 80% 20 1975 128

L'ERMITAGE - 8-14, pl. du G^{de}-Gaullis, Sceaux - En pl. cœur de la ville miraculeusem. préserv. de son agiotage, à 500 m ligne de Sceaux, 2 imm. d'une élég. raffinée dans parc de 5.600 m², du st. au 5 p. Bur. vie, 81 bis, r. Houdan, Sceaux, t.l.j. de 10 à 12 h, 14 à 19 h sf ma., mer. Réalisation : G-SCIC, 15, bd de Vaugirard-15^e, 350-79-54.

C/5 92 5.250 80% 20 1975 60

LE PARC DES ABONDANCES - 31, rue Anna-Jacquie, Boulogne - Au milieu des arbres, 4 élégants petits immeubles de 3 étages. Studio au 6 p. de haute qualité. Terrasses et jardins privatifs. Livraison printemps 75. Bureau s. pl. et les A.-M. sf mardi. Inform. et vente : PROMEX, 65, rue Rennequin, Paris-17^e. Téléphone : 755-82-10.

C/5 92 3.200 80% 20 1976 82

FLORILÈGE - Angle rue Marx-Dormoy et av. de Mi-Foch, à Fontenay-aux-Roses - A 10 mn à pied de la ligne de Sceaux, dans un site agréable, une élégante et discrète résidence du studio au 5 pièces. Bur. de vente sur place sauf mardi et mercredi de 10 à 12 h. et de 14 à 19 h. ONE REALISATION G-SCIC, 15, bd de Vaugirard. Téléphone : 350-11-36.

B/5 92 3.300 80% 20 LIVRAISON IMMEDIATE 154

LA LISIÈRE DU GOLF - 60, r. de Cl-de-Rochefort, Garches - Entre le golf et l'hippodr. au milieu de 7.000 m² d'esp. verts, pet. imm. à flanc cot. Prestations intér. grande qualité. Du 2 ou 6 pièces. Rens. sur place tous les jours. 13 à 20 heures, sauf mardi et mercredi. Réalisation : G-SCIC, 15, bd de Vaugirard-15^e - T. 967-27-74.

B/4 93 3.250 80% 20 1976 53

LA RÉSIDENCE DU LAC D'ENGHIEN (à 100 mètres du lac), 10-14, av. Gallieni, Epinay-sur-Seine - En plein quartier résidentiel cet élégant immeuble est exposé plein soleil. Studios au 6 pièces. Balcons. Terrasses. Isolation thermique et phonique très poussée. Livraison fin 76. Informations et vente : PROMEX, 65, rue Rennequin, Paris-17^e. Téléphone : 755-82-10.

B/5 93 3.350 80% 20 1975 29

BAGNOLET M^e GALLIENI - PARC DE BAGNOLET - 53, av. Gambetta - Près du nouveau centre d'aff. en liaison directe avec Roissy, un élégant petit immeuble studios et 2 pièces terminés fin 1975. Inform. et vente : 65, rue Rennequin, Paris (17^e) Téléphone : 755-82-10.

B/5 94 3.200 80% 20 LIVRAISON IMMEDIATE 150

ST-MAURICE - Résidence du Manège, 121-125, rue du Maréchal-Leclerc, St-Maurice - Appartements 3, 4 et 5 pièces, loggias, jardin. Reste 20 appartements. Visite sur pl., lundi, jeudi, vend., de 14 à 19 h, sam., dim., de 10 à 19 h. Téléphone : 893-19-82. Pierre BARON S.A., 118-120, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. 260-33-02.

C/4 95 2.700 80% 20 9,60% LIVRAISON IMMEDIATE 150

LES CYCLADES - St-Germain - Rénov. dans centre ville de St-Germain, à proxim. du lac d'Engnien. Du stud. au 6 p. et duplex. Escal., carrel., carreaux, clim. à proxim. prest. de qual. (menuiseries aluminium, vraie moquette) PAR LE C.A.E.I.L. (société déconseillée). Appart. tém. ouv. tous les jrs sf mardi, de 14 à 19 h. COMIF, 7, r. Drouot, Paris-9^e. Tél. 523-00-60.

vous avez choisi... réalisez votre projet... avec un prêt

cde

COMPTOIR DES ENTREPRENEURS
 6, rue Volney, 75083 PARIS CEDEX 02
 Tél. 260.35.10 et 742.73.15

LA VIE ÉCONOMIQUE

Un nouvel éclairage sur la crise américaine

BAISSE DU TAUX DE PROFIT AUX ÉTATS-UNIS S'EST ACCÉLÉRÉE DEPUIS DIX ANS

Pour des raisons bien expliquées, les hommes politiques et l'opinion gardent le nez collé à la conjoncture : regarder, regarder pas ? A force de cliquer, semaine après semaine, l'évolution du chômage et des prix, le risque est grand de ne plus discerner l'essentiel : les tendances durables du mouvement en cours. C'est le rôle des économistes de rappeler que l'économie des faits quotidiens cache souvent d'amples horizons. On n'en appréciera que mieux l'excellent article que M. Christian Goux publie, dans la revue Frontière (1), sur la baisse du taux de profit aux États-Unis, article qui conduit à s'interroger sur les conséquences de cette évolution dans la crise américaine actuelle.

Développant les thèmes qu'il a présentés il y a trois ans dans ces colonnes (le Monde du 10 janvier 1972), Christian Goux montre que la part des salaires dans la production américaine a tendance depuis plus de dix ans et jusqu'à l'aggravation récente de la crise — à demeurer stable.

flation, jusque-là insignifiante (de l'ordre de 2 % par an), s'amplifie pour atteindre 12 % l'an dernier; l'excédent commercial diminue pour finir par faire place à un déficit.

Christian Goux établit logiquement un lien entre ces trois phénomènes et trois autres qui ont aussi caractérisé la période : la stagnation du pouvoir d'achat des classes populaires américaines; le déficit budgétaire massif lié à la guerre du Vietnam et aux dépenses pour l'espace; l'effondrement de la Bourse, qui reflète à sa manière la mauvaise santé du marché national et le fait que l'excédent des paiements américains repose de plus en plus sur le rapatriement des profits réalisés à l'étranger.

Comment ces six traits majeurs s'articulent-ils entre eux ? Et quel rôle spécifique a joué, la création excessive de monnaie, à la fois conséquence et cause supplémentaire de ce processus complexe ? La réponse n'est pas encore évidente et méritera des développements ultérieurs.

Une chose est en tout cas certaine, que Christian Goux souligne avec d'autres économistes (2) : la chute du taux de profit américain est essentiellement imputable aux entreprises non financières. Leurs bénéfices

réinvestissent en grande partie aux États-Unis. Cette injection de capitaux, jointe au plan de relance gouvernemental, a permis lentement l'économie américaine jusqu'à ce que recommence le cycle décrit plus haut, selon lequel l'inflation masque sans l'empêcher — la baisse tendancielle du taux de profit.

● Troisième formule : devant les difficultés politiques provoquées par le chômage récent et la multiplication des faillites, la majorité démocrate du Congrès conviendrait le président d'organiser une relance massive par la consommation des classes populaires, qui stimule à son tour les investissements. Un nouveau répit — probablement payé par une accélération de l'inflation — permettrait à l'économie américaine de souffler avant de revenir à ses errements anciens.

Le choix entre les trois voies est évidemment plus politique qu'économique.

GILBERT MATHIEU.

(1) Revue mensuelle que dirige M. Gilles Martinet, Numéro 22-23 de mai-juin 1975, p. 244, rue Saint-Martin, Paris (2^e).

(2) Voir notamment l'article d'André Fauriol dans le Monde diplomatique de novembre consacré à la crise.

ÉVOLUTION DISPARATE DES PRODUITS NON DISTRIBUÉS (en milliards de dollars)

	Total	Dont : Sociétés non financières (1)	Sociétés financières	Profits provenant du reste du monde	Rappel de la valeur ajoutée totale (2)
46.....	4,5	3	1,5	0,2	88,7
55.....	13	9,2	2,8	1	202,2
66.....	27,3	21,2	4,3	1,8	358,8
74.....	17	0,5	7,7	2,8	634,5

(1) Après ajustement pour évaluation des stocks. (2) Netto, aux coûts des facteurs.

me même que celle des impôts directs. Comme les amortissements se sont accélérés, en raison de la prolifération des dépenses d'entretien et de la volonté des entreprises de compenser le plus vite possible leurs investissements, la structure des « cash flow » s'est tournée profondément vers un dégrèvement des profits non distribués.

Le graphique ci-dessous met en évidence, à cet égard, trois phénomènes fondamentaux de l'économie américaine :

1) La baisse tendancielle du taux de profit, qui est tombé de plus de 15 % de la valeur ajoutée à la fin des années 40, à moins de 8 % l'an dernier (et probablement moins encore cette année, vu l'aggravation de la situation). L'auteur explique qu'il a choisi ce ratio parce que le montant global du capital mis en œuvre par les firmes américaines — qui constituerait l'élément de comparaison d'excellence pour calculer le taux de profit — est connu de façon beaucoup moins précise que celui de la valeur ajoutée par ces entreprises. L'affaire est au demeurant de peu d'importance, puisqu'il semble bien qu'aux États-Unis le capital varie à peu près comme la valeur ajoutée.

2) Les sociétés américaines d'aujourd'hui est connu, distribuent chaque année un montant à peu près équivalent de bénéfices à leurs actionnaires, que les profits soient bons ou mauvais, pour éviter que l'épargne ne se détourne d'elles, qui provoquerait un effondrement des cours en Bourse, générateur de difficultés financières aux firmes.

3) Cela se fait évidemment au détriment des bénéfices non distribués, ceux que l'entreprise réserve pour sa trésorerie et son autofinancement. Après avoir atteint 11 % en 1948, puis être demeurés aux environs de 6 % pendant dix ans, ils ont recommencé à baisser après 1965 pour ne plus dépasser, l'an dernier, 2 %.

L'année 1965 semble bien marquer, en effet, un tournant dans l'économie américaine d'après guerre. La tendance à la baisse du taux de profit s'accroît à ce moment (voir le graphique) ; l'in-

non distribués qui (après ajustement pour évaluation des stocks) avaient augmenté jusqu'en 1964, pour osciller pendant quinze ans aux environs de 9 à 10 milliards de dollars, ont brutalement chuté à partir de 1965, après la flambée des années 1964-1966. Ils ont même été nuls l'an dernier et seront peut-être négatifs cette année.

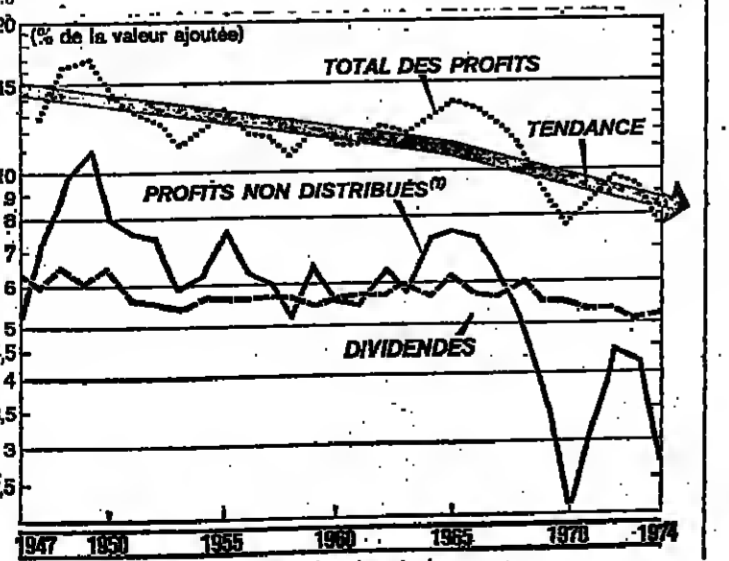
À l'inverse, les entreprises financières ont vu leurs profits non distribués progresser régulièrement, ce qui traduirait à la fois l'endettement croissant des autres firmes à l'égard des banques et le mouvement de plus en plus lourd opéré par le circuit bancaire sur les consommateurs. Plus intéressant encore : les profits en provenance du reste du monde, faibles jusqu'à une période récente, se sont brusquement amplifiés ces dernières années, jusqu'à approcher 10 milliards de dollars l'an dernier, soit environ 60 % du total des profits non distribués par les firmes américaines (voir le tableau ci-dessus).

Comme l'écrit Christian Goux, « la puissance américaine hors les murs est formidable, mais on vérifie chaque jour combien est grande sa fragilité ». Précisément, comment va évoluer la situation, maintenant que la crise s'est sensiblement aggravée ?

Trois issues au moins sont possibles, entre lesquelles le pronostic paraît hasardeux :

● Incapables d'entraver le processus de réchecement du taux de profit, les dirigeants américains prennent leur parti d'une prolongation de la crise dans l'espérance — conforme au schéma d'explication marxiste — d'atteindre le seuil de dévalorisation suffisante du capital pour que le profit réel retrouve un taux (par rapport à ce capital) propre à stimuler les détenteurs de fonds de relancer les affaires. Ce schéma correspond à la crise longue que prévoient nombre d'économistes américains, notamment parmi ceux qu'on appelle les « radicaux ».

● Deuxième voie : pour atténuer la baisse globale du taux de profit, les entreprises américaines rapatrient le maximum de leurs bénéfices à l'étranger qu'elles



(1) Après ajustement pour évaluation des stocks

Villa Parmentier. Neuilly

Il reste un 5 pièces en duplex avec jardin privatif.

C'est sûrement l'un des appartements les plus agréables de la région parisienne.

Confort : tous les avantages d'une maison individuelle de grand standing, sans ses inconvénients.

Espace : 137,50 m² sur 2 niveaux (rez-de-jardin et 1^{er} étage)
+ terrasse de 21 m²
+ jardin privé de 115 m²

Prix : 970 000 F (boîte double compris) ferme et non révisable.

Situation : au 28-32 de la rue Parmentier, à 2 pas de la Porte des Ternes et du Bois de Boulogne.

Livraison : octobre 1975.

SEFIMO LA HEVIN GEFIC ALM. 98.98

Votre patrimoine.

Plus le temps est à l'incertitude, moins il faut hésiter à se faire aider.

Aujourd'hui, en matière de placement, il faut réapprendre la modestie. Moins que jamais, il n'y a de vérité révélée, ni de panacée. Ce n'est pas une raison pour thésauriser ses avoirs et enfermer son patrimoine. Au contraire. Simplement, quand tout le monde est obligé de naviguer à vue, plus que jamais il faut chercher son chemin auprès de ceux dont c'est la vocation et le métier.

Le C.C.F. peut vous aider à faire le tri de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas, dans les événements économiques, financiers et politiques quotidiens.

Rien de plus normal, car le C.C.F., aux moyens professionnels que possèdent toutes les grandes banques, ajoute la capacité de ses spécialistes et la rapidité d'intervention que lui permet sa taille, à l'échelle du juste milieu.

Nous saurons donc vous dire s'il est intéressant pour vous d'agir, ou d'attendre. Et nous prendrons les décisions ensemble.

Si vous préférez vous abriter entièrement derrière notre expérience, vous pouvez même nous mandater. Nous prendrons alors l'initiative de chaque opération et vous en rendrons compte aussitôt.

C'est à vous de choisir, mais l'essentiel aujourd'hui, c'est de chercher au moins à s'informer. Nous sommes là pour cela.

Le Crédit Commercial de France. La banque qui essaie toujours de vous aider.

4. Comment passer 3 semaines à Bénodet en n'emportant qu'un sac à main.

Faites enlever vos bagages à domicile par la SNCF. C'est possible à Paris, en banlieue, dans les grandes villes et localités touristiques. Vous pouvez aussi demander leur livraison à domicile ou leur enregistrement direct, pour éviter d'avoir à les transporter au bateau, ou à l'autocar. Mais tout ça est expliqué dans le guide pratique 1975 du voyageur. Demandez-le dans les gares et agences de voyage, questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.

ODOUL
Garde-meubles
208 10-30

CHAMBRES A PARTIR DE 55 000 F

INVESTISSEURS
"LA TRIADE" vous invite à redescendre sur terre

Après être descendu le taux de crédit va monter
Le crédit a baissé. Ne prenez pas le risque de le voir remonter.

Nous vous avons obtenu un taux de crédit particulièrement avantageux à :

LA TRIADE

Après être montée la hauteur des immeubles va descendre
Construits dans le 13^e rénové, nos trois petits immeubles se permettent de ne pas dépasser 8 et 11 étages. Ils répondent bien au désir des locataires lassés d'habiter dans des tours inhumaines.

LA TRIADE
Bureau de vente : 54, rue Dunois - Paris 75013.
Ouvert du jeudi au lundi, de 14 à 19 h.

On ne se trompe jamais quand on achète au bon moment, au bon endroit.

COMMERCIALISATEUR **SOVIC** REALISATEUR **GBRBB**

SOVIC - TEL. 533.80.80.
43, RUE DES PLANTES
PARIS 75014

Je suis particulièrement intéressé par :

Nom _____ chambre 3 pièces
 Adresse _____ studio 4 pièces
 2 pièces 5 pièces

TEL. _____ M 2

5. Comment s'arranger dès l'aller pour être sûr d'avoir un coin fenêtre au retour.

Grâce à la réservation électronique, vous retenez, en une seule fois, vos places aller et retour. Dans les 400 gares et agences de voyage dotées d'un terminal, vous pouvez réserver dès 2 mois à l'avance. Il y a même des dispositions spéciales pour les périodes de pointe. Mais tout ça est expliqué dans le guide pratique 1975 du voyageur. Demandez-le dans les gares et agences de voyage; questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Propriété et entreprise

(Suite de la première page.)

Beaucoup de locataires sont ainsi devenus propriétaires malgré eux, grâce (le plus souvent) à des capitaux d'emprunt. Avec l'aide de l'Etat s'est développée une nouvelle forme de crédit déjà en usage à l'étranger : le crédit au logement. Le crédit hypothécaire en particulier a changé de forme : d'un crédit au propriétaire existant, il est devenu un crédit au candidat-propriétaire.

Les logements en propriété personnelle sont ainsi passés, en France, de 36 % en 1954 à près de 50 % aujourd'hui. Même pour les H.L.M., le nombre de logements en accession à la propriété s'est accru de 21 % entre 1971 et 1973. L'évolution est semblable à l'étranger.

De leur côté, les résidences secondaires — la plupart en propriété personnelle — se sont multipliées, augmentant de 1962 à 1973 de 59 %, contre 17 % pour les résidences principales. Au total — fait considérable — la construction de logements représentait, en 1973, plus du quart de l'ensemble des investissements, et près de la moitié de l'épargne des ménages (43 %). C'est là, a-t-on pu écrire, « le principal moteur de l'épargne » (1) — d'une épargne, il est vrai, aidée par le crédit : jadis l'on épargnait d'abord pour acheter ensuite; aujourd'hui, on achète d'abord et l'on économise ensuite, en vue de rembourser. L'achat à crédit fait l'épargne forcée... Qu'importe ! La propriété-avoir, la propriété personnelle en biens réels, gagne ce

qu'elle perd la propriété-rapport, la propriété rentière.

Il est vrai que, dans ces dernières années, la liberté rendue aux loyers a entraîné une vive reprise des constructions neuves. Mais la cherté de ces locations les réserve, en fait, à une clientèle très aisée. Beaucoup, au surplus, s'accompagnent de dépenses d'achat (locations-ventes) — ce qui ne fait que renforcer l'évolution décrite.

On remarquera, d'autre part, un second trait fondamental. En se faisant plus « personnelle », la propriété se fait aussi plus « solidaire ». Elle se développe dans un cadre plus collectif : de copropriété pour les grands immeubles, et de densité plus forte pour les zones urbaines.

L'urbanisation croissante a, en effet, conduit à limiter le droit de la propriété du sol non seulement comme source de rapport, mais comme source de « rentes » (plus-values foncières). Et si les mesures prises jusqu'à présent n'ont le plus souvent abouti qu'à transférer bien plus qu'à supprimer les plus-values spéculatives, on peut penser que celles qu'on annonce réaliseront une justice réelle : celle qui exige la disparition des « gains d'habitation », pour parler encore comme Froudon.

Ainsi, l'évolution de la propriété immobilière, loin d'abolir la propriété privée, la renforce au contraire. Elle déplace l'accent d'une propriété-droit vers une propriété-fonction; et, en limitant ses abus, elle en justifie le fondement.

Des droits fondés sur le travail

Faisons un pas de plus. De l'existence de l'homme, passons à son activité. L'évolution est la même : les droits attachés à la possession des choses déclinent au profit des droits fondés sur le travail et l'activité personnelle.

Trois exemples sont à cet égard éloquents. C'est d'abord le développement des droits incorporés très justement nommés pour désigner les formes d'une propriété personnelle : le brevet d'invention, limité dans le temps, portant sur une œuvre, une idée, voire un simple projet (brevets d'invention, propriété littéraire et artistique, etc.).

C'est ensuite le fait de la propriété commerciale selon l'expression abusive du langage courant, relatif à la loi du 30 juin 1928 sur les baux commerciaux. Expression abusive mais significative, car elle traduit bien le renversement opéré par la loi au profit du commerçant locataire et aux dépens du propriétaire bailleur : le premier pouvant, contre le gré du second, obtenir du tribunal le renouvellement de son bail (renouvellement souvent capital pour continuer son exploitation) ou, à défaut, une indemnité d'éviction.

On a pu dire qu'on avait ainsi superposé deux droits sur un même bien : celui de la propriété traditionnelle, propriété de rapport, mais réduit au sol et aux murs; et un droit nouveau de disposition attaché à l'activité personnelle de l'exploitant.

Que cette législation — suivie en partie par la Belgique, le Luxembourg et l'Italie — ait donné lieu à des abus, c'est incontestable; mais, même transgressée, son intention demeure, de « personnaliser » la propriété.

C'est dans le même sens qu'a évolué le droit de l'exploitant agricole aux dépens du propriétaire non exploitant. Sans aller, jusqu'à créer une « propriété culturelle », le statut sur le fermage et le métayage de 1946 n'est pas moins renforcé le droit de l'exploitant sur la terre en lui conférant un droit au renouvellement de son bail, sauf reprise de l'exploitation par le propriétaire ou un membre de sa famille; et, en cas de vente, un droit de préemption.

Cette législation a donné lieu, (1) Y. Saligne, « Rapport au conseil économique et social », 29 mai 1974.
(2) Cf. notre article : « Un renouveau de la propriété rurale », le Monde, 5 juin 1975.

elle était, à une réaction imprévue. Certains propriétaires voyant leurs droits réduits, ont cherché soit à reprendre leur terre pour eux-mêmes ou leur famille, soit à la vendre, et, dans ce cas, le fermier désireux de la garder a été contraint d'acheter (comme le locataire d'un immeuble d'habitation mis en vente) le cas, revenu lui aussi, propriétaire malgré lui, mais dans des conditions beaucoup plus difficiles : car l'achat du sol a ajouté une lourde charge aux dépenses d'équipement auxquelles l'obligait déjà la « révolution agricole ». Pour la première fois dans notre histoire, la paysannerie se trouve largement endettée; elle regarde avec amertume la « néo-bourgeoisie des cadres, des techniciens, des fonctionnaires sans autre capital qu'un diplôme. De la certains projets qui tendraient à dissocier plus fortement exploitation agricole et propriété foncière (2).

Ainsi en serait-il de sociétés foncières qui aboutiraient à un « néo-fermage » — ou encore des « sociétés agricoles de développement » (SAD) qui constitueraient avec l'aide de l'Etat un patrimoine foncier dont la

gestion serait confiée à des exploitations familiales dans des conditions particulièrement favorables. Par là, dit le projet loi, « les agriculteurs, notamment les plus jeunes, seraient déchargés de l'investissement foncier ».

L'alternative capitalisme financier ou collectivisme agraire serait ainsi dépassée par l'émergence d'un tiers parti. Et l'on pourrait peut-être voir apparaître une classe moyenne d'exploitants ruraux — « salariés supérieurs sans capital » — analogue à la « néo-bourgeoisie des cités », qu'évoque

On le voit : des villes aux campagnes, une série de faits ou de idées se répondent, qui convergent vers la personnalisation de la propriété et déclinent, croyons-nous, la réforme de l'entrepreneur.

ANDRÉ PIETRE

Prochain article :

LE CAPITAL RENTRE
DANS LE RANG

loterie nationale

FÊTE des MÈRES
tirage 28 mai
Des lots 1 million 1/2 de F

Prix du billet 44 F du 1/10 : 5 F

l'air le plus pur,
l'eau la plus pure,
pour ceux qui aiment la nature et la liberté.

Séjours en chalet au bord d'un lac : 15 jours à partir de F 1250.
Circuits à partir de F 1990.

cet été, en Finlande.

Renseignements auprès de votre Agent de Voyages
11 rue Aubert
75009 Paris

FINNAIR

Nom _____ Adresse _____

VILLE DE PARIS
Rénovation du XV^e Arrondissement

Secteur Beaugrenelle
FRONT DE SEINE

La SEMEA XV recherche un promoteur pour la réalisation de la **DERNIÈRE TOUR DU FRONT DE SEINE** (200 logements environ)

Le permis de construire relatif à ce programme a été délivré.

Écrire :
Société d'Économie Mixte d'Équipement et d'Aménagement du XV^e Arrondissement
55, quai de Grenelle
75015 PARIS

6. Comment voyager en quart de place grâce à sa belle-mère.

Emmenez-la et demandez le billet de famille SNCF. A partir de 3 personnes, les deux premières payent plein tarif et les suivantes quart de place. C'est valable pour les enfants, les parents, les grands-parents. Mais tout ça est expliqué dans le guide pratique 1975 du voyageur. Demandez-le dans les gares et agences de voyage; questionnez-nous; soyez malins. Les gens ne savent pas profiter du train.

SNCF
Apprenez le train.

هنا ما لاجل

LA VIE ÉCONOMIQUE

La répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales

GARE AU MARCHÉ DE DUPES !

par PIERRE LALUMIÈRE (*)

Le congrès des maires de France doit s'ouvrir, à partir du mardi 27 mai, le sujet épineux de la répartition des compétences et des charges entre l'Etat et les collectivités locales.

Le problème n'est pas nouveau. Des commissions ont été réunies mais leurs recommandations n'ont pas donné satisfaction. Fait nouveau, cette année, le gouvernement paraît vouloir réexaminer le sujet. Mais cette nouvelle tentative se heurte, comme les précédentes, à la même difficulté. La progressive intégration économique de toutes les collectivités publiques dans l'ensemble national, depuis trente ans, ne permet plus d'établir comme à la fin du dix-neuvième siècle, une distinction logique et surtout définitive entre les attributions de l'Etat et celles réservées aux départements et aux communes.

Le partage des tâches entre l'Etat et les collectivités locales a été conçu à l'origine sur des bases relativement rationnelles. Le législateur avait posé des principes simples. La loi de 1871 pour les départements et celle de 1884 pour les communes accordent à ces collectivités une grande liberté d'action. Les autorités départementales sont compétentes pour toutes les affaires d'intérêt départemental. Les autorités communales peuvent intervenir sur toutes les affaires de la commune. Elles sont donc habilitées à exercer toutes les activités qui sont à la fois publiques et surtout locales. La région ne bénéficie pas de la même liberté ; elle ne peut intervenir que dans les domaines limitativement énumérés par la loi du 5 juillet 1972. En application de ces principes, l'Etat doit prendre en charge toutes les affaires d'intérêt national, en réservant aux collectivités décentralisées les affaires à caractère local.

Mais ces principes, dans leur simplicité, sont inapplicables. En raison de l'interpénétration des activités de toutes les collectivités publiques, les domaines à intérêt strictement national ou les affaires à objet strictement local sont rares. Dans la très grande majorité des cas, Etat, départements et communes gèrent ensemble des services qui ont à la fois le caractère national et un intérêt local. Prenons le cas de l'enseignement public : est-il un service public national ou local ? A la fois l'un et l'autre. Si l'Etat exerce des compétences fondamentales en ce domaine, les communes sont appelées à participer au financement des dépenses en raison des responsabilités qu'elles doivent assumer. Il a donc fallu distinguer, pour les trois ordres d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur) ou qui est supporté par l'Etat ou la commune dans les dépenses d'investissement comme de fonctionnement.

Aussi la répartition des compétences et des charges entre l'Etat et les collectivités territoriales, telle qu'elle existe actuellement, est l'aboutissement d'une évolution empirique qui se caractérise par sa complexité et son incohérence. Pour chaque grand secteur (police, enseignement, justice, équipements routiers, etc.), le partage des compétences résulte d'une série de décisions qui ont été prises au fil des années pour des motifs fort différents. Aussi cette répartition n'est pas exempte d'un certain arbitraire ; c'est ainsi qu'en 1930 une partie de la voirie départementale a été classée dans le patrimoine de l'Etat pour alléger les finances locales. Elle a été retransférée aux départe-

ments au cours des dernières années.

En principe, l'exercice d'une compétence par une collectivité entraîne la prise en charge des dépenses qui y correspondent. Mais, cette complication supplémentaire, le financement « croisé » des dépenses est devenu la règle. L'Etat accepte de participer aux dépenses relevant de la responsabilité des départements et des communes. Pour les équipements collectifs, il accorde des subventions ; pour les dépenses de fonctionnement des services publics nationaux qu'assurent les départements et les communes, il verse une subvention dite d'intérêt général. Inversement les collectivités territoriales prennent en charge une partie du financement des activités de l'Etat. Dans les communes de plus de dix mille habitants, les corps de police ont été « étatisés » ; mais les communes sont obligées de verser une contribution à ces dépenses. Le budget de l'Etat finance la voirie nationale, mais, en milieu urbain, il exige un concours financier des collectivités locales.

C'est en modifiant ces participations réciproques que l'Etat dénonce par les élus locaux, soit en diminuant son concours aux dépenses des départements et des communes, soit en accroissant les obligations des collectivités locales au financement de services à caractère national. Les exemples abondent. L'application de la T.V.A. aux travaux d'équipements communaux et départementaux, remplacée dans le contexte des relations Etat-collectivités locales est une récupération partielle ou parfois totale des subventions que l'Etat a lui-même versées pour la réalisation de ces travaux. La diminution du taux des subventions d'équipement constitue un désengagement du budget de l'Etat à l'égard du financement des investissements collectifs. En imposant aux communes le versement de fonds de concours (c'est-à-dire d'une participation financière qui théoriquement est volontaire) pour l'implantation de bâtiments administratifs des services d'Etat (postes, centres des impôts, perceptions, etc.), l'Etat fait subventionner les dépenses dont il est directement responsable.

Ces cas sont des illustrations d'un mécanisme général de transfert qui fonctionne de façon permanente, toujours au détriment des collectivités locales.

(*) Professeur à l'Université de Paris-L.

ment des collectivités décentralisées. L'opération est simple. L'Etat a pris la décision de réduire ses interventions dans le domaine économique et social en raison de la double contrainte qu'il s'est imposée : assurer l'équilibre de son budget tout en stabilisant la pression fiscale. A l'autre bout de la chaîne, les élus locaux et surtout les maires sont confrontés aux exigences pressantes en équipements et en services de la population ; immergés dans la vie sociale, ils ne peuvent pas se dérober à ces demandes et,

avec les moyens du bord, s'efforcent de les satisfaire en se substituant à l'Etat défaillant. Ce dernier reporte ainsi sans difficultés sur les collectivités locales le financement de dépenses importantes, en se bornant à octroyer une aide sous forme de subventions. L'Etat a d'ailleurs bonne conscience : il considère avec désinvolture qu'il s'agit d'affaires locales qui ne le concernent pas directement.

La notion d'affaires locales qui, dans les lois de 1871 et 1884, protégeait l'autonomie des départements et des communes, devient l'alibi de leur écrasement financier.

Le partage des ressources

L'expérience montre donc que la frontière qui sépare les attributions de l'Etat de celles des collectivités locales n'a aucune fixité ; elle se déplace au gré des décisions de l'Etat ou des événements. Cette situation est logique. Dans notre société économique avancée, toutes les collectivités publiques sont condamnées à collaborer ; des liens de plus en plus étroits se nouent entre l'Etat, les départements, les communes et bientôt les régions qui ne permettent plus de fixer, dans une photographie définitive, la place des uns et des autres. Cette possibilité existait à la fin du dix-neuvième siècle parce que les collectivités locales avaient des attributions limitées et surtout stables ; elle ne l'est plus aujourd'hui.

Pourtant, beaucoup d'élus locaux conservent l'espoir d'obtenir la révision des rapports Etat-collectivités décentralisées afin de fixer un nouvel ordre. Ils risquent de faire un marché de dupes. En supposant que les difficultés techniques puissent être surmontées, toute refonte de la répartition actuelle, même si elle repose sur des bases cohérentes, ne résistera pas à l'épreuve des faits. Parce que les collectivités locales ont la charge d'assurer un cadre de vie acceptable, elles sont condamnées à satisfaire d'immenses besoins collectifs. Le mécanisme des transferts, précédemment décrit, continuera à fonctionner comme auparavant et toujours à leur détriment. Passé un certain délai, tout sera à recommencer.

Alors, faut-il renoncer à toute révision ? Les élus locaux ont de justes revendications à faire valoir, ne serait-ce que le problème des charges induites que l'Etat leur fait supporter et qui devraient lui incombent normalement. Une atti-

tude pragmatique consisterait, à notre avis, à préconiser une révision permanente de la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités décentralisées ; périodiquement (tous les deux ans, par exemple) une commission de composition paritaire pourrait faire le point de l'évolution depuis la précédente rencontre et, en fonction des transferts de charges constatés, prendre des mesures financières compensatoires.

Mais la véritable solution à la crise des finances locales n'est pas là ; elle réside dans la mise en commun des impôts modernes à grand rendement dont le produit reste affecté exclusivement à l'Etat. Progressivement, les collectivités décentralisées assumeront, par le biais des transferts, une part de plus en plus importante des dépenses publiques ; déjà la moitié des investissements publics est réalisée par les départements et les communes. L'Etat ne peut plus se réserver comme une chasse gardée, les recettes de l'impôt sur le revenu ou de la T.V.A. Il doit accepter le partage selon des règles qui seront celles à établir.

Certains pays étrangers se sont déjà engagés sur cette voie. Même dans notre pays, le mouvement est amorcé ; par ses origines, le versement régressif de la taxe sur les salaires peut être considéré comme le reversement d'une fraction du produit de la T.V.A. aux collectivités locales. Imbu des traditions centralisatrices, l'Etat refusera certainement d'aller plus avant. Pourtant, plus qu'un réaménagement problématique des charges, le partage des ressources apparaît comme l'aboutissement logique de l'importance croissante prise par les collectivités décentralisées dans la vie nationale. C'est cette redonner, que les élus locaux doivent faire prévaloir dans les années à venir.

(PUBLICITE)

République Arabe d'Égypte

L'Organisation générale pour l'approvisionnement d'Égypte
Le Coire, 42, Ramses Street P.O. Box 55 Le Coire

Annonce l'ajournement de l'appel d'offre publique internationale — « Fourniture construction de matériel mécanique et électrique pour la nouvelle station de traitement des eaux d'Embasa » — d'un mois du 7 juin 1975 au 9 juillet 1975.

PRÉPARATION DE L'ORIENTATION PRÉLIMINAIRE DU 7^e PLAN

RAPPORT DE LA COMMISSION RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES AVEC L'ÉTRANGER

Un constat lucide, des objectifs ambitieux mais à notre portée, une stratégie hardie pour le rééquilibre durable de nos échanges avec l'étranger, une riposte à la crise internationale.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31 quai Voltaire - 75340 PARIS CEDEX 07

BARÈME DES BRILLANTS

COULEUR	BLANC PUR		ÉCLAIRCI		MONTRE
	V.V.S.	V.V.S.	V.V.S.	V.V.S.	
PURETÉ					
1 carat, le carat	14.500 F	12.500 F	8.200 F	4.500 F	85/10
2 carats, le carat	18.500 F	16.500 F	10.500 F	5.500 F	90/10
3 carats, le carat	22.500 F	20.500 F	12.500 F	6.500 F	95/10
4 carats, le carat	27.500 F	25.500 F	15.500 F	8.500 F	100/10
5 carats, le carat	32.500 F	30.500 F	18.500 F	10.500 F	110/10

Ce barème étant fortement incriminé, M. Godechot et Pauliet se tiennent à votre disposition pour vous renseigner d'une façon plus précise sur la taxe que vous voudrez bien leur adresser.

GODECHOT & PAULIET

86, AVENUE RAYMOND-FORCARE PAS 16^e

ACHATS - VENTES - EXPERTISES - PARTAGES PARKING TOCH METKO VICTOR-JUGO Tous les jours, sauf dimanche

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur :

CHOMAGE ET EMPLOI

Envoyez 8 francs (timbres ou chèque) à APRÈS-DEMAIN 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 30 F pour l'abonnement annuel (40 % d'économie qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro).

notre télex à votre disposition

pour vos communications France/Etranger

345.21-62+

Service Télé. M. P. RUECTOR MALOTI, PARIS 12^e

Sans être expert, vous pouvez quand même faire un placement sûr.

9% net d'impôts.

plan d'épargne-logement de Crédit Agricole.

CREDIT AGRICOLE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

هكذا من الأصل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Forte reprise de l'or
baisse des valeurs françaises
s'accélère

Le fait marquant de la séance a été la forte reprise de l'or... Les indications du marché de Londres... La chute de la dollar... Les valeurs françaises ont subi une baisse marquée...

LONDRES

Les affaires sont calmes vendredi... Les valeurs étrangères ont subi une baisse marquée...

NEW YORK

Coup d'arrêt à la baisse... Les valeurs étrangères ont subi une baisse marquée...

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

Table with columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists various financial instruments and their prices.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

Table showing exchange rates for Tokyo, including 1 note (en yen) and 100 notes (en yen).

INDICES QUOTIDIENS

Table showing daily indices for various markets and sectors.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

Les bénéfices nets pour 1974... Les dividendes ont été versés... Informations sur les performances des entreprises.

MARCHE MONÉTAIRE

Table showing monetary market data, including interest rates and exchange rates.

Main market data table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours. Lists a wide range of stocks and their current market prices.

BOURSE DE PARIS - 22 MAI - COMPTANT

Table showing Paris stock market data for the 22nd of May, including various stock prices and market indicators.

MARCHE A TERME

Table showing forward market data, including futures and options prices for various commodities and currencies.

COTE DES CHANGES

Table showing exchange rates for various currencies, including the dollar, yen, and other international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table showing gold market data, including prices for gold bars and coins.

